HISTOIRE DE LA POCHE DE SAINT-NAZAIRE

Par Michel Gautier ©

Nantes était libérée depuis le 12 août 44, Paris, depuis le 25 août. À partir du 5 février 1945, plus aucun soldat allemand sur le sol français... Horsmis dans les poches de l'Atlantique. Cinq poches où étaient enfermés avec 120 000 soldats allemands, 150 000 civils qui devraient attendre leur libération jusqu'au 8 mai 1945 et même jusqu'au 11 pour la poche de Saint-Nazaire, la plus peuplée et la dernière libérée. Une bizarrerie de l'histoire sur laquelle l'histoire officielle ne s'est pas encore vraiment penchée. De la Hollande jusqu'à l'Espagne, outre les forteresses hollandaises et les îles anglo-normandes, se succédaient en effet les poches de Dunkerque, Lorient, Saint-Nazaire, la Rochelle-La Pallice et les poches de Gironde (Royan, le Verdon, Gironde nord et sud).

Dans la poche de Saint-Nazaire prenant la forme d'une zone quasiment circulaire d'un rayon de 25 kilomètres, se trouvaient enfermés près de 130 000 civils et 30 000 soldats allemands... gardés par 16 000 FFI. Au sud de la Loire, la poche s'étendait sur 11 communes du nord pays de Retz : Frossay, Saint-Viaud, Paimbœuf, La Sicaudais, Saint-Père-en-Retz, Saint-Brévin, Saint-Michel-Chef-Chef, Tharon, La Plaine, Sainte-Marie et Pornic. Y étaient enfermés 22 000 civils avec 9 000 soldats allemands. Au nord de la Loire, une zone plus vaste incluant la Festung de Saint-Nazaire, longeait un arc partant de la Roche-Bernard, suivant la rive sud de la Vilaine et bifurquant le long du canal de Nantes à Brest pour aboutir à la Loire à la hauteur de Cordemais.

Ces 9 mois d'occupation supplémentaire allaient laisser beaucoup d'amertume aux populations empochées qui mirent beaucoup de temps avant de revenir sur ces souffrances et ces humiliations. Combien de fois ai-je entendu dans la bouche de mes témoins : « On a été oublié, et en plus on a voulu nous faire honte » ! Il faut dire que dans le Nantes libéré de Noël 44, on ne parlait guère des empochés ou, pire, certains parlaient des « Collabos de la poche » ! À la mi-janvier 1945, de Gaulle lui-même, venu décorer la ville de Nantes, s'inquiéta du sort des FFI encerclant la poche mais n'eut pas un mot pour les civils assiégés.

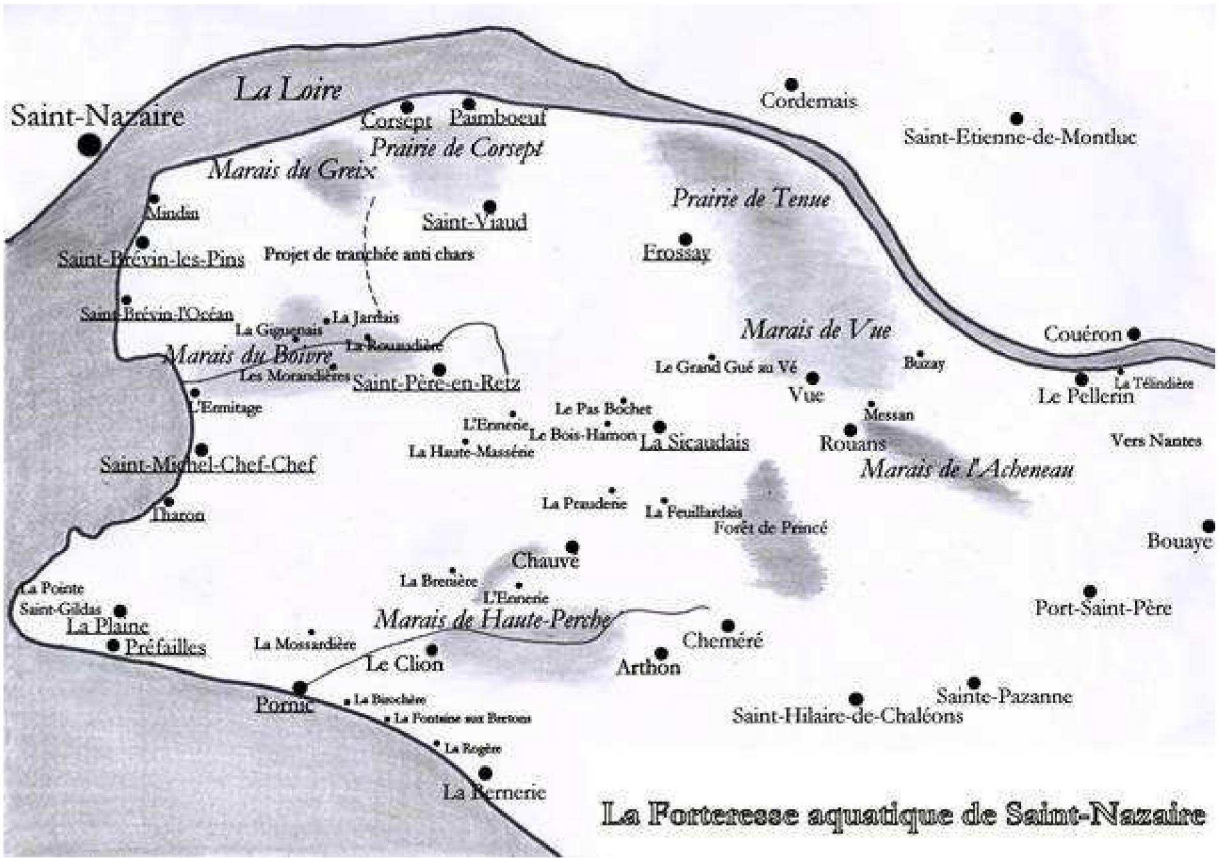
Je n'ai pourtant pas noté de collaboration avérée. Du marché noir alimentaire, bien sûr, comme partout, mais surtout une grande solidarité rurale, et en tout cas très peu de collaboration politique et encore moins militaire. Au contraire, à chaque fois qu'on l'a pu, on a transmis aux FFI les informations sur les positions, les habitudes et les forces de l'ennemi, et j'ai découvert beaucoup d'actes de résistance individuelle accomplis par des héros ordinaires de tous âges, dont beaucoup de femmes et parfois même des enfants.

Sans doute faut-il reconnaître des connivences sécuritaires ou alimentaires avec un ennemi couchant sous le même toit et, par la force des choses, partageant des intérêts communs, depuis le pain, le vin, le lait et la viande jusqu'à l'abri protégeant des balles et des obus. Une inquiétude commune taraudait l'esprit des occupants et des occupés : « Comment cela va-t-il finir ?... Comme à Royan, sous un tapis de bombes » ? Et les bombes ne feraient pas de

différence entre Français et Allemands ! Mais cette angoisse commune ne constitue pas une illustration très convaincante d'un syndrome de Stockholm avant l'heure.

Dans cette mémoire meurtrie et encore mal consolée, on trouve bien sûr le souvenir des privations de ce dernier hiver : la faim, le froid, le manque de lumière, la peur quotidienne de la balle perdue ; le souvenir des victimes collatérales de la guerre, comme ces 15 paysans tués lors de la catastrophe du Boivre à quelques semaines de la Libération ; tous les morts civils sous les obus, les bombes ou les tirs, allemands parfois, mais surtout français, destinés sans doute à l'ennemi, mais fauchant aussi des civils se trouvant au mauvais endroit dans cette poche en peau de léopard où les cantonnements allemands s'imbriquaient avec les villages français. Mais il y a surtout le souvenir pour des centaines de familles, de l'expulsion de leurs fermes, du pillage et de la destruction de leurs biens, et pour tous, le sentiment d'un abandon et d'une cicatrice historique mal fermée.

Carte de la poche de Saint-Nazaire



Suite au succès de l'opération « Chariot » contre Saint-Nazaire dans la nuit du 27 au 28 mars 1942, Von Rundstedt et Rommel décident de transformer le pays de Retz en forteresse aquatique en fermant les accès à la mer des ruisseaux et des étiers les villes soulignées appartiennent à la poche de Saint-Nazaire à partir de l'automne 44

Une libération bretonne inachevée

Le fol espoir d'une rapide délivrance du littoral atlantique était né au forceps dans les premières heures d'un petit matin douteux sur les plages normandes du 6 juin 1944. Mais après avoir vibré jour et nuit à l'écoute des postes à galène relayant les communiqués d'état-major sur le grignotage meurtrier du bocage normand au cours d'un interminable été, il faudrait encore traverser les frimas et les privations, les exodes et les combats d'un interminable hiver avant que les empochés de l'Atlantique puissent sortir les drapeaux tricolores de la naphtaline. Presque un an entre les premiers pas des libérateurs sur la côte normande et la chute de la Poche de Saint-Nazaire.

Avant la percée décisive du 31 juillet 1944, les troupes alliées et la résistance locale avaient dû batailler ferme pendant près de deux mois pour se frayer un passage vers la Bretagne et les vallées de Loire et de Seine. C'est le 1er août que la 3è armée blindée de Patton déborda

enfin Avranches et parvint aux portes de la Bretagne. La Rance fut aussitôt enjambé pour atteindre Dol, Dinan et les abords de Rennes. Le 5, Fougères, Vannes, Lannion et Rosporden étaient libérées ; la bataille s'engagea pour Saint-Malo. Le 6, le drapeau tricolore flottait sur Audierne et Vitré ; on se battait devant Brest. Le 7, Douarnenez était libre mais on butait sur Lorient.

L'agence Reuter résumait la situation par ce communiqué du 9 août 1944 :

« ***Dans le centre de la presqu'île armoricaine, une guerre d'escarmouche fait rage. Les troupes allemandes, coupées de leur commandement par les colonnes blindées qui s'infiltrent dans toutes les directions, opèrent sur des positions instables et sont incessamment harcelées par des groupes de patriotes français collaborant avec les fantassins américains. Les groupes ennemis qui réussissent à s'accrocher sont condamnés à capituler par l'impossibilité de se ravitailler***. »

Les « patriotes français » avaient fait plus que « collaborer » avec les fantassins US et la veille même de ce communiqué, avaient enlevé seuls Quimper et Morlaix. Depuis le début de l'été, ils n'avaient pas laissé une minute de répit à l'ennemi, minant routes et voies ferrées, sabotant et désorganisant communications et transports. Un seul exemple, celui de cette colonne allemande partie de Brest pour se porter au secours des divisions normandes mais stoppée à Saint-Brieuc et se déroutant vers Quimper ; accrochée par le maquis, elle prit la direction de Vannes mais ne parvenant pas à franchir le verrou de Rosporden, elle échoua à Concarneau... Bien loin du front normand ([1])!

Après le désastre de Saint-Marcel et les massacres qui l'avaient suivi, Londres avait donné l'ordre le 12 juillet de cesser le combat, voire de rendre les armes ! Refusant cette tactique suicidaire, les maquis avaient fait le gros dos, préservant l'essentiel de leurs forces et attendu impatiemment la percée alliée qui leur permettrait de repartir de l'avant. Et voilà que Patton venait de pointer son nez entre Avranches et Saint-Hilaire-du-Harcouet et de franchir Rance et Couesnon ! Pour le vieux stratège, pas question de se reposer en Bretagne. Dans la dynamique de cette percée victorieuse, il comptait bien profiter de son avantage et bousculer l'ennemi en retraite pour atteindre les grands ports bretons avant que les unités allemandes n'aient eu le temps de s'y regrouper pour en organiser la défense ou la destruction.

La prise de ces ports en eau profonde semblait en effet primordiale pour débarquer sans limitation de tonnage toute la logistique qui permettrait de poursuivre l'offensive. Patton était pressé d'« ***aller prendre son bai***n » à la pointe du Finistère et avait donné cinq jours à ses généraux pour cette « ***mission de cavalerie*** ». Grow et sa 6è division blindée prendraient Brest, le plus grand port militaire français ; Wood et sa 4è division investiraient Lorient, la fine fleur des bases sous-marines, l'enfant chérie de Doenitz et d'Hitler. Après la reddition des ports bretons, Saint-Nazaire deviendrait un objectif secondaire où l'ennemi ne serait plus très motivé et la troisième grande forteresse navale tomberait comme un fruit mûr ! Il ne resterait plus, dès lors, avec des arrières sécurisés et un ravitaillement assuré, qu'à se ruer vers l'est...

---

1 * ***Avant même de bénéficier de la couverture-feu des troupes alliées, une coalition des maquis des trois départements bretons harcelait en effet la 2è division parachutiste du général Ramke tentant de faire mouvement vers la Normandie, l'obligeant à faire demi-tour entre Châteaulin et Rostrenen.***

Paris, Strasbourg, le Rhin et le repaire du loup. Le pari était audacieux mais dans une dynamique d'offensive ne laissant aucun répit à l'adversaire, l'effet Blitzkrieg - comme quatre ans plus tôt, à nos dépens - pouvait déstabiliser les divisions allemandes sur le recul et démoraliser une troupe déjà sévèrement étrillée par la résistance locale.

Pour le malheur des poches bretonnes, le sort des armes en déciderait autrement. Maintes hypothèses ont été avancées : fatigue des hommes et des matériels, défaut de carburant et de munitions, volonté de préserver pour des missions plus décisives, des unités blindées peu adaptées à la prise ou au siège de forteresse si bien défendues. Le général Middleton dans son rapport évoque en un long lamento le manque de munitions. Il semblerait pourtant que les véritables raisons du calvaire prolongé des poches bretonnes soient à rechercher dans des ressorts plus humains et trop humains : indécision, rivalités d'amour-propre, querelles d'état-major sur les choix tactiques. Jusqu'à quel échelon de responsabilité ? Churchill ? Monty ? En tout cas, pour le moins Middleton ([2]), Patton, Bradley, et les deux divisionnaires Grow et Wood ([3]).

Alors que Patton voulait foncer vers Brest et Lorient à marche forcée, en profitant à plein de l'appui tactique de la résistance bretonne survoltée, Bradley, plus prudent - et dont les troupes étaient éprouvées par l'équipée normande - s'était méfié d'une contre-offensive sur ses flancs ou ses arrières ; il avait préféré envoyer Grow s'emparer de Saint-Malo et de Morlaix avant d'attaquer Brest, et il avait détourné Wood de Lorient pour investir d'abord Rennes et Vannes. Middleton qui commandait le 8è corps, englobant les deux divisions blindées, ne parviendrait jamais à trancher entre ces deux plans... Alors qu'ils étaient engagés dans la tactique définie par Patton, il donna l'ordre à ses deux divisionnaires de stopper leur progression et d'adopter le plan de Bradley. Grow devrait donc faire un détour par Dinan. Quant à Wood, déjà auréolé de la prise d'Avranches et ne souhaitant pas moisir en Bretagne, il avait foncé vers le sud et déjà atteint Derval le 3 août, Châteaubriant le 5. Des éclaireurs étaient même parvenus aux portes de Nantes... Lorqu'on lui ordonna de tourner casaque !... Mais il faudrait attendre les camions d'essence pendant deux jours pour réexpédier Clarke de Derval vers Vannes, et Dager, de Châteaubriant vers Lorient !

Les conséquences de cette reculade furent irrémédiables pour les poches de l'Atlantique. Alors que l'amiral Matthiae n'aurait sans doute pas sacrifié ses équipages de Kriegsmarine dans un combat inégal et aurait sans doute rendu les clés de Lorient, l'arrivée de Fahrmbacher et de sa Wehrmacht changea la donne. Commandant en chef des troupes de l'ouest depuis un mois, Fahrmbacher était un homme de décision, un chef militaire redoutable, tout dévoué à son Fürher. Il mit ces quelques heures de répit à profit pour réorganiser ses vingt-cinq mille soldats et marins - dont pourtant, seulement un sur dix savait se battre à terre - derrière les défenses des installations portuaires et de la base sous-marine de Lorient, le repaire inexpugnable d'où étaient partis durant toute la guerre les raids mortels des U-Boote. Lorsque Patton, furieux, donna l'ordre de virer de bord et de reprendre la marche sur Lorient et Brest, on avait perdu vingt-quatre heures... Vingt-quatre heures qui coûteraient sept semaines

---

2 ***Middleton commandait le 8è corps d'armée auquel appartenaient la 6è DB de Grow et la 4è DB de Wood.***

3 ***C'est Ralph Ingersoll, officier dans l'état-major de Bradley qui a le mieux étayé cette hypothèse dans son ouvrage Ultra Secret- Pour servir à l'histoire de ce temps.***

d'enfer aux populations de Brest, neuf mois d'angoisse et de destructions à celles de Lorient, Saint-Nazaire, la Rochelle et Royan. Il est vrai que sur le grand échiquier de la guerre, ces cases oubliées semblaient de peu de valeur.

Ce qu'ignoraient sans doute tous ces généraux, c'est que dans la nuit du 4 août, Monty avait télégraphié à Londres que la situation en Bretagne était somme toute satisfaisante, que les troupes engagées suffiraient à la tâche et que la partie se jouait à l'Est. Alors que Fahrmbacher repoussait l'ultimatum US et contre-attaquait vers Auray et Vannes pour maintenir ses lignes de communication avec Saint-Nazaire, les blindés de Wood rappelés par Patton l'en empêchaient, prenaient Vannes et fonçaient enfin vers Lorient où les deux cent canons d'artillerie de marine avaient déjà été retournés vers le continent tandis qu'à Hennebont, les Allemands avaient fait sauter le pont sur le Blavet. Devant une telle ceinture de feu, il aurait fallu un appui aérien et de l'infanterie... Les blindés US firent la pause, négligeant l'appui tactique que constituaient les bataillons FFI. Ceux-ci, pourtant, ne se laissant pas impressionner, franchirent la rivière, s'emparèrent de Hennebont puis des hauteurs de Caudan dominant le port de Lorient... Avant d'attendre neuf mois pour camper sur le quai des Indes.

Pour les FFI et FTP bretons, cette reculade ne serait jamais admise ; de même que les blessures de Saint-Marcel et du débarquement fantôme de Quiberon ne seraient jamais cicatrisées. Jusqu'à la fin, ils auraient une revanche à prendre et ils se méfieraient des tergiversations d'état-major. Rappelons en effet que dans la nuit du 5 au 6 juin 44, soit six heures avant le débarquement en Normandie - et alors que Saint-Nazaire essuyait de violents bombardements de diversion - plusieurs commandos parachutistes furent largués sur le Morbihan et les Côtes-du-Nord... Avec l'aide de la résistance locale, ils avaient pour mission de sécuriser deux zones de parachutage destinées à accueillir un régiment complet avec l'armement adéquat... ([4]) Tout cela en prévision d'un débarquement bis sur la presqu'île de Quiberon qui fixerait dans cette région des divisions allemandes qu'on enverrait sinon sur le front normand ! Rien de moins. Consignes contradictoires, chicaneries entre FTP et FFI sur la répartition des armes, manque d'esprit de suite de l'état-major allié, l'opération tourna au fiasco. On avait créé dans les rangs de la résistance bretonne un espoir insensé. Dans l'enthousiasme et l'improvisation, elle avait été conduite à de multiples imprudences dont les conséquences seraient désastreuses. C'est dans ce cadre que s'inscrivit la défense du maquis de Saint-Marcel entre le 18 et le 20 juin 44 et que s'abattirent les représailles sur les populations riveraines de cette « petite France » faussement libérée. Comme on le rééditerait un mois plus tard dans le Vercors, on venait d'engager des milliers d'hommes sous-équipés dans un combat perdu d'avance.

Dans l'hypothèse d'une opération de diversion moins virtuelle, qui sait si les mêmes hommes, avec les mêmes chefs, s'appuyant sur les mêmes populations euphoriques n'auraient pas inscrit dans l'histoire de France une nouvelle page épique ? Et le bataillon de volontaires de Pontivy sillonnant les routes du Morbihan en plein jour, derrière un peloton de quatre-vingt

4 ***Les 158 paras SAS du colonel Bourgouin furent parachutés dans la nuit du 5 juin à Saint-Marcel dans le Morbihan avec la première mission de recevoir des parachutages permettant d'armer 2 000 maquisards. À Duhaut, dans les Côtes du Nord, furent largués 116 autres commandos.***

cyclistes, musette et mitraillette en bandoulière, n'aurait pas laissé le souvenir d'une folle inconscience mais celui d'une scène d'exposition lyrique d'un film d'Eisenstein ou de René Clair.

Depuis les premiers réseaux de 1942 et les premiers maquis de 1943 jusqu'à ces heures décisives, la répression des « terroristes » bretons par l'occupant avait été impitoyable. Il faut dire qu'ils n'avaient guère laissé de répit à l'ennemi. Pendant le seul mois de juillet 1943, la résistance bretonne s'était livrée à 200 sabotages de voies ferrées, une quarantaine de déraillements, des centaines de coupures de lignes électriques et téléphoniques, une cinquantaine d'embuscades contre des convois militaires et une vingtaine d'engagements frontaux - parmi ces durs de durs, le maquis de Peumerit-Quintin, encore appelé groupe ***Tito***, signalant par-là son obédience communiste. Le bilan des pertes ennemies dans ce seul secteur au cours de ce mois de juillet fut impressionnant : 2 500 hommes hors de combat. Les FTP des Côtes-du-Nord qui allaient voir grossir leurs rangs jusqu'à 13 000 hommes, réalisaient 200 attentats dès janvier 44, 300 en mars, 500 en mai. ([5])

Les rivalités politiques, les atermoiements des uns, les surenchères des autres, les arrière-pensées sur le partage du pouvoir dans l'après-guerre, tout poussait à l'âpreté du combat et de sa répression ; avec ses débordements constants sur les civils, entraînés de gré ou de force dans la lutte. On ne compte pas en Bretagne les fermes et les villages martyrs : femmes violées, villageois de tous âges torturés, abattus sommairement, pendus, décapités à la bêche, brûlés vifs aux lance-flammes ou dans l'incendie de leur grange ou de leur maison. On recourut à des ***Einsatzgruppen*** de SS et de miliciens pratiquant la terreur. On retrouverait de nombreuses fosses communes et des charniers qui révèleraient la barbarie des méthodes de répression utilisées : membres brisés ou coupés, lèvres cousues au fil de cuivre, familles ou groupes entiers creusant leurs fosses et basculant dans le trou sous les rafales des mitraillettes ; des méthodes qui révélaient l'affolement allemand face à une guérilla associant maquisards et villageois. On comprend, dans ces conditions, l'ardeur aux combats et la soif de revanche de ces maquis comptant déjà en août 44 jusqu'à 35 000 hommes.

Après la guerre, les officiers d'état-major alliés reconnaîtraient leur dette par rapport à ces combattants qui connaissaient le terrain, servaient d'éclaireurs, d'interprètes et de deuxième bureau, harcelaient et épuisaient l'ennemi, fournissaient des informations précises sur la logistique adverse, ses effectifs, ses réserves, l'emplacement de ses positions. C'est eux qui protégeaient les flancs et les arrières des colonnes blindées, eux encore qui nettoyaient et sécurisaient le terrain conquis. Forts de 50 000 hommes à la fin du conflit, ils auraient paralysé deux corps d'armée dont les restes étaient encerclés dans trois poches. Eisenhower lui-même pourrait affirmer que « dans le cadre des opérations découlant du débarquement, l'action de la résistance française pouvait être estimée équivalente à une dizaine de divisions au moins, c'est-à-dire autant qu'il en fut débarqué dans un premier temps… Et qu'elle avait pu raccourcir la guerre de neuf mois. » Point de vue redoublé par celui du général Marshall : « La résistance a dépassé toutes nos prévisions ; c'est elle qui, en retardant l'arrivée des renforts allemands

[5] -***Lire les FTP de Bretagne de Roger le Hyarric***

et en empêchant le regroupement des divisions ennemies de l'intérieur, a assuré le succès du débarquement. Sans vos forces du maquis, tout était compromis. »

Mais c'est malheureusement après la guerre qu'on porterait sur les maquis un jugement aussi favorable. Dans le feu de l'action, il en alla parfois tout autrement. Qui fera un jour le décompte de leurs déconvenues, de la méfiance ou du mépris dans lequel on les tint trop souvent et des manipulations auxquelles ils furent soumis par l'état-major allié lui-même et par les diverses composantes politiques - gaullistes et communistes essentiellement - assurant le leadership de la résistance française ? On comprend donc leur désillusion lorsque Wood, après avoir écrit à Patton : « ***Je tiens Vannes et j'aurais Lorient ce soir*** » écrivit le lendemain à Middleton, après avoir essuyé une intense attaque d'artillerie de marine sur la butte de Caudan et à Pont-Scorf : « ***Lorient est solidement fortifié, c'est un travail pour l'artillerie et infanterie.*** » Outre les pertes civiles, les cavaliers de Clarke déploraient en effet une vingtaine de morts, 85 blessés et quelques engins détruits ou endommagés. Jusqu'au 9 août, ***Tiger Jack ([6])*** dont les griffes semblaient un peu émoussées, se maintint malgré le harcèlement puis fut relevé par Grow qui venait lui-même d'être remplacé devant Brest par des divisions d'infanterie. Grow s'esquiva à son tour dès l'arrivée sur le continent de la 94e D.I. du général Malony qui n'avait pas le goût de l'attaque et s'installa pour le siège. Ce jeu de chaises musicales ne faisait pas l'affaire des FFI qui continuaient de harceler la garnison allemande et étaient convaincus que la proie était à leur portée. Ils n'avaient sans doute pas tort mais comme on l'a vu, les grandes décisions stratégiques étaient déjà été prises et cette proie qui résistait n'était pas sur la route de Paris ni du Rhin. Au lieu de donner la charge à laquelle ils étaient prêts, avec l'appui feu des Américains, les FFI se virent donc contraints de se disperser sur un front de 30 km, face à 25 000 Allemands. Après l'évacuation des populations civiles, on s'installa pour un siège d'une durée indéterminée, c'est-à-dire jusqu'au 10 mai 45.

Jusqu'au dernier jour de la guerre, malgré leur bravoure et leur contribution décisive à la bonne marche des combats, l'état-major allié persisterait à les tenir plus ou moins en lisière, à leur chipoter le ravitaillement en vivres, vêtements, armes et munitions. On se méfiait de leur vivacité et de leur hardiesse tournant parfois, il est vrai, à l'inconscience et l'irresponsabilité ; on redoutait leurs initiatives non concertées, prématurées ou en contradiction avec l'ordre de marche des grandes unités, risquant d'entraîner celle-ci dans des combats imprévus et d'exposer des populations insuffisamment protégées ou pas définitivement libérées à des situations de représailles incontrôlables. C'est ainsi qu'au cours d'une de ces libérations hâtives et sans moyens suffisants, Rosporden avait failli subir le sort d'Oradour : maisons incendiées, population raflée en nombre et menacée d'exécution. Hennebont, Auray, Audierne, Douarnenez, la Roche-Bernard, Ancenis et même Vannes ou Nantes connurent aussi les affres de ces libérations incomplètes ou prématurées, où les retours de flamme furent nombreux, entraînant parfois de rapides changements de pavillon au fronton des édifices et surtout de nombreuses victimes inutiles. Dans la Poche sud de Saint-Nazaire, on connaîtrait aussi ces minutes d'angoisse où des populations civiles friseraient le désastre - à Chauvé par exemple. On le craindrait aussi à Arthon.

---

[6] -***Surnom donné à Wood par les Allemands qui venaient de l'affronter en Normandie.***

Malgré ces imprudences et ces erreurs tactiques liées avant tout à la jeunesse et à la faible expérience militaire de ces hommes et surtout à leur manque constant d'armes lourdes et de blindés, le comportement de certaines unités ou de certains officiers alliés par rapport à leurs compagnons de combat français ne laisse pas de surprendre. Par exemple, lors de cette offensive contre Lorient décrite plus haut... Après la prise provisoire d'Hennebont et de la butte de Caudan, les FFI s'étaient emparés du petit hôpital allemand de Kerio ; quelle ne fut pas leur surprise de voir les Américains - qui marquaient le pas derrière le Blavet - venir les en chasser ! C'est alors mitraillette au poing qu'ils refusèrent de lâcher cette prise. De même, après les très durs combats du Menez-Hom aux derniers jours de septembre 1944, qui vit les FFI se rendre maîtres de leur « Montagne noire » avec l'appui des blindés US, ceux-ci purent s'engager dans la libération finale de la presqu'île, mais ils « oublièrent » une fois de plus " d'associer à la victoire leurs compagnons français " ([7]). Le colonel Eon, ulcéré, adressa alors cette missive personnelle au commandant du 8è corps d'armée US, le général Middleton : " ***On a pu assister de la part de certaines unités américaines à des spectacles profondément démoralisant pour nous, tels que de les voir mettre systématiquement hors d'usage des canons pris à l'ennemi, empêcher nos hommes, démunis de souliers, de récupérer les bottes des prisonniers, et les Américains gavant de nourriture et chaussant de neuf les prisonniers allemands tandis que nos unités mouraient de faim et marchaient pieds nus dans les ajoncs***.

Devant Brest, un autre incident significatif se produisit le 3 septembre 44, lorsqu'un bataillon FFI engagé dans la libération de la presqu'île de Crozon fut décimé avec la population du village de Telgruc-sur-Mer par les bombes américaines (). Dans de nombreuses circonstances, les résistants bretons avaient l'impression de prendre beaucoup de risques et de faire le sale boulot du grenadier voltigeur, pour investir un carrefour ou nettoyer un nid de mitrailleuses et voir ensuite les GI's investir les villes en tête de colonnes, couverts de fleurs et de baisers.

En dépit des heurts, des dissensions et des blessures d'amour-propre, le combat pour les grandes villes côtières était pourtant engagé. À Saint-Malo, Von Aulock avait tenu sa parole de transformer la ville en « Stalingrad breton » et il ne consentit à se rendre que le 10 août, après s'être battu « ***jusqu'à la dernière pierre*** » dans un duel d'artillerie de six jours. Quant à la prise de Brest, elle allait durer sept semaines ([8]). Dans la ville, étaient retranchés 35 000 soldats allemands sous le commandement de l'intraitable Ramcke. Alors que côté mer, la ville était protégée par un cordon de mines magnétiques infranchissable, de bateaux de guerre et de batteries de marine, sa Kriegsmarine et sa redoutable deuxième division parachutiste ([9]) se défendirent pied à pied. Après avoir investi la Montagne noire, réduit les défenses du Conquet, le 10 septembre, et de la presqu'île de Crozon, le 16, Américains et FFI durent progresser rue par rue, se battre pour chaque carrefour, chaque passerelle et chaque quartier,

---

[7] ***Dans son rapport, Middleton ne fait aucune mention de la contribution décisive des FFI à la prise de cette position stratégique, pas plus qu'il n'évoque leur contribution à la libération de la presquile de Crozon. Le village de Telgruc est cité mais sans mention du massacre des FFI, de la population civile et des Américains eux-mêmes par l'aviation alliée. Les combats du carrefour Voualch, de Kerinvao, des deux rives de la Penfeld sont aussi passés sous silence.***

[8] ***-Du 8 août au 18 septembre 44. La plus grande partie des 15 000 Brestois ayant quitté la ville dès le 5 août.***

[9] ***-Elle était composée de « rudes jeunes Allemands fanatisés », comme le dira Middleton dans son rapport au Quartier Général du VIIIè Corps, le 28 octobre 44. Ils avaient juré de mourir avec leur chef.***

matraqué quotidiennement par les bombes, le napalm et le phosphore ([10]). Quand Brest se rendit le 18 septembre, les 50 000 assaillants - composés de l'armée Patton et de deux bataillons FFI - avaient fait le sacrifice de 10 000 morts et blessés pour prendre un port complètement détruit et inutilisable pour la suite de la guerre. Très cher payé pour quelques heures de retard et d'hésitation. Devant une telle hécatombe, on comprend que les ardeurs étaient bien refroidies pour libérer les deux autres grandes forteresses bretonnes de Lorient et de Saint-Nazaire.

La libération de Nantes

Les unités allemandes de Rennes auxquelles s'étaient joints des bataillons refluant de la Mayenne profitèrent de ces hésitations pour envoyer leur dernier train de déportés vers l'Allemagne avant de rompre l'encerclement et de mettre cap au sud. Les 3 et 4 août 1944, c'est plus de trois mille hommes qui se faufilèrent par les routes secondaires en deux colonnes principales, échappant aux embuscades, doublant la forêt du Gâvre et faisant jonction du côté de Campbon. Sous la mitraille des avions alliés mais sans croiser le moindre char, ils atteindraient Saint-Nazaire.

Wood négligeant la presqu'île guérandaise, longea le canal de Nantes à Brest et dut affronter les colonnes du général Junck qui venaient d'abandonner Redon. Malgré les bombes et les obus US sur les abords de la Roche-Bernard, Saint-Gildas-des-Bois et Campbon, les Allemands firent sauter les ponts sur le canal, creusèrent des tranchées, minèrent routes et berges, interdisant toute approche de ce qui allait devenir la Poche de Saint-Nazaire. C'est le verrou de la Roche-Bernard qui fut le plus disputé : pendant trois jours, à partir du 6 août, FFI bretons et blindés américains appuyés par l'aviation tentèrent vainement de le faire sauter. Les paras allemands de Deffner et les Géorgiens de Kaessberg dépêchés par le général Huenten, commandant la forteresse de Saint-Nazaire, résistaient comme de beaux diables et c'est la foudre elle-même qui le 15 août finirait par allumer les pains de plastic des artificiers allemands et jeter dans la Vilaine le pont de la Roche Bernard.

Dès le 4 août 1944, des éléments motorisés américains avaient donc atteint Saint-Étienne-de-Montluc et semblaient sur le point d'investir la Cité des Ducs. Les Allemands commençaient à refluer vers le sud de la Loire par le pont de Pirmil qui devait sauter derrière eux... Pourtant, les avant-gardes US avaient fait demi-tour au pont du Cens et les Allemands avaient réinvesti la ville. Mais chacun avait compris que ce n'était qu'une question de jour et les maquisards de Gavroche les premiers. Le 5 août, Gavroche et Le Sprint se faufilaient jusqu'à Savenay où ils rencontraient les responsables des groupes du nord de l'estuaire et parvenaient à les convaincre d'unir leurs forces. Gilberte Robert, une résistante locale, guida les hommes à travers les lignes allemandes pour se joindre au 5è bataillon FFI, en cours de constitution à Saint-Etienne-de-Montluc. Deux compagnies étaient déjà sur pied mais dotées d'un armement squelettique ne permettant pas d'attaques de grande envergure. Faute de libérer

[10] -***Middleton parle d'une « guerre de caporal », c'est-à-dire d'une guerre à l'échelon de l'escouade ou de la section, menée en pratiquant des ouvertures à l'explosif dans les murs mitoyens des maisons.***

la ville seuls, on se résoudrait à servir de force d'appoint à la 4è DB de Wood... Pendant ce temps, les maquisards du sud, gonflés à bloc mais les mains nues, rongeaient leur frein...

Si les bataillons de la Wehrmacht demeuraient agressifs, on trouvait aussi dans les rues de Nantes beaucoup de marins peu motivés et préférant attendre patiemment l'épilogue. Le général Reinhart allait néanmoins mettre à profit ce répit pour remobiliser sa troupe disparate d'un millier d'hommes et renforcer toutes ses défenses. C'est bien sûr au nord de la ville que l'on attendait l'assaut et que l'on avait creusé des fossés antichars. Kommandantur et préfecture étaient fortifiées, bourrées d'armes et paraissaient imprenables. Le 7 août, la plupart des hommes du maquis de Princé traversèrent la Loire pour gagner Nantes. Trop faiblement armés, ils se cachèrent, car si les Allemands semblaient aux abois et commençaient à brûler leurs archives, une bataille de rue n'était pas envisageable ([11]).

Le 9 août, le général Reinhart détruisait ses réserves, les installations portuaires et les ponts et coulait dans le fleuve tout ce qui flottait, pour y interdire la navigation. Après une action infructueuse contre un dépôt d'armes de Bouaye, les maquisards déguisés en membres de la défense passive, tentaient le 11 août une nouvelle action contre l'intendance allemande du boulevard Amiral Courbet. Nouvel échec. Le même jour, Gavroche et Le Sprint repéraient les dispositifs Allemands pour faire sauter le Pont de Pirmil mais les postes de garde étaient trop bien défendus. Au nord, la 4è division blindée de Wood se préparait à investir la ville. Dans la nuit du 11 au 12 août, tous les hommes du maquis se rassemblaient aux points de rendez-vous fixés et, au matin - en civil mais avec des brassards tricolores frappés du sigle FFI - les Nantais voyaient défiler la compagnie Myosotis rue de la Pelleterie et la compagnie Lehar rue Emile Duployé, se rejoignant rue Michelet, devant le Loquidy.

Mais plus aucun allemand à ajuster dans la mire des mousquetons ! Ils s'étaient évanouis dans la nuit vers l'est et le sud en faisant sauter les ponts derrière eux, y compris celui qui allait désormais faire le plus défaut aux libérateurs de Nantes, celui de Pirmil. Les deux premières compagnies du 5è bataillon montèrent alors immédiatement en ligne, à la poursuite des derniers Allemands quittant la ville : celle de Myosotis, à la centrale électrique et sur les quais de Pirmil ; celle de Léhar vers Sainte-Luce, Mauves et Thouaré.

L'équipe de volontaires féminines chargée du ravitaillement s'attendait à nourrir quarante hommes affamés le midi, mais ils étaient déjà près de quatre cents ! On peut dater l'acte de naissance du 5è bataillon du capitaine Grangeat de ce 12 août 44 où ils purent accueillir les premières Jeeps US et le premier char Light se pointant devant la Kommandantur ([12]). Le soir, il faudrait nourrir près de huit cents hommes, mais on ne manquait pas de conserves US... Demain, on en était persuadé, on nettoierait la rive sud de la Loire !

Mais une fois de plus, au lieu d'exploiter l'avantage et de déborder le fleuve au-delà de Pirmil et de Pont-Rousseau, la colonne alliée allait s'installer dans le provisoire - il est vrai qu'il aurait fallu poser un pont artificiel pour le passage des chars. Précieuses journées de répit au cours

11 * ***Une partie chez Mme Douillard, rue Desaix, le reste chez Mme Nicole, près du temple protestant***

12 * ***En une semaine, les effectifs de ce bataillon atteindraient 615 hommes, cadres compris.***

desquelles l'ennemi allait pouvoir reprendre son souffle, se réorganiser et - on ne le savait pas encore - se préparer à un long siège de neuf mois.

Pourtant, au-delà des ponts effondrés, c'est bel et bien des soldats français qui quinze jours plus tard pousseraient dans le dos les restes de l'armée allemande. Ultimatum à la garnison allemande de la Persagotière dans la journée du 27 août 1944. La nuit suivante, une colonne de cent soixante soldats et trois douzaines de camions prenait la direction du sud-est, aussitôt mitraillée en rase campagne près d'Aigrefeuille par des avions alliés. Au matin du 28, repli général des derniers groupes isolés réquisitionnant ou volant tout ce qui roulait. À 10 heures du matin, les Allemands abandonnaient la Verrerie de Vertou. Aussitôt des groupes FFI se déployaient sur les ponts et les carrefours. Une compagnie FFI sous le commandement de Jo Vincent qui avait pris ses quartiers à Vertou, libérait alors le vignoble en s'appuyant sur neuf groupes organisés sur la base de la commune ([13]).

Dans la matinée du 29, la compagnie Myosotis franchissait la Loire en renfort, répartissant ses sections entre les Sorinières, Haute-Goulaine, Vertou, le Loroux-Bottereau... Alors qu'un dernier parti s'accrochait derrière Pont-Rousseau et s'échelonnait vers le pays de Retz, le Marais Breton et la Rochelle, le gros des troupes ennemies s'était donc soit échappé vers l'est, soit faufilé vers Saint-Nazaire. Mais alors que les populations de la rive sud de l'estuaire nourrissaient encore des espoirs de libération, les Américains ne suivaient pas... Ce qui n'échappa pas aux Allemands.

Les maquis du sud-Loire

Mais avant de voir se constituer, puis se refermer hermétiquement, la poche de Saint-Nazaire, il faut évoquer les embryons de maquis du sud-Loire qui auraient pu changer la donne, si on les avait armés correctement au début de l'été 44. En effet, malgré la répression, les réseaux de Libé-Nord étaient pourtant parvenus à s'implanter au sud de l'estuaire à l'hiver 43-44. À Pornic, la Bernerie, Machecoul, Paimbœuf, le Pellerin, de petits groupes se préparaient à l'action, faisant du renseignement, collectant quelques armes, cachant des explosifs prélevés sur les chantiers Todt. Des groupes plus importants se développaient à Sainte-Pazanne ([14]) , Saint-Philbert-de-Grandlieu ([15]) et surtout la Montagne où le petit cercle fondé pour diffuser le journal « Résistance » atteignait désormais un effectif de cent vingt adhérents. Mais très vite, l'action politique, la diffusion de tracts et la collecte de quelques pétoires dépareillées ne suffirent plus ; il fallait des armes qui permettraient de se protéger, de mener des coups de main et de se préparer aux combats qui suivraient un prochain débarquement.

Dès février 44, Henry Guennec, sous la tutelle de James Linard et de Jean Dubreuil, délégués du BOA ([16]) se prépara à accueillir d'importants parachutages du côté de Cheméré ; on envisagea même des atterrissages de planeurs ou d'avions sur la Prée de Tenu, en Frossay.

---

[13] - ***Il s'agissait de la 3è Compagnie du 4è Bataillon FFI.***

[14] - ***Sous l'impulsion d'Henry Guennec, Henry Massuyau, Robert Garand...***

[15] ***Avec Jean Chataigner, Maurice Egonneau***

[16] - ***Bureau des Opérations Aériennes.***

Les gars de Sainte-Pazanne prépareraient le terrain, assureraient le balisage et la surveillance, ceux de la Montagne se chargeraient du transport, du stockage et de la répartition...

Mais après la destruction malencontreuse de toutes les archives et documents de la résistance dans la maison des frères Van Pee, rasée par les bombardements de Nantes des 16 et 23 septembre 43, les responsables de l'Armée secrète réunis chez le commandant Collet-Catroux allaient être victimes d'une catastrophe bien pire encore ([17]). Suite à une probable trahison, la quasi-totalité de l'état-major de « l'Armée Secrète-Libération » fut capturée dans la nuit du 20 au 21 janvier 44 et les jours suivants. Collet lui-même, Petit, Chauvel-Clerval... Et presque tous les commandants de compagnie de l'AS, hors-mis Gonin-Gavroche sur qui allait bientôt reposer la réorganisation de tous ces résistants désormais sans chefs ni consignes. La femme et la fille du général Audibert-Bertrand, responsable régional de l'Armée secrète, furent aussi arrêtées le 21 janvier et le général lui-même, le 17 mars 44 ([18]) . Alors que les échéances approchaient, tout était à reconstruire.

Quant à Gavroche, il avait réussi à quitter Nantes sous la bâche d'une petite remorque sanitaire tractée par le vélomoteur du docteur Renou. Arrêté par une patrouille sur le pont de Pirmil, celui-ci parvint à convaincre les soldats qu'il était appelé pour une urgence ! Après avoir essuyé le refus de plusieurs fermiers, Gavroche finit par trouver refuge à la ferme Bouchaud, au village du Pâtis, en Saint-Lumine-de-Clisson. C'est à partir de ce PC précaire qu'il tenta de renouer les fils de l'organisation. Une rencontre fut organisée à la ferme Bouchaud, entre Gavroche et le commandant Maurice-Le Flahut, responsable départemental du réseau « Défense de la France » qui l'investit de la mission d'organiser les prochains parachutages au sud de la Loire.

C'est alors que Gavroche fit la connaissance d'un certain Maisonneuve dont le maquis a retenu le pseudo plus poétique de Myosotis, avec qui il allait très vite réactiver les groupes décapités ou mis en sommeil. La création d'une base arrière s'avérait de plus en plus urgente pour protéger ces hommes, donner de la souplesse à l'organisation et accumuler des forces en vue du jour J. Un maquis aurait permis de faire face rapidement à toute éventualité : parachutage, action de guérilla ou de sabotage, guidage des libérateurs. Il fallait aussi accueillir les réfractaires au STO dont le nombre croissait sans cesse et qui pour certains étaient prêts à sauter le pas ; on ne savait que faire non plus des aviateurs abattus. Le projet soumis à tous les chefs de groupe fut adopté ([19]) . Ne restait plus qu'à obtenir le feu vert !... Mais le 6 juin 44 survint sans que les fils ne soient renoués avec les échelons supérieurs. C'est alors que Gavroche, Myosotis, Le Sprint et Santerrre décidèrent de créer leur maquis sans plus attendre. Leur dévolu fut fixé sur le bois des Huguetières ([20]), à deux pas de la ferme de Chantemerle où habitait la famille de Myosotis, chez qui on installa un PC provisoire. En s'appuyant sur les fermes voisines et malgré un risque mortel, cette famille Maisonneuve logeait, habillait et

---

[17] -***Cette réunion se tenait 72, bd. de la Solidarité à Nantes. Collet est mort en déportation, Chauvel y a survécu.***

[18] - ***Mme Audibert mourut à Ravensbrück. Le général revint de Büchenwald.***

[19] -***Nantes : Maisonneuve, Le Nue, Douillard ; Basse-Indre : Eugène Dupont ; La Montagne : Fred Payen-Pernet, Irénée Legeay ; Le Pellerin : le garagiste Julien Fourrier ; Saint-Philbert-de-Grandlieu : J. Chataignier, J. Coulonges ; Savenay : Lahaie, Hugues, Weber ; Thouaré : Georges Guinel-Gueulard ; St Etienne de Corcoué : Marcel Guihaire-Loulou ; Couéron : Emile Lemarié ; Chantenay : Kowalski-Kiki ; La Chevrolière : Debliquy***

[20] -***Près de Tournebride, à l'est du lac de Grandlieu, sur la route Nantes-Saint-Philbert***

nourrissait les hommes, recherchant du matériel de camping et organisant même le soutien financier, de concert avec Madame Nicole, de Nantes, et Debliquy-Duval, de la Chevrolière.

L'organigramme était alors le suivant : chef de maquis : Gavroche ; adjoint : Myosotis ; chefs de groupes : Rouget, Le Sprint et Filochard. L'accroissement des effectifs contraignit bientôt le groupe à abandonner Chantemerle, sauter la nationale 178 pour investir un terrain bien camouflé en lisière de la forêt de Guénégaud, tout près de la Boule d'Or. Le maquis de Guénégaud était né, inaugurant une errance qui allait durer tout l'été et verrait migrer le maquis vers les Landes, en Montbert, puis vers les Brandes, sur la commune de la Planche, et enfin vers la Forêt de Princé, à l'ouest du lac de Grandlieu. Ces maquis successifs seraient homologués sous le nom de « Maquis Sud-Loire ».

On ne disposait encore que de quelques armes de protection rapprochée : un mousqueton 1892, des fusils Mauser 1908, 1916 et 1940, une mitraillette Sten, quatre revolvers, quelques pistolets automatiques, des couteaux et des baïonnettes. S'ajoutèrent bientôt, une mitrailleuse, un FM, un mortier, puis quelques armes récupérées sur l'ennemi ou dans des dépôts abandonnés lors de la débâcle de 40. Le parc automobile ne comptant d'abord que la 301 de Le Sprint se renforça bientôt de la traction avant Citroën des frères Mankel-Méritant et Mercure. Une moto BSA permettait les liaisons.

La faiblesse numérique, le manque d'armes, la précarité du refuge et l'inexpérience de la plupart des engagés imposaient une vigilance et une surveillance constante des routes et chemins d'accès - tous les embryons de maquis qui s'installaient sur le territoire à l'été 44 avaient à l'esprit la fin tragique du maquis des Glières, deux mois plus tôt ([21]). Les hommes s'épuisaient en gardes et en rondes, de jour comme de nuit. Montaigne et Mme Nicole maintenaient le contact avec Nantes d'où descendaient de temps en temps Lehar et Coudrier pour regonfler le moral des troupes et amener des nouvelles sur le cours général de la guerre. Les parents de Tillard, un maquisard de Pont-James, cuisaient le pain ; Alfred Lemaître, fermier voisin de la Georginière, abattait du bétail ; la ferme de Mme Pogu aux Brandes, fournissait vin et légumes. Le bijoutier Debliquy amenait de la Chevrolière avec sa propre voiture : baquets, chaudrons, lessiveuses, bidons, marmites et gamelles. Monsieur Sueur-Segor, qui dirigeait le bureau de ravitaillement de la rue des Hauts-Pavés, à Nantes, faisait parvenir des tickets de ravitaillement.

Chaque maquisard était lui-même mis à contribution d'une avance de cinq cents francs lors de son engagement S'il le pouvait, il remplissait aussi sa musette de trois jours de vivres. Quelques réquisitions furent effectuées contre des bons dûment signés qui permettraient les remboursements après la Libération ; on recourut aussi à quelques réquisitions exceptionnelles chez des collaborateurs ou trafiquants notoires et bien achalandés, spécialement en tabac. On s'équipa des premières tentes et d'une TSF. Flotta bientôt au-

[21] – ***Les 500 maquisards de Tom Morel et d'Angeot retranchés sur ce haut-plateau de Haute-Savoie devenu le symbole de la France libre - 70 kilomètres carrés de territoire libéré - étaient parvenus pendant deux mois à tenir en échec l'armée allemande, à lui infliger des pertes quotidiennes avant d'être submergés le 26 mars 44 par 7 000 paras allemands appuyés par la milice et les GMR de Darnand et Henriot..***

dessus du camp un immense drapeau tricolore à croix de Lorraine fourni par l'irremplaçable Debliquy.

Pour maintenir le seuil de vigilance et imposer un rangement impeccable, Gavroche procédait à des exercices d'évacuation où hommes et matériel parvenaient à se fondre dans la nature en trois minutes... Alors que Myosotis s'occupait de l'administration, du recrutement et du ravitaillement, c'est Gavroche qui assurait la direction militaire pendant que Jo Le Sprint était aux fourneaux. Le camp s'était installé dans un petit bois de pins en lisière de la forêt de Guénégaud. Sur trois côtés, un rideau de broussailles et de buissons inextricables, et sur le quatrième, une barricade de branches et de fougères. Au sud, un vaste pré tout prêt à accueillir le prochain parachutage. Des huttes de branchages et de genêts furent édifiées, recouvertes de pelletées de terre qui les rendaient étanches au vent et à la pluie. Un foyer au milieu de la clairière ; des pointes dans le tronc des arbres pour accrocher armes et vêtements. Au milieu de tout ça, le hamac de Myosotis qui dormait en plein air, sous le drapeau. Des fossés furent recreusés pour y entreposer les containers attendus. Une barrique d'eau était installée sur un support de fortune... Mais on n'en buvait guère. La cuisine était bonne malgré le rationnement du beurre. Le petit-déjeuner se composait rituellement de pain, de beurre et d'une louche de rillettes par tartine, arrosé de café au lait et d'une goutte d'eau de vie. Paul Maisonneuve, en vélo, et le fermier Lemaître, avec sa charrette à bœufs, amenaient le ravitaillement.

Cinq postes de garde furent créés, éloignés entre eux de plusieurs centaines de mètres. Au début, chaque sentinelle était isolée et n'était relevée que toutes les quatre heures. La ronde entre les postes était permanente. On affectait les fusils aux sentinelles mais chaque homme portait un poignard, une baïonnette ou une matraque en câble électrique, avec poignée en tube d'acier constituant la tête de frappe. Les consignes étaient claires : en cas d'attaque, les sentinelles devaient se replier sur le camp sans se montrer ; ne tirer qu'en cas de surprise et de défense rapprochée ; laisser les paysans aller aux champs en évitant de révéler sa présence ; intercepter les curieux et les indésirables et les amener au camp pour interrogatoire. Une seule sommation, sans équivoque : « Halte ! » Le mot de passe exigeait une réponse immédiate. Toute visite de nuit devait être annoncée et les retours nocturnes ne s'effectuer que par le poste A. L'afflux de nouvelles recrues permit bientôt d'espacer les éprouvantes gardes de nuit toutes les 48 heures ; cette nuit-là, la relève couchait sous une grande tente de plage. Quand on était de repos, on dormait sur un confortable tapis de fougères, à l'abri d'une bâche tendue sur une armature en bois. Réveil à 6 heures. Jus et toilette, puis rangement du paquetage sous un auvent de branchages, en prévision d'un départ précipité.

Les combats de Normandie poussèrent le maquis à sortir de son réduit et à tenter de se procurer des armes par lui-même, puisque, décidément, il n'en tombait pas du ciel. Mais aucune tentative ne fut vraiment concluante. Le récit tout cru de ces coups de main dont on trouvera les détails dans Une si longue occupation ([22]) laisse une impression d'audace mais aussi de grande imprudence ; il faut en rappeler le cadre général. Le débarquement avait eu

[22] -***P. 152 de Une si longue occupation (Michel Gautier. Geste éditions, avril 2005)***

lieu depuis déjà trois semaines et les maquis bretons s'apprêtaient à s'enflammer pour de bon à l'arrivée des premiers chars américains ; or au sud de la Loire on était toujours coupé de toute hiérarchie et on n'espérait plus de parachutage. Par précaution, le 14 juin, on déménagea vers les Brandes - en La Planche. Et voilà que les 27 et 28 juin, le maquis de Saffré venait d'être liquidé. La poignée de maquisards du sud-Loire se sentait donc à la fois directement menacée et décidée à vendre chèrement sa peau. Alors qu'on était à peine une cinquantaine, les voisins du maquis étaient pourtant persuadés d'avoir affaire à un parti de plusieurs centaines d'hommes. La rumeur aidant, les Allemands eux-mêmes avaient fini par s'en convaincre. Malgré les échecs et les maladresses, la présence de cet embryon de maquis entretenait une certaine insécurité dans leurs lignes. Dans quelques semaines, les Américains seraient là et il faudrait se battre à mort. À plusieurs reprises déjà, des espions ou des miliciens étaient venus rôder aux abords du camp. Si les Allemands ou même les miliciens nantais déboulaient avec des mitrailleuses et des mortiers, avec quoi se défendrait-on ?

La dispersion fut décidée le 3 juillet et on leva le camp dans la nuit pour gagner provisoirement les Landes, en Geneston. La traversée de Montbert laissa à certains habitants des souvenirs d'épopée : ils auraient vu une véritable armée avec de nombreux véhicules et même un canon - alors qu'on n'était que quelques dizaines et qu'on transportait le barda dans deux voitures déglinguées ! Quant au canon, il s'agissait de la tente marabout roulée autour de ses piquets et dépassant d'un coffre !

Le 17 juillet 44, l'ancien camp de Guénégaud fut investi par la milice et le fermier Lemaître arrêté. Transféré à La Fayette, ses compagnons de cellule se souvenaient du bonhomme en sabots, au visage tuméfié, torturé quotidiennement et qui ne lâcherait rien. Le 3 août, alors que le général Stroh et les chars de Patton se préparaient à investir Rennes, la Gestapo nantaise s'affola et transféra ses prisonniers vers Rennes où on les joignit au dernier convoi de déportés en provenance de Bretagne ([23]). Après des mitraillages et une tentative de mutinerie, ils parvinrent à Belfort le 15 août 44, mais l'avance alliée délogea encore les prisonniers dès les premiers jours de septembre pour les transférer vers le Struthof, Ravensbrück, Dachau ou Neuengamme. C'est là qu'Alfred Lemaître mourut d'épuisement le 4 janvier 1945 à l'âge de cinquante et un ans. Cette journée du 17 juillet marqua la fin du maquis de Guénégaud.

Pendant ce temps, depuis la mi-juin, un contact avait été rétabli avec l'état-major du colonel Kinley par l'intermédiaire du capitaine Grangeat-Alain désigné par l'AS pour mettre sur pied le 5è bataillon de marche FFI de Loire-Inférieure. Georges Guinel-Gueulard, organisa une entrevue le 20 juillet entre le capitaine Grangeat et ce fameux et insaisissable Gavroche dont on attendait beaucoup des qualités commando pour prendre en main le bataillon et superviser - une fois de plus - la recherche d'un terrain de parachutage. Pour mettre sur pied ce bataillon, il fallait des armes, donc un parachutage... Donc un nouveau maquis. Et pour ce maquis, il fallait un chef. Ordre de Chombart de Lauwe-Félix !... On tournait en rond ! Quand il s'agit de se partager les responsabilités, la réunion devint houleuse. Duguesclin aurait la responsabilité du maquis ; Gavroche rassemblerait les hommes et les moyens... Fred Payen-

[23] -***Les Américains n'étaient alors qu'à trois kilomètres de ce train.***

Pernet, Irénée Legeay et Pierre Lemonnier installeraient les premiers groupes en forêt de Princé et reprendraient leur prospection en vue de trouver le terrain idéal, entre Vue et Cheméré. On réactiverait aussitôt tous les groupes sous l'influence de l'AS depuis 1943 : au total vingt-deux groupes pour un effectif total d'environ quatre cent cinquante hommes dès le début août 44, tous engagés par écrit et prêts à entrer en action dans les lignes ennemies... Si l'ordre et les moyens leur en étaient donnés !

Le petit groupes des anciens de Guénégaud repliés provisoirement au Petit-Auverné remit cap au sud et s'installa en forêt de Princé aux côtés des Nantais et des hommes de la Montagne. Le camion de la société laitière de Saint-Philbert et son chauffeur Georges Landreau furent mis à la disposition du maquis pour transporter hommes et matériel. Dès qu'on aurait le terrain et qu'on aurait fait remonter les coordonnées, il n'y aurait plus qu'à coller l'oreille aux postes à galène... Et craquer les allumettes sous les fagots de balisage des drops zones.

Une fois de plus, la rumeur se répandit comme une traînée de poudre. Il y avait un maquis à Princé ! Au fil des jours, on assista au ralliement des gars du coin qui connaissaient les lieux comme leur poche et dont les mois de planque avaient aiguisé les ardeurs résistantes. Les réfractaires qui rongeaient leur frein dans les fermes du pays de Retz, de Vue ou de Rouans en attendant la création de ce fameux maquis allaient enfin pouvoir sortir de leur trou. Certains étaient déjà aguerris aux privations et aux risques d'une vie clandestine, et dans cette guerre de bosquets et de bocage, de meuniers et de bouviers qui allait se développer aux marges de la Poche, ils seraient un précieux atout pour les bataillons FFI.

Un parachutage fut enfin prévu pour la nuit du 3 au 4 août 1944, en bordure de la forêt de Princé. Les groupes du secteur furent mis en alerte : le 10è bataillon du Pellerin, aux ordres du mécano Julien Fourrier, avec quatre dizaines de courageux armés de quelques fusils et revolvers et d'une mitrailleuse qu'on avait installée sur la camionnette du boulanger Paré ; le groupe de Myosotis et celui de la Montagne avec Fred Payen et Irénée Legeay. On avait capté le message sur Radio-Londres : « ***Le vendangeur a perdu son chien*** ». Dans l'après-midi du 3 août, on se concentra dans le secteur prévu où on croisait des patrouilles allemandes nombreuses et nerveuses. Après que Parisien eût descendu un Feldgrau à la traîne, convoyant un vélo français à chaque main, on embarqua le cadavre dans la camionnette du boulanger, on l'enterra et on attendit la nuit.

Les tas de bois mort étaient prêts pour le balisage, les lampes électriques vérifiées. On entendit les moteurs de l'avion, on écarquilla les yeux. Premier passage. Les signaux lumineux attendus ne venaient pas... Etait-il bien anglais cet avion ? Ou le navigateur avait-t-il oublié son morse ? Payen hésita, imaginant même qu'il pouvait s'agir d'un avion allemand et retint son ordre d'allumage des lampes et des feux. Il allait revenir... Dans cinq minutes, les corolles blanches allaient s'arrondir au-dessus de la prairie, on allait galoper derrière les containers, couper les harnais, et à nous armes et munitions ! Deuxième passage. Toujours pas de signaux. Le bruit des moteurs s'éteignit peu à peu derrière le rideau noir des arbres que l'on devinait sous les étoiles. De façon inexplicable, l'avion avait remis le cap sur l'Angleterre... Ou sur un maquis plus chanceux. Pas de radio bien sûr pour rattraper la bévue.

Pour les hommes comme pour les responsables qui attendaient tellement de ce parachutage, le désarroi fut immense. Sa réussite aurait marqué une reconnaissance de l'utilité stratégique d'un maquis bien armé sur l'estuaire, à quelques heures d'événements décisifs pour la Loire-Inférieure. Ce qui fut peut-être en jeu cette nuit-là ? Rien moins que la libération totale et définitive du département, dans la dynamique de la libération bretonne. Pendant quelques jours, en effet, dans la panique allemande qui suivrait la prise de Nantes, les ouvrages permanents de Saint-Brévin seraient même désertés, une partie des troupes se débanderait, ne maintenant plus que quelques postes de sécurité échelonnés le long de la Loire. On peut imaginer que quelques groupes bien armés, pris en main par des chefs comme Gavroche, Myosotis, Pernet ou Pollono auraient pu ajouter au désarroi et à la panique et pousser l'ennemi à se rendre ou à déserter au moins la rive sud de la Loire, ce qui à terme aurait aussi réduit considérablement les possibilités de défense de Saint-Nazaire et la durée de son blocus. Mais ne refaisons pas l'histoire. Ce soir-là, tout le monde avait compris qu'il allait falloir continuer de se battre avec des lance-pierres et des bâtons ou chiper une par une les armes à l'ennemi !

Ces maquis successifs homologués sous le nom de « Maquis Sud-Loire » ne regroupèrent jamais plus de 50 hommes, mais si les parachutages attendus avaient réussi, on aurait pu en organiser rapidement plusieurs centaines n'attendant que le signal de l'assaut contre les troupes allemandes du sud de l'estuaire, en pleine débandade après la libération de Vertou, Saint-Sébastien, Rezé et l'ensemble du vignoble, à la fin août 44.

On peut même supposer que l'ennemi ayant commencé de déserter ses installations et ses blockhaus, bientôt lâché par ses troupes supplétives, n'aurait pas supporté longtemps le harcèlement des FFI locaux ([24]). L'abandon du nord du pays de Retz aurait alors donné une toute autre tournure à la poche de Saint-Nazaire. Privé de ses défenses au sud de l'estuaire, la garnison principale enfermée dans les bétons de la base sous-marine, se serait vite trouvée exposée à un blocus naval lui interdisant tout contact avec les poches de Lorient et de La Rochelle. Mais surtout, les 20 000 soldats enfermés entre le canal de Nantes à Brest et la Loire, risquaient une rapide pénurie alimentaire. En effet, ce furent bien les riches fermes du sud qui permirent à la garnison allemande de tenir si longtemps, au milieu de 130 000 civils eux-mêmes affamés. Si on avait libéré cette zone sud à l'été 44, on peut donc douter que les Allemands aient tenu 9 mois dans Saint-Nazaire, en se contentant des maigres ressources agricoles de la presqu'île de Guérande ou de la région de Guenrouët.

[24] ***-Paul Bézier, comme des dizaines d'autres paysans, se rappelle avoir été réquisitionné dans la première quinzaine du mois d'août 44, pour charger sur sa charrette les valises de l'OKW et de tous les auxilliaires de la base sous-marine, débarquant à Paimbœuf et cherchant à gagner Nantes. De nombreux moyens en hommes et matériels quittèrent alors la zone de l'estuaire pour s'échapper vers l'est ou vers la Vendée et les Charentes.***

Formation de la poche de Saint-Nazaire

Depuis le 15 août, les estafettes du sud ramenaient toujours le même désespérant message de Nantes libérée : « Nous ne pouvons pas vous fournir d'armes, ne faites rien ». Dans la nuit du 23 au 24 août, Fred Payen passa la Loire pour tenter de fléchir l'état-major, mais le capitaine Grangeat, commandant la place de Nantes, ne jurait que par son 5è bataillon qu'il fallait renforcer d'urgence... au nord-Loire ! Il lui demanda de se préparer à faire traverser clandestinement et de nuit les derniers maquisards du sud, par paquets de cinquante. Ces hommes-là étaient quasiment dépourvus de tout armement, même léger. Au sud, ils devenaient inutiles et trop exposés ; au nord, on pourrait les enrôler et les former.

Dans chaque groupe, on dressa alors la liste des volontaires, signant aussitôt leur engagement dans « l'armée nouvelle ». Les points de passage furent repérés et testés, les premières équipes étaient prêtes à franchir le fleuve lorsque, dans la nuit du 27 aux 28 août - veille du premier passage prévu les Allemands se replièrent au-delà du canal de la Martinière. S'attendant à un renfort des groupes armés du nord-Loire et des faubourgs sud de Nantes pour engager la poursuite, les « locaux » sortirent alors de la clandestinité. Ils se lancèrent dans des patrouilles de plus en plus hasardeuses à l'intérieur d'une zone profonde bientôt de trente kilomètres où ils accrochaient les arrière-gardes allemandes, leur infligeant quelques pertes et améliorant du même coup leur ratio d'armes individuelles qui n'était encore que d'une arme à feu pour quinze hommes.

Les FFI occupaient désormais Rezé, Bouguenais, la Montagne où les Allemands avaient abandonné l'école du Château d'Aux et la station TSF de Basse-Lande. On hésitait encore à s'aventurer jusqu'à la Chaussée le Retz et à prendre le pont sur l'Acheneau mais on ne disposait pas des forces qui auraient permis de contrôler Messan, Rouan ni les abords du canal de Buzay. L'ennemi refluait pourtant sur la nationale 23, à travers le marais de Vue, puis se dispersait en désordre vers Paimbœuf, Saint-Père-en-Retz, Saint-Brévin, Pornic, réquisitionnant tout ce qui roulait encore. Des groupes ou des isolés forçaient les portes : « Vélo ! Vélo ! » Il aurait fallu donner le coup de grâce mais on en n'avait pas les moyens. C'est alors que survinrent deux évènements révélateurs de la fragilité et de l'inexpérience militaire de ces embryons de bataillon FFI installés désormais dans les localités de la Basse-Loire abandonnées par les Allemands.

Dès la libération de Nantes, rives nord et sud, on vit arriver au Pellerin les premiers soldats français. On était le 28 août 1944. Deux jours plus tard, les résistants locaux du groupe Julien Fourrier et les hommes de Pernet et Yacco affrontaient les Allemands à la Chaussée-le-Retz et parvenant à les mettre en fuite ([25]). La réaction allemande risquait d'être sévère, mais on promena ostensiblement dans le secteur, quatre Américains juchés sur leur Jeep, bien reconnaissables dans les jumelles des observateurs. La ruse dut réussir et convaincre les Allemands de l'arrivée prochaine des Américains, car ils abandonnèrent cette rive est du

[25] -***Ce beau fait d'arme où fut arraisonnée une camionnette allemande transportant une mallette de billets tourna malheureusement en escroquerie et en sombre affaire judiciaire.***

marais de Vue. Yacco et Pollono installèrent alors leur PC à la Chaussée-le-Retz, contrôlant définitivement la route de Nantes. On n'en doutait plus, la libération du sud-Loire était en marche, avec ou sans les Américains. La jeunesse locale se pressait autour de nos soldats ; les filles retrouvèrent vite tous les artifices de la beauté, et quelques jeunes hommes franchirent la Loire pour s'engager à la caserne Cambronne, du moins les plus courageux. Qui aurait pu alors deviner que la libération complète des deux rives de l'estuaire serait à ce point difficile, pour les soldats comme pour les civils ?

Mais après un certain nombre d'opérations aventureuses ponctuées de quelques succès et de nombreux ratages, on vit bientôt pâlir le moral et l'image des FFI locaux. En effet, on pouvait comprendre les échecs initiaux, comme le parachutage manqué du 3 août 1944 en forêt de Princé, l'attaque avortée de la tour de Buzay, le 6 août 1944 ; plus difficile d'encaisser la mort du gendarme Ricaud, tué par méprise, le 1er septembre 44, la liquidation à haut risque du « Boche de Frossay » à l'heure de la messe le 10 septembre, l'action aventuriste de Martin et Rondineau au Moulin Neuf, se concluant par leur exécution sommaire le 12 septembre, l'évacuation rocambolesque du blé du silo des Moutons à Clamorand, suivie de la mort de Marcel Delpierre, un résistant du Pellerin, le 18 septembre...([26]) Après une période d'euphorie, l'inquiétude revint autour du marais ; il fallut bien admettre que la réinstallation des unités allemandes au-delà du marais de Vue et dans tout le sud de l'estuaire était en cours. La bravoure des résistants locaux, à défaut d'armes et d'une véritable stratégie, ne suffirait pas à l'entraver. Le plus beau succès demeurait finalement cette reddition de 300 Osttruppen en provenance de Pornic et Saint-Père-en-Retz, obtenue sans verser une goutte de sang le 4 septembre 1944.

Les groupes locaux ayant gagné Nantes pour s'enrôler dans le 5è. Bataillon FFI, se virent bientôt remplacés par des bataillons plus aguerris, mieux formés et mieux armés. Outre les hommes du 1er. GMR (groupement mobile de reconnaissance) du lieutenant Besnier fonçant aussitôt vers Saint-Philbert-de-Grandlieu puis vers Arthon, on vit arriver les bataillons de la Vienne et de Vendée auxquels se joignirent quelques recrues locales, ainsi que des soldats dont le sacrifice n'est jamais évoqué, les transfuges de l'armée d'occupation : Polonais, Russes et même Allemands. Viendraient ensuite le 8è. Cuirs, le 1er Hussard...

L'habillement était encore bien hétéroclite, constitué souvent de tenues allemandes reteintes en kaki ou de tenues françaises de 1940. On était coiffé de calots ou de bérets disparates, de casques anglais ou français. On portait des sabots ou des godillots surmontés de guêtres ou de bandes molletières. Bottes et cuissardes n'arriveraient qu'en novembre, envoyées par la défense civile parisienne. Armement à l'avenant, exhumé de cachettes de 1940, provenant de parachutages ou récupéré sur l'ennemi : mousquetons, mitraillettes, mitrailleuses et mortiers, mais pas d'armes lourdes... De trop rares camions à gazogène pour transporter hommes, vivres et matériels.

Aux gars du 2è. Bataillon FFI de la Vienne parvenus dans les avant-postes de la poche sud à la première semaine d'octobre, on posa la question de confiance : soit vous rentrez chez vous,

[26] -***On trouvera le récit détaillé de ces coups de main dans" Une si longue occupation" (Michel A. Gautier. Geste éditions, 2005).***

soit vous signez ! Les jours étaient de plus en plus courts sur le marais, les nuits fraîchissaient dans les gourbis, on avait connu les premières trouilles dans les brouillards poisseux du canal de la Martinière. Et pourtant, sur un effectif de 820 hommes, 652 signèrent leur engagement « pour la durée de la guerre ». On était le 23 octobre 1944. Il ne s'agissait pas vraiment de faire la guerre mais, comme l'écrivait l'un d'eux, de « garder un camp de prisonniers armés », ajoutant : « Ils ne peuvent pas sortir et on ne peut pas rentrer, faute de moyens. Nous ne disposons que d'armement léger d'infanterie, nous sommes les oubliés de l'armée »...

Il faut noter ici la tension qu'entraîna cette présence aux marges de la poche de jeunes maquisards FFI ou FTP ayant déjà libéré leur propre région et s'étonnant parfois de voir la jeunesse locale se contenter d'attendre les échéances dans une passivité relative. D'un côté, une jeunesse héroïque, de l'autre des populations résignées ! Vision à la fois simpliste et fondée. En effet, s'il faut convenir que la jeunesse du pays de Retz ne rejoignit pas en masse les bataillons FFI, il y eut dans les villes du littoral, mais aussi à la campagne, de nombreuses façons de résister à l'occupant, parfois peu spectaculaires mais tout aussi risquées que les armes à la main. On constata en même temps que le rôle des troupes d'encerclement fut à la fois problématique et décisif, l'inexpérience et l'inconscience juvénile le disputant parfois au courage voire à l'héroïsme qui permirent de contenir puis de réduire la poche de Saint-Nazaire.

Il fallait de surcroît pour les nouveaux bataillons FFI en provenance de leur région libérée s'adapter à une situation militaire totalement nouvelle, celle d'une guerre de poche où il fallait aussi tenir compte des populations civiles de part et d'autre et à l'intérieur même du no man's land. Dans la Vienne, par exemple, on avait mené la guérilla avec des moyens militaires largement asymétriques malgré les parachutages d'armes, compensant cette faiblesse par des déplacements incessants, une bonne connaissance du terrain, le soutien des populations locales et l'usage permanent de l'effet de surprise. Il fallait désormais accepter les contraintes d'une guerre essentiellement statique, derrière des talus, au fond de tranchées ou à l'abri de gourbis et de fortins. On quittait les bourgs de cantonnement tous les quinze jours pour monter en première ligne où on s'épuisait en gardes éprouvantes. Pour marquer le territoire et dissuader les Allemands de se lancer dans des incursions trop profondes, on se lançait en patrouilles de reconnaissance ponctuées parfois d'une embuscade meurtrière.

Pourtant, il ne suffisait plus de tuer quelques dizaines d'Allemands en combat singulier. Ce qui faisait défaut désormais, c'était la dynamique de l'offensive bretonne bousculant tout sur son passage. Le 15 août 1944, les chars de Wood avaient quitté Nantes pour prendre la route d'Angers et de Chartres ()[27]. Quand le 18 août, la 83è division d'infanterie US vint les remplacer sur la ligne de front du sud Bretagne, les fantassins américains étaient fatigués : après l'enfer normand, ils venaient de libérer Saint-Malo au prix d'une sévère bagarre, alors que leurs camarades marquaient le pas et se faisaient décimer devant Brest... C'est après la guerre qu'on

[27] – ***Outre la prise d'Avranches et la libération de Nantes, cette 4è division blindée de Wood fut à deux doigts de griller la politesse à la 2è DB de Leclerc pour libérer Paris, avant de jouer un rôle déterminant dans la prise de Metz et de Nancy et de sauver les encerclés de Bastogne....***

apprendrait en lisant les journaux de marche des unités allemandes, que sans les hésitations alliées du 3 août, les grands ports bretons seraient tombés ([28]).

Au regard de la situation proprement militaire, la formation des poches de l'Atlantique ([29]) entraîna deux conséquences : la première sembla très positive puisque qu'elle permettait de distraire du front principal environ cent vingt mille soldats allemands ; mais la seconde s'avéra très délétère puisque la présence de ces soldats - prisonniers virtuels - interdisait l'utilisation des principaux ports en eaux profondes de grand gabarit. Ces ports auraient pourtant permis de débarquer plus aisément le carburant et le ravitaillement qui feraient gravement défaut à l'hiver 44 lorsque les armées alliées piétineraient sur la Moselle et devraient même faire face à une contre-offensive. En attendant « les armes secrètes », Hitler en ordonna la défense « jusqu'au dernier homme »... « sans tenir aucun compte des gens qui y vivent ([30]) ». Heureusement, la plupart de ces « derniers hommes » ne souhaiteraient pas l'accompagner dans sa folie suicidaire ni entraîner avec eux les populations empochées.

Du côté de Saint-Nazaire, après les durs combats de retardement de la Roche-Bernard, le général Huenten s'efforçait encore d'élargir sa zone de défense en multipliant les incursions et les coups de main en zone libérée ([31]). On n'attendrait pas l'hécatombe de Brest pour voir retomber le fol espoir d'une libération intégrale de la Bretagne. Dès lors que Paris était libéré le 25 août 1944 et qu'on voyait la ruée vers l'est se poursuivre, on commença à comprendre dans les campagnes que l'état-major allié avait renoncé définitivement à prendre les dernières poches de l'Atlantique et on rangea les drapeaux tricolores sortis un peu hâtivement de la naphtaline. Un corps d'armée US réduit à la portion congrue suffirait à l'encerclement de ces poches pendant que les FFI monteraient la garde rapprochée en espérant des jours meilleurs ([32]).

La ligne de front de la Poche de Saint-Nazaire formait alors un arc partant de la Roche-Bernard, longeant la rive sud de la Vilaine, bifurquant le long du canal de Nantes à Brest, à la hauteur de Fégréac, pour rejoindre Guenrouet, Notre Dame-de-Grâce et tirer jusqu'à la Loire en englobant Bouvron, Malville et Cordemais. Au sud, le front courait de Paimbœuf à Pornic en passant par Saint-Père-en-Retz. Dans cette zone quasiment circulaire d'un rayon de vingt-cinq kilomètres et d'une superficie de mille cinq cents kilomètres carrés, se trouvaient désormais enfermés cent trente mille civils et près de trente mille Allemands.

Les états-majors et les réseaux déjà constitués allaient devoir dans l'urgence mettre sur pied des bataillons - en particulier au sud de la Loire où ne stationnaient plus de forces alliées conséquentes - qui auraient pour première mission de couper les communications entre les dernières poches de l'Atlantique par les routes du littoral. Il s'agirait ensuite de stabiliser et de

---

[28] -***Farmbacher lui-même, le défenseur de Lorient, écrira dans ses mémoires : « Ils auraient pu entrer sans difficulté à Keryado et s'y assurer un tremplin pour un bond ultérieur vers Lorient et Kéroman... Il fallait seulement s'émerveiller de ce que l'adversaire n'eut pas mieux fait son profit à cette époque de notre faiblesse ».***

[29] -***De la Hollande jusqu'à l'Espagne, outre les forteresses hollandaises et les îles anglo-normandes, il faut aussi ajouter Quiberon, la Rochelle-la Pallice, Royan, le Verdon, Gironde nord et sud.***

[30] -***Instructions du 31 juillet 44 aux généraux Jodl et Warlimont.***

[31] -***Dans les marais de Redon puis jusqu'à Blain et Plessé.***

[32] -***D'abord la 94è DI, remplacée par la 66è DI, fin janvier 45.***

contrôler les lignes et le no man's land tout en empêchant l'ennemi de harceler les populations limitrophes pour accroître sa zone d'approvisionnement. Enfin, il faudrait exercer une surveillance rapprochée sur une troupe qui, à l'approche de la reddition, pourrait se lancer dans des opérations de terreur ou de représailles contre les populations civiles.

Il faudrait pourtant attendre janvier 1945 pour que la formation progressive d'un réseau de fortins et de postes d'observation entre lesquels circulaient des patrouilles régulières de maquisards, contraigne peu à peu les Allemands à se fixer dans les villages, à s'enterrer et à cesser leurs incursions et leur pillage alimentaire en « France libérée », au nord comme au sud de la Loire. Au nord, c'est le général Borgnis-Desbordes qui s'efforcerait de rassembler les maquis FFI dans la 19è DI ; au sud, c'est le général Chomel qui mettrait sur pied la 25è DI permettant de recruter et d'encadrer jusqu'à 16 000 hommes, à partir de janvier 45.

Quant à ces Allemands qui se déployaient dans les campagnes, de part et d'autre de l'estuaire, ils bénéficiaient d'un arrière inexpugnable de béton et de batteries de tous calibres mais ne disposaient pas de l'artillerie mobile ni des engins blindés ou même des camions qui leur auraient permis de déborder le front continu de soixante-dix kilomètres dans lequel on les contenait, pour tenter une contre-offensive visant par exemple à reprendre Nantes.

C'est le général Junck qui commandait la forteresse nazairienne ; un « hitlérien modéré » dont la SS se méfiait, ne cherchant pas délibérément l'affrontement, répugnant aux exactions gratuites et souhaitant limiter les pertes humaines. Il était secondé par le général Huenten et l'amiral Mirow. Le premier était un nazi convaincu n'ayant plus rien à perdre, dont la famille avait déjà disparu sous les bombardements alliés en Allemagne ; le second, un marin qui souhaitait préserver la vie de ses derniers équipages, survivant à une guerre qui les avait décimés. Tous, néanmoins, étaient des militaires fidèles à leurs engagements et à l'état-major qui les avait nommés. Les calamiteuses tentatives de négociation visant à leur reddition furent rejetées avec dédain.

La garnison nazairienne proprement dite, dont toutes les énergies étaient jusqu'alors concentrées sur la sauvegarde et la maintenance de la base sous-marine, recadra ses missions vers la défense d'une zone élargie à l'ensemble de la Poche : défense terrestre, fluviale, maritime et aérienne, s'appuyant sur l'artillerie de marine, les blockhaus et la Flak ([33]). Tous les points d'appui fortifiés dans la zone de l'estuaire et sur le cordon littoral furent reliés entre eux par un minage systématique des rives et des côtes. En profondeur, s'organisa un cercle de défense constitué de centaines de cantonnements d'une vingtaine d'hommes en moyenne. Malgré l'hétérogénéité technique, militaire et idéologique de ces troupes et malgré un moral entamé, on avait affaire à une armée de campagne disciplinée et bien encadrée, et les jeunes FFI chargés de les contenir et un jour de les réduire allaient vite s'en rendre compte.

Pendant les premiers mois, les rangs de ces FFI de Loire-Inférieure seraient d'ailleurs trop clairsemés pour tenir en respect une garnison d'hommes aguerris, rompus à la surveillance, à la patrouille, à l'incursion rapide pour tâter les résistances, à la sécurisation des zones de

[33] -***Depuis les 75 mm jusqu'aux 240. On se souvient que Saint-Nazaire était appelée Flak City par les équipages de bombardiers.***

cantonnement, y compris au cœur des villages. Nos maquisards inexpérimentés, dépenaillés et vite baptisés « terroristes », avaient affaire à de vieux routiers qui avaient goûté depuis cinq ans à toutes les formes de combat, y compris à la petite guerre de bocage ou comme ils disaient, à la « guerre des buissons ». Pendant les premières semaines, les grognards allemands tentèrent d'y entraîner les jeunots français pour leur faire la leçon ; heureusement, ceux-ci comprirent vite qu'ils avaient à faire à une bête blessée mais toujours capable de sérieux coups de griffe. Après avoir enterré les premiers morts civils et les premiers FFI, il faudrait quelques mois pour admettre que l'ennemi n'était pas aux abois et qu'il ne suffisait pas de « se payer son Boche » pour gagner la guerre. Il s'agissait bien de limiter les empiétements et de faire sentir la férule du prochain vainqueur mais pas à n'importe quel prix pour les empochés qui n'en pouvaient mais.

Après que certains actes de représailles heureusement limités aient laissé croire au début à une occupation s'appuyant sur la terreur, on constaterait pourtant une certaine intelligence politique et un grand pragmatisme de l'état-major allemand de la Poche. Les réquisitions, la gestion et le partage des logements, de la nourriture et du bois de chauffage, requéraient en effet de la mesure, de la discipline collective et un certain sens de l'équité qui poussèrent l'occupant à ne pas faire peser une pression trop forte sur les populations, ce qui aurait eu pour conséquence d'assécher rapidement le bassin d'approvisionnement et de radicaliser les comportements des civils en les affamant ou les maltraitant.

Alors que la libération de la Bretagne s'était effectuée au pas de charge et dans un climat d'insurrection populaire, il s'agissait désormais de canaliser certaines ardeurs un peu anarchiques et de définir les règles empiriques d'une guerre de poche où les cantonnements de l'ennemi collaient aux villages, où les charrois militaires et agricoles s'effectuaient souvent sur les mêmes attelages et étaient conduits par les mêmes cochers. Il fallait du discernement et une grande intelligence tactique : autrement dit, on avait besoin à la fois d'une force d'encerclement organisée et d'une solide direction politique qui ne se laisserait pas entraîner trop loin par la furia commando. Alors que de Gaulle lui-même, venu décorer la ville de Nantes de 14 janvier 45, ne disait pas un mot des conditions d'isolement et d'angoisse des empochés, il faudrait beaucoup de mesure et de fermeté aux officiers et aux administrateurs de part et d'autre des lignes, pour mener à bon port ce grand bateau de guerre de la Poche de Saint-Nazaire, bourré de soldats, de civils et de munitions.

Dès le 4 août 44, le colonel Eon, qui commandait les FFI de Bretagne ([34]) avait désigné un chef pour les FFI de Loire Inférieure : on ne le connaissait encore que sous son nom de guerre de colonel Félix ([35]). Après avoir installé son PC aux côtés de celui du général Malony, à Châteaubriant ([36]), Félix mit sur pied six bataillons qu'il dépêcha aussitôt sur le front nord de la Poche entre le début septembre et la mi-octobre 44. Leur tâche était de prolonger jusqu'à la Loire les lignes des maquisards bretons qui contrôlaient la rive droite de la Vilaine - par de simples patrouilles d'abord puis en établissant des points d'appui le long du canal de Nantes

---

[34] -***À partir du 14 octobre 1944, c'est le général de Larminat qui fut nommé par le général de Gaulle à la tête des forces françaises de l'ouest.***

[35] -***Jacques Chombart de Lauwe était soutenu par le commandant Charrette de la Contrie, chef du 2è bureau de Nantes. Sa nomination à la tête des FFI du Nord Loire fut confirmée par de Gaulle le 7 octobre 44.***

[36] -***Avant de le transférer à Angers pour Malony et à Nantes pour Félix.***

à Brest, et enfin en fermant le goulet entre Saint-Étienne-de-Montluc et Cordemais. Au sud du fleuve, les Allemands avaient concentré leurs forces le long de l'estuaire, de Paimbœuf à Pornic, mais n'avaient pas encore renoncé, par les routes du littoral, à échanger des hommes, des armes et des marchandises avec leur garnison de la Rochelle.

À la fin du mois d'août, le « Premier Groupement mobile de reconnaissance » - ou 1er GMR. - du lieutenant Besnier, quitta sa base de formation de Châteaubriant, traversa la Loire à Saint-Étienne-de-Montluc et prit pied sur l'autre rive. Il ne s'agissait encore que d'une poignée d'hommes à l'armement plus que restreint mais la mission de renseignement et de reconnaissance dont allait s'acquitter cette petite unité serait des plus précieuses pour préparer l'arrivée de forces plus conséquentes. Parallèlement, cinq agents de la mission Shinoile parachutés dans la Vienne - en provenance d'Angleterre - mirent sur pied dès le 14 septembre le « premier groupement mobile FFI » ; les huit cents hommes de cette force constituée de maquisards de la Vienne, de la Haute-Vienne, du Maine-et-Loire et de l'Indre-et-Loire étant aussitôt envoyés en renfort du 1er GMR pour fermer la Poche entre Paimbœuf et Pornic.

Après un été où les incertitudes politiques continuaient à peser sur la nature et la direction effective de la nouvelle administration des territoires français fraîchement libérés, un tournant décisif fut pris le 23 octobre 1944 avec la reconnaissance officielle par les Américains, les Anglais et les Russes de la légalité du gouvernement de Gaulle. Quatre jours plus tard, le général de Larminat installait son QG à Cognac, avec une antenne à Angers ; puis les FFI des Côtes-du-Nord, du Morbihan et du Finistère se fondaient dans la 19è division d'infanterie. À partir du 21 décembre, les forces alliées du front de l'Atlantique affichaient un organigramme qui ne changerait plus jusqu'au 11 mai 45 : la zone nord étant placée sous l'autorité du général Malony, commandant la 94e division d'infanterie américaine, et la zone sud sous celle du général de Larminat ([37]).

Quant à la responsabilité du siège de la Poche de Saint-Nazaire, elle demeurait disputée. Après des bisbilles tragi-comiques ([38]), c'est donc le gaulliste Chombart de Lauwe, alias Félix et ci-devant royaliste, qui fut adoubé par la mission Shinoile et se vit confirmé aux dépens du jeune colonel FTP Michelin ([39]) et du colonel giraudiste Desportes, alias Kinley, qui lui disputait le poste ; le premier étant écarté parce que trop jeune et de surcroît communiste et le deuxième parce que pro-américain ! L'arrivée du colonel Chomel allait mettre un terme à la chicaïa et tirer de Larminat de son embarras. Il faut rappeler que Chomel avait été le chef d'état-major du général de Gaulle à la 4è DCR, en 1940. Sa brigade Charles Martel venant de Blois, le suivit sur le terrain à partir du 11 novembre 44, sous le commandement du colonel Ghislain. Cette brigade fut l'embryon de la future 25è division d'infanterie qui unifia toutes les forces françaises libres de Loire inférieure. Quant à Edgar de Larminat, c'était un Marsouin de l'infanterie coloniale que l'armistice avait surpris en Syrie d'où il avait gagné Djibouti pour rejoindre parmi les premiers la « France Libre ». De Gaulle l'envoya alors au Congo où il organisa la dissidence de l'AOF, puis il le plaça à la tête des deux brigades françaises libres de

---

[37] ***-Le premier dépendant du 12è groupe d'armées US de Bradley dont le QG était au Luxembourg et le second du 6è groupe d'armées du général Devers dont le QG était à Vittel..***

[38] ***-Allant même jusqu'au kidnapping d'un des protagonistes par la faction adverse..***

[39] ***-Le colonel Michelin, de son vrai nom Jaeger était un cinéaste suisse de 25 ans.***

Lybie. Le 15 août 44, il commandait en Provence le 2è corps de l'armée de Lattre mais son anticonformisme et son indépendance d'esprit le conduisirent à la rupture avec son chef. De Gaulle lui confia alors la rude tâche du commandement des Forces françaises de l'Ouest ([40]). De Larminat allait trouver en Chomel un homme providentiel pour prendre en main FFI de Loire-Inférieure ([41]). La gestion politico-militaire de cette guerre des Poches s'avèrerait une des plus délicates de ce conflit. Dans ses « Chroniques irrévérencieuse », de Larminat brosse d'ailleurs un tableau sans fard des difficultés qui l'attendent :

« Le long de cet interminable cordon ([42]) qui contenait les Allemands dans des Poches hérissées d'armes lourdes et confortablement protégées par des bétons dus à l'Organisation Todt et aux entrepreneurs français qu'elle avait employés et payés, il y avait de cent à cent vingt mille FFI, maquisards ayant suivi l'ennemi au sang jusqu'à sa bauge, ridiculement armés de produits de parachutage et de récupération, sans cadres capables, gonflés à bloc, mais embarrassés devant les bétons et l'artillerie lourde de l'ennemi et il y avait de quoi. Ils pouvaient tout juste essayer d'empêcher l'ennemi de ressortir de ces Poches pour faire des incursions, et se faire tuer quand il opérait en force. Ils rongeaient leur frein en attendant les moyens capables de leur permettre de réduire ces Poches, que j'étais censé leur apporter, mais que je ne reçus que très tard et très limités. »

Hormis la brigade Charles Martel, déjà équipée, les autres unités, en provenance du Maine-et-Loire, de la Vendée et de la Sarthe, étaient des unités de guérilla bien mal vêtues, mal chaussées, mal nourries, mal armées, peu ou pas entraînées ni aguerries. Des chefs véritables comme Besnier, Sommet ou Chomel parviendraient néanmoins à équiper peu à peu ces va-nu-pieds, à les entraîner, les organiser et à en faire une troupe qui n'hésiterait pas à se frotter au hérisson allemand, à lui porter des coups, à user son moral, à l'empêcher de dormir et de manger à sa faim et, le jour venu, à participer aux opérations de reddition et d'armistice. En quelques mois, dans les conditions les plus dures, on parviendrait, sur la base de bataillons de toutes origines géographiques et politiques, à forger une armée régulière dont les meilleurs soldats participeraient même à l'occupation de l'Allemagne et bientôt à la guerre d'Indochine.

Le froid exceptionnellement rude de cet hiver 44 aggrava encore les souffrances de ces hommes qui vivaient dehors, couchaient dans les bois où les granges, ou sous des abris de fortune construits de matériaux hétéroclites - roseaux, branches ou rondins, surmontés de poteaux de téléphone ou de rails de chemins de fer ; le tout recouvert de sacs de terre ou de sable. Au grand dam des habitants, bardages et planchers, portes et fenêtres furent arrachées aux bâtiments des villages désertés pour équiper ou couvrir les abris ou tout simplement pour réchauffer les corps ou cuisiner la tambouille.

Pas d'armement lourd. Des fusils - du Lebel au Mauser - quelques Sten, quelques mitrailleuses, du plastic, des grenades. Mais, à revendre, de la jeunesse, de l'énergie, de la volonté d'en découdre et d'en finir avec ces Boches installés comme chez eux depuis bientôt cinq ans. Parfois aussi de l'imprudence, de l'aventurisme et, dans des cas heureusement rares, des

---

[40] ***-Les FFO furent ensuite rebaptisées « D. A. Atl. » pour « Détachement d'Armée de l'Atlantique ».***

[41] ***-Le 26 octobre 1944***

[42] ***- Il est question ici de l'ensemble des Poches, de Lorient à Royan.***

comportements de soudards qui feraient dire à certains civils que les plus « corrects » n'étaient pas forcément ceux qui étaient censés les défendre. Les premiers entraînements à la caserne Cambronne douchaient parfois les enthousiasmes, quand le maniement d'armes s'effectuait avec des bâtons ou des manches à balai ; mais on verrait bientôt quelques voitures ou camions, quelques chenillettes et automitrailleuses ([43]) et même quelques chars retapés par les mécaniciens de Besnier sur la côte normande, à l'hiver 44.

Il faudrait attendre le cœur de l'hiver 44 et la dernière offensive allemande sérieuse sur le saillant de Chauvé pour que les fronts se stabilisent et que la guérilla quelque peu débridée et aventuriste des premières semaines laisse place à une guerre de position ne mettant pas en péril quotidien la sécurité des civils. Mais avant de s'installer dans cette longue patience où chacun attendrait la fin sans illusions sur l'issue du combat, les populations allaient être soumises à une pression constante des deux armées, au risque fréquent d'essuyer les tirs croisés, de frôler les représailles de masse et de se voir dépossédées de leurs biens ou jetées dans l'heure hors de la maison et du village...

À la fin août 1944, les fermiers inquiets commencèrent de déménager une partie de leurs troupeaux et de leurs fourrages hors de la zone bientôt empochée. Le 30 août 44, le commandant de la place forte de Saint-Nazaire s'inquiétant déjà de voir lui échapper une partie du garde-manger sur lequel il comptait pour nourrir ses soldats, interdit « ***de transporter du bétail et d'emporter du ravitaillement ainsi que du fourrage par Pornic, Saint-Père, Saint-Viaud et Paimbœuf, sous peine de réquisition immédiate et sans paiement*** ». Jusqu'aux premiers jours de septembre, on vit pourtant les convois encombrer les routes : villageois chassés de leur ferme, Brévinois évacués, troupes allemandes ou supplétives recherchant de nouveaux cantonnements et installant de nouvelles lignes de défense. Mais on feignait d'y croire encore, ils allaient se rendre ! Des avions bombardaient les campagnes de sauf-conduits bilingues appelant à la reddition, avec promesse de nourriture, de soin et de vêtements. Les alliés n'ignoraient pas que dans cette phase critique, les soldats les plus éprouvés, inquiets pour leurs propres familles soumises aux bombardements incessants et bientôt à une invasion territoriale de la mère patrie, pouvaient être tentés de lever les bras. Si les Allemands ne se rendaient pas, leurs troupes supplétives, désespérant de cette guerre sans fin où Hitler les avait précipitées, étaient à deux doigts de se débander.

Les premières patrouilles FFI atteignaient désormais la Sicaudais. Elles avaient déjà pris à partie une compagnie ennemie à Maison-Rouge qui s'était enfuie vers le Pas Bochet et les Sept-Fous. Escarmouche inaugurale de centaines d'autres au cours des mois qui allaient suivre. Chaque jour et chaque nuit, les deux armées se croisaient, le plus souvent sans se voir. Pour les Français, il s'agissait de harceler une troupe en déroute ; pour les Allemands, de ne pas se laisser déborder par des bandes encore qualifiées de « terroristes » et de préserver la zone d'approvisionnement la plus vaste. Commençait d'apparaître une ligne de frottement allant de la baie de Bourgneuf à la Loire - partant de la Fontaine aux Bretons, passant par la Birochère, le Pont du Clion, Saint-Père-en-Retz et piquant vers le fleuve par Paimbœuf.

---

[43] - ***Dont certaines tombèrent malencontreusement en panne, comme celle de Pollono.***

Un mois déjà que la guerre avait envahi pour de bon les villages du no man's land en cours de cristallisation. Elle avait commencé comme un feu de broussaille, sautant ballast et talus, enjambant les vignes, allumant taillis et boqueteaux, grimpant aux arbres, bientôt aux échelles de pailler et aux moulins. Là où on ne voyait avant que des masses inertes de verdures, on surprenait des reflets et des éclats ; là où on n'entendait que l'appel des geais et des vaches, il y avait des cliquetis, des jurons et des courses essoufflées. On était en septembre 44, par exemple au village du Bois-Hamon, à moins de deux kilomètres du petit bourg de La Sicaudais où il fallut apprendre à reconnaître de nouveaux voisins... Bichon, Jarno, Hergat, Sellié, Forcier, les gars du 1er GMR, avec leurs drôles d'engins hérissés de mitrailleuses et de canons, ou ceux du 1er Hussard, les hommes de Schneeberger, le lieutenant boiteux. On était content de les voir mais pas plus rassurés pour autant. Apparemment, les choses étaient simples : il suffisait de se comporter en « bons Français », donner les bons tuyaux au bon interlocuteur et au bon moment !

Pourtant, on ne pouvait se départir de quelques arrière-pensées. Si ça tournait mal, nos braves maquisards pouvaient décrocher... Mais nous autres, où irait-t-on ? On n'allait pas partir avec le village sur le dos ! Pour se réserver l'accès à certains points d'observation, les FFI n'hésitaient pas à en écarter les propriétaires, prétendant même qu'ils avaient miné les lieux ! Bien entendu, la situation stratégique de l'ennemi n'était plus celle de juin 44 où le champ des exactions possibles était encore illimité et où l'impunité semblait totale, mais cette analyse est parfaitement anachronique par rapport aux éléments dont disposaient les villageois à l'automne 44. Bien malin en effet qui aurait pu discerner alors les objectifs des deux partis et la durée future du conflit !

La Loire-Inférieure de l'automne 44 était désormais en dehors des grandes zones d'affrontement stratégique. Pour autant, l'organisation d'une force de siège autour de la Poche alors que le pays était déjà en voie de libération n'était pas une sinécure. Les bataillons FFI locaux ne suffiraient pas à la tâche. Sans aide extérieure on serait vite débordé et on risquait de voir se multiplier ces actes de guérilla sans perspective et sans boussole politique. C'est au général Chomel qu'incombait donc la tâche d'équiper, former et d'encadrer les quatre mille hommes du sud-Loire. Il s'agissait pour lui de réussir la cohabitation d'abord, l'amalgame ensuite, la fusion enfin de combattants venant d'horizons géographiques différents, avec des compétences militaires disparates et des motivations idéologiques et politiques très variables. On retrouva donc des gars du pays mêlés à des maquisards de la Vienne, de l'Indre ou de Vendée. Des vieux de la vieille rompus à la guérilla et à la vie en campagne avec des bleus sans expérience ; des patriotes purs et durs, des cocos et des gaullistes grand teint ; de malheureux réfractaires qui n'en pouvaient plus de coucher dans les granges et de crever de faim alors que tout le monde les croyait en Allemagne... Et des indécis sautant les lignes un beau soir parce que les copains y allaient et que s'ils ne les suivaient pas, on allait les prendre pour des dégonflés. Et dans le « on », il y avait aussi les bonnes amies. Ajouter les aventuriers voulant tuer du Boche pour tuer du Boche et rouler les mécaniques dans les villages, mais ils resteraient l'exception.

Après avoir vu patrouiller dans les villages du no man's land des gars des bataillons locaux, on assistait maintenant à l'arrivée de soldats en provenance des régions libérées, bien désireux de montrer eux aussi ce qu'ils savaient faire ! Après que les équipes Jedburgh envoyés

d'Angleterre par le colonel Eon ([44]) eurent fait leur jonction avec le commandant de Villecourt-Temporal, chef de la mission Shinoile, on s'empara des armes abandonnées dans les dépôts allemands. Pas suffisant. On en débarqua d'autres aux Sables d'Olonne après sa libération le 28 août. De quoi équiper les maquisards recrutés en Vendée et Maine-et-Loire. Mais arrivaient maintenant les bataillons d'Indre-et-Loire, de la Vienne et de Haute-Vienne, les hommes de Bernard et Sommet. Ceux-là, on avait d'abord failli les envoyer vers l'est, pour mordre les basques de l'ennemi en reflux, mais ni leur trop fraîche formation militaire, ni leurs moyens matériels n'auraient suffi pour s'engager dans cette guerre de poursuite et de mouvement.

Lorsque le 2è bataillon FFI de la Vienne du capitaine Bernard installa ses cantonnements à Bourgneuf-en-Retz, la précarité de ses moyens proprement militaires mais aussi de transport et d'intendance était effarante. Malgré le manque chronique de charbon de bois pour les gazogènes, il s'efforça pourtant de reconnaître des lignes très étirées, entre la Bernerie, le Tenu et Buzay. À partir de la mi-octobre, il reçut le renfort du maquis Alsace et poursuivit l'installation de ses points d'appui tout en multipliant les patrouilles en profondeur pour signifier à l'ennemi les limites de son réduit. Fin octobre, les « Vendéens » prendraient la relève des FFI de la Vienne qui s'apprêtaient à changer d'écusson pour intégrer le 125è régiment d'infanterie ([45]).

La perspective d'un nouvel hiver de guerre à patauger dans la boue des marais ou à grelotter dans les tranchées et les gourbis avait bien rafraîchi les ardeurs des premières semaines ensoleillées de la Libération. Les dernières permissions avaient révélé un arrière-pays où les civils avaient vite oublié les va-nu-pieds qui les avaient libérés, où les arrivistes et les héros de pacotille de la dernière heure se partageaient déjà les postes et les prébendes. On pensait qu'il serait bien difficile de regonfler le moral des troupes, mais pourtant, très peu allaient rentrer dans leurs foyers et la plupart signeraient leur « engagement dans l'armée pour la durée de la guerre contre l'Allemagne » ! Ceux-là mériteraient bien leur surnom de « va-nu-pieds superbes ». Ils avaient bien compris qu'ils allaient devoir affronter dans des conditions précaires un ennemi aguerri, combatif, mieux armé qu'eux, décidé à vendre chèrement sa peau et même à tenter la contre-offensive si l'occasion s'en présentait. Heureusement pour ces maquisards, l'époque allait produire des chefs au caractère bien trempé et aux qualités militaires et humaines de premier ordre, sachant parler à leurs hommes, comme le capitaine Sommet-Brutus, dans cette adresse à ses soldats :

" ***Je connais les difficultés d'ordre matériel et moral dont vous êtes victimes... Vous qui avez accepté de combattre volontairement, constituez la nouvelle élite française, puisque l'ancienne avait absolument manqué à son devoir... Je sais que vous manquez d'armement et d'équipements, seules les circonstances du combat et les nécessités de la guerre en sont responsables. La France est un pays pillé et ruiné par l'ennemi, et nous devons tout attendre de nos alliés. Ceux-ci ont maintenant confiance en la France et cette confiance a été gagnée par vous depuis le débarquement. Ils font tous leurs efforts pour donner du matériel et des équipements, mais doivent d'abord alimenter leurs propres troupes en ligne...*** "

[44] -***Le colonel Eon fut chargé par de Gaulle d'organiser les FFI de l'ouest.***

[45] -***Ils se constituaient en 4è bataillon du 125è RI sous les ordres du capitaine Sommet-Brutus, conservant le capitaine Bernard comme adjoint.***

~~Michel Gautier ©~~

" ***De plus, vous êtes maintenant sous***

le commandement d'un des premiers

généraux qui se sont battus depuis 1940, le général de Larminat, qui, mieux qu'aucun autre, connaît ce que vous avez fait, et ce dont vous avez besoin... J'espère que vous serez avec nous lorsque nous ferons notre entrée dans les villes encore occupées et que nous aurons libérées... Je suis sûr que tous ensemble, nous poursuivrons la tâche que vous avez commencée, et que nous arriverons au but final : chasser l'Allemand de France. Je viendrai vous voir tous sur vos positions et vos cantonnements, et mon intention est d'être votre camarade et votre guide. "

Mélange touchant de lyrisme patriotique et d'empathie paternelle, tressé de pieux mensonges quant à l'harmonie sans nuage entre de Larminat, de Gaulle lui-même et « nos alliés ». En effet, alors que de Gaulle déclarait le jour-même du débarquement : « ***La bataille suprême est engagée... le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens... de détruire l'ennemi...*** », il savait pertinemment que la résistance était encore cruellement dépourvue d'armes. Au mois de février 44, soit quatre mois avant le débarquement, les spécialistes évaluaient à quatre mille le nombre de résistants armés par Londres. On les estimait à trente-deux mille en juin, sur l'ensemble du territoire... Alors que les résistants bretons représentaient à eux seuls trente-cinq mille hommes !

Au début de l'automne 44, cette situation perdurait dans les zones non encore libérées, comme les poches de l'Atlantique. Il faut d'ailleurs reconnaître que celle de Saint-Nazaire était désormais bien loin de l'épicentre des combats qui se rapprochait peu à peu du foyer initial de 40, c'est-à-dire les Ardennes. Pourtant, dans le secteur du sud Loire qui nous occupe, patrouilles et embuscades se multipliaient, avec des morts et des blessés quotidiens mais sans possibilité raisonnable d'envisager un assaut tant que l'équilibre des moyens matériels ne seraient pas rétabli. Au contraire même, il faudrait affronter deux offensives limitées de l'ennemi, en octobre et en décembre 44. C'est alors que le capitaine Sommet, rédigerait un « rapport moral » bien révélateur de son amertume et de celle de ses hommes.

Après s'être réjoui du « faible pourcentage de déchets » au moment des rengagements - seulement 168 hommes sur 820 n'avaient pas signé- il ne pouvait cacher son désarroi devant le divorce qui s'installait déjà entre la France libérée et les maquisards continuant le combat : « Les hommes sont souvent déçus par l'accueil premier qui leur est réservé dans les localités où ils descendent au repos. Les civils, débarrassés de l'envahisseur, oublient trop vite que la guerre continue, que des soldats se battent pour eux. Si les hommes ne montrent pas trop d'exigences - coucher dans la paille, au chaud, est-il un luxe lorsque l'on redescend de lignes, après y avoir fait un séjour de six semaines ? Ils ne comprennent pas que les habitants montrent si peu d'empressement à les recevoir » ! De même, les retours en permission avaient été douloureux pour les hommes du capitaine Sommet : « Ils partent en permission souvent avec la tenue qu'ils avaient lorsqu'ils ont rejoint les maquis... Dans les villes, à quelques centaines de kilomètres de l'ennemi, ils rencontrent des camarades, bien équipés et dont l'occupation principale est de flâner dans les rues. Ils savent aussi que ceux qui sont là sont souvent mieux armés qu'eux... Ceux qui se battent sont considérés souvent comme des imbéciles par les bons Français qui, douillettement installés dans leur famille, profitent au maximum - comme beaucoup trop l'ont fait sous l'occupation - de la situation pour augmenter leur profit. Aucune mesure de mobilisation n'ayant été prise, des jeunes gens continuent la vie civile pendant que des hommes plus âgés - pères de famille - ayant signé leur engagement,

se battent ». La préoccupation sociale et un sévère jugement politique apparaissaient même : « Ils comprennent mal, en particulier, que des éléments sains ayant comme eux répondu à l'appel du pays, semblent avoir perdu cet esprit d'abnégation totale, nécessaire plus que jamais pour relever la France, et qui maintenant profitent de leur action initiale comme d'un tremplin pour faire de la politique ou occuper des emplois rémunérateurs »... Les familles elles-mêmes « plus sensible aux remous de la vie actuelle et à l'esprit de conservation, critiquent leur attitude, c'est-à-dire leur présence dans les unités de combat »...

Quant à la conclusion, elle contenait déjà tous les éléments qui permettraient d'expliquer les méfiances et certaines rancœurs réciproques entre civils et militaires qui accompagnèrent la fin de guerre : « ... De tout temps, le soldat n'a jamais attendu un grand confort. Il sait que le métier militaire comporte plus de devoirs que de droits. Il accepte ces sacrifices de bon cœur. Mais le chef qui le commande, qui voit tout ce dont il souffre, éprouve souvent une grande angoisse en commandant réglementairement. Il est pénible d'exiger de soldats mal habillés, mal armés, ce que l'on demanderait à une troupe normale. Cependant, comme la mission prime toute autre considération, je ne dois jamais tenir compte des remarques ci-dessus pour l'exercice du commandement. D'un bon soldat qui est bien équipé, bien nourri, bien entraîné, l'on peut tout exiger. Sera-t-il possible un jour de commander des hommes sans avoir le remords de ne pouvoir leur donner l'indispensable ? »

Outre l'éternel problème des armes et de l'équipement, apparaît celui du divorce croissant entre l'esprit de résistance des maquisards des poches et les planqués des zones libérées. Affleure aussi dans cet émouvant document toute la proximité entre un chef et ses hommes. Les maquisards de la Poche sud eurent la chance d'être bien commandés et si, malgré la tension des derniers mois et le début de famine touchant certains cantonnements allemands, la situation ne dégénéra jamais, ce fut bien sûr, parce que les états-majors français et alliés surent adopter une tactique visant à neutraliser et affaiblir l'ennemi et non pas à le provoquer ou à tenter de le réduire avant l'heure, mais ce fut surtout parce que les unités engagées sur le terrain appliquèrent cette tactique à la lettre. Et la première condition de son application résidait bien sûr dans le grand respect réciproque des hommes et de leurs chefs.

Le 18 septembre 44, une note de la Kommandantur de Saint-Brévin prévenait les candidats au départ de « la Poche » que leur voyage serait sans retour. Comme cette première mise en garde semblait insuffisante à interrompre les déplacements, une deuxième circulaire en date du 26 septembre interdisait aux Français âgés de 18 à 45 ans et bons pour le service militaire » de dépasser la ligne de démarcation Pornic - Saint-Brévin - Paimbœuf. Les maires devaient d'ailleurs fournir la liste de ces soldats potentiels et prévenir qu'en cas de disparition, des représailles seraient exercées contre les familles ! Les jours suivants, on interdisait de circuler entre 21 heures et 5 heures 30, de tenir une réunion et même de stationner dans la rue ! Et pour faire bonne mesure, les maires devaient désormais établir une liste des habitants de chaque maison, en trois exemplaires - une dans l'entrée, une sur la porte et une à la mairie ; les personnes figurant sur la liste devant se trouver chez elles pendant les heures où la circulation était interdite. On étendit cette mesure aux cultivateurs et on repoussa un peu la ligne de démarcation : « Les routes menant de Saint-Père à Frossay par le Frêche-Blanc et la Brosse ainsi que vers Pornic par Hucheloup, la Batte et la Baconnière étaient fermées à la circulation. En conséquence, tout trafic de frontière fut immédiatement arrêté... « Il serait tiré

sur toute personne essayant de franchir la frontière par des chemins détournés, des chemins de terre ou des champs ouverts. » La Poche était cadenassée pour de bon !

Tous ceux qui hésitaient encore à rejoindre les bataillons FFI ressentirent ces mesures comme une provocation mais aussi comme un encouragement à braver l'interdit tant que le dispositif allemand n'était pas encore à même d'en contrôler totalement l'application. On assistait à quelques départs groupés - plus facile de partir à trois ou a cinq. Parfois aussi, le jour prévu, on se retrouvait seul sur la route du maquis ! Alors que l'AS, Libé-Nord, l'ORA étaient des sigles connus seulement de quelques initiés, le brassard FFI arboré désormais par des centaines de milliers de jeunes Français était pourtant devenu un signe de ralliement crédible et rassurant. Même pour d'anciens porteurs de bannières dans le sillage de Notre-Dame de Boulogne ! Pourtant, dans la plupart des communes, les départs se comptèrent sur les doigts des deux mains.

Après les vicissitudes de la résistance civile, les aléas des premiers maquis et les imprudences des apprentis FFI, la nouvelle situation créée par la constitution de la Poche allait poser d'autres problèmes inédits. En ce début d'automne 44, il était grand temps d'imposer une double contrainte : sur l'ennemi et sur les éléments les plus bouillants de la population empochée. Sinon... ! On voyait les bataillons FFI quitter la cité des Ducs pour installer les premiers points d'appui et creuser les premières tranchées, renforcés de quelques bataillons extérieurs. Mais on n'était encore que quelques milliers. Comment, dans ces conditions, limiter les empiètements de l'ennemi sans exposer les populations prises entre deux feux ?

Première nécessité : il fallait plus de soldats et plus d'armes et si possible des armes lourdes et de la logistique. Deuxième exigence : une unité de commandement passant par l'homogénéisation progressive de toutes les forces en ligne dans de véritables unités régulières, dirigées par des professionnels ayant fait leurs preuves. Dans l'organisation de ce siège finalement économe du sang versé, deux unités allaient jouer un rôle déterminant : le 1er GMR et le 8è Cuir. Un « GMR » pour cinq « Cuir » autour de Chauvé. Tous des cavaliers. Le premier arriva en septembre. C'était un groupement mobile de reconnaissance équipé de quelques engins blindés. Il fut le précurseur et bientôt le fer de lance du second, véritable régiment prenant position à partir de novembre 44.

L'arrivée aux marches du pays de Retz de tous ces soldats « étrangers » ne laissait pas indifférentes les populations de Cheméré, Chauvé et Arthon. Celle par exemple de ces sept cents hommes débarquant de camions allemands ou de véhicules français réquisitionnés, en trois convois successifs, le 10 septembre 44. Ça fumait par devant - pétrole, essence, charbon de bois et bois de chauffage dans les gazos - ça chantait et brinqueballait par derrière. Un canon avait rompu sa remorque pour partir au décor avec les lascars qui le chevauchaient ! Les hommes du bataillon Dominique qui venaient de s'illustrer à la bataille de la Haye-Descartes venaient de l'Indre où la guerre était finie. Huit jours pour traverser deux cents kilomètres d'une France encore étourdie d'allégresse et d'épuisement. Trois compagnies avec armes, vivres et munitions. Cortèges bruyants et colorés acclamés dans les villages. On tendait des bouteilles et on remplissait les gourdes et pas qu'avec de l'eau. Beaucoup de tenues vertes des chantiers de jeunesse ; brodequins anglais et bottes allemandes mais aussi chaussures basses « fantaisie ». On était coiffé de calots, bérets ou casques de toutes origines, ornés de

pompons ou de cocardes. Régnait une ambiance d'armée de l'An I, enthousiaste et patriotique, où les Marseillaises se répondaient de groupe en groupe, comme cent cinquante ans plus tôt sur le plateau de Valmy lorsque les engagés volontaires se rassemblaient derrière les bicornes de Dumouriez et Kellermann pour défaire les Prussiens.

Quand ils arrivèrent à Cheméré, Chauvé et Arthon, Bourgneuf-en-Retz, ils étaient encore persuadés de pouvoir déloger l'ennemi retranché entre Saint-Brévin et Pornic. Mais le carburant faisait défaut, pas de liaison - à part les cyclistes et quelques motos - et surtout pas d'armes lourdes. Il fallait donc pour l'instant se contenter d'occuper des villages, construire des gourbis, patrouiller sans trop chatouiller les Boches et renforcer les positions en dégustant les dindes congelées des Américains... Et les pêches de vigne des filles de Chauvé. Ces maquisards s'étonnaient un peu de ne pas voir les jeunes gens du pays se précipiter pour s'engager à leurs côtés et préférer « se tourner les pouces au soleil » en attendant des jours meilleurs.

Contrairement à la Poche nord où la présence de l'artillerie américaine était suffisamment dissuasive pour maintenir l'ennemi à l'intérieur de son réduit, au sud, par contre, l'armement lourd faisait encore gravement défaut et les lignes restaient mouvantes. Pas encore d'unité de commandement ; chaque chef de guerre nouvellement installé voulait marquer son territoire et aller au contact de l'ennemi. Coups de main et embuscades se multipliaient sans grande vision stratégique et sans plan d'ensemble. S'agissait-il de limiter la zone d'occupation allemande et ses empiètements ? Ou ne s'agissait-il pas le plus souvent de proposer aux maquisards de quoi calmer leur impatience et leur envie de se battre tout en les formant au combat ?

De leur côté, et pour des raisons symétriques, les Feldwebel qui occupaient les villages ne renonceraient jamais à leur liberté de mouvement et répugneraient jusqu'au bout à s'enfermer dans une attitude défensive et attentiste qui minerait encore un peu plus le moral de leurs hommes. Au point de friction de ces deux énergies, les villageois du no man's land. Les 7 et 8 octobre, les pièces allemandes de la Mossardière, à Pornic, tonnèrent vers les moulins de la Rigaudière, des Rondrais et de la Ricotière... Cinq à huit kilomètre de distance ! On imagine la précision et l'utilité militaire de tels tirs de barrage. L'effet visé était surtout psychologique : « Cessez de mitrailler nos patrouilles et nos cantonnements, sinon nous avons les moyens de terroriser la région ».

Les patrouilles se croisaient et s'allumaient en passant, au retour d'une tournée de village où, les uns après les autres, dans la même journée, parfois dans les mêmes verres, on avait bu le vin de la même barrique. Il fallait protéger les femmes et les gosses et, accessoirement, veiller aux poules, aux vaches et aux vélos. Sans oublier de fermer les yeux, se boucher les oreilles et peser chaque mot.

Les offensives allemandes d'octobre et décembre 1944 visant à repousser les lignes de la poche sud.

Pour l'essentiel, cette guerre de poche fut statique, s'organisant à partir de deux lignes retranchées se faisant face à quelques kilomètres de distance. Mais ces lignes furent enfoncées à deux reprises par les Allemands, ce qui provoqua à chaque fois un déplacement du no man's land. À terme, c'est donc plusieurs dizaines de villages et des centaines de familles qui virent leurs chemins coupés, leurs maisons occupées ou évacuées, leurs travaux entravés, leurs biens et leurs troupeaux pillés.

Ainsi, l'offensive allemande du 15 octobre 44 s'enfonça très profondément dans le dispositif français et dessina de nouveaux contours à la Poche sud. L'éventail s'ouvrait pour passer d'une ligne Pornic - Saint-Père-en-Retz - Paimbœuf à une ligne Pornic - Saint-Père-en-Retz - Frossay - le Migron. Les Allemands avaient avancé à la faveur d'une nuit noyée de bourrasques. Sans crier gare et sans réaction sérieuse des maquisards, ils occupaient à l'aube du 15 octobre le bourg de Frossay et le débordaient même largement au sud et à l'est ([46]).

On pouvait expliquer ce grignotage interne de la Poche par de simples objectifs alimentaires, mais on ne pouvait effectuer ce type de razzia à blanc qu'une seule fois. Il s'agissait donc aussi, en vidant le vivier rural, de retirer aux FFI le point d'appui que constituait chaque ferme ainsi que la source de renseignement et le précieux appui tactique que représentait chaque paysan travaillant dans son champ. Les jours suivants verraient d'ailleurs l'extension de ce grand coup de râteau de part et d'autre de la route Saint-Père-en-Retz - le Clion, passant sur les villages de la Redunière, la Cornière, la Bosse et l'Angotière. Les hommes de Besnier tentèrent vainement de s'y opposer en y perdant des hommes. Pour ajouter à l'angoisse qui s'empara des habitants de ce triangle Saint-Père-en-Retz - Chauvé - Pornic, les Allemands firent tonner le canon et allumèrent des incendies de paillers et de granges. Traversant des villages déjà plein à craquer et un bourg de Chauvé tétanisé, l'exode se poursuivit vers Saint-Philbert-deGrandlieu pendant une semaine, sous une pluie et un vent de tempête auxquels se mêlaient les odeurs d'incendie.

L'offensive allemande du 21 décembre 1944 fut encore plus inquiétante pour les populations civiles et plus meurtrière pour les soldats des deux camps... Heures de bascule du solstice d'hiver 44. Dans une aube grise et sale, les hommes du 93è RI assoupis sur le parapet de leurs fortins étaient secoués par les départs de salves de trois navires de la Kriegsmarine, ancrés dans la baie de Bourgneuf, à quelques kilomètres des côtes. La Boutinardière, la Rinais et la Bernerie ainsi que le no man's land, en profondeur, étaient arrosés de trois cents obus alors que les batteries terrestres se joignaient au concert avec des 77 fusants qui claquaient sur la Rogère. Ça tombait aux abords du pont du Clion puis de Haute Perche et d'Arthon, comme si on avait cherché à jeter la panique dans les escadrons Besnier. Se joignaient bientôt au

[46] – ***Leurs nouveaux points d'appui s'installèrent sur une ligne partant du Migron, par le Bois-Péan, la Voirie, la Championnière, la Hamonais, la Jarrie, pour bifurquer au village de la Masse et tirer à l'ouest par la Choltière, la Marie Ave, la Mégerie, la Baulerie, la Peignerie, la Chiquellerie, la Raffinière jusqu'au carrefour des Chiquelais sur la route de Saint-Pèreen-Retz. Des barrages furent établis sur les routes principales.***

concert, des canonnières remontant la Loire, les batteries de la Clercière, au-dessus du marais du Boivre, et les canons de marine jumelés de la Croix-Bodon, à Saint-Brévin, tenant au bout de leur compas mortel la Sicaudais, Chauvé et le Clion. Depuis la Bernerie jusqu'au carrefour du Loup Pendu, à la Sicaudais, en passant par Chauvé, on recevait des obus percutants et fusants de tous calibres : 88, 155 et 210 mm.

Dans le sillage des obus du petit jour, à partir du no man's land évacué pendant les dernières semaines, s'étaient donc aussitôt engouffré les compagnies allemandes. Malgré la quasi-certitude que l'on avait de cette offensive, la surprise tactique était totale. Les compagnies allemandes n'étaient montées en ligne qu'au dernier moment, surprenant toutes les défenses et enfonçant toutes les premières lignes françaises. Le 7è bataillon FFI menacé d'encerclement avait abandonné ses postes de la Bunière et de la Perrière, au sud de la Sicaudais, et reflué vers la Feuillardais. L'escadron du capitaine Colomb en repos à Cheméré avait entendu les éclats des 88 et le bruit des combats... « Ça va mal pour les bleus, faut y aller » ! et s'était lancé aussitôt à pied sur la route pour venir renforcer Mazarguil et Besnier tentant de reprendre le Poirier. À midi, depuis le pont du Clion jusqu'aux abords de la Feuillardais, tous les villages situés sur la douve de Retord étaient perdus. À partir de ces nouvelles positions, les Allemands faisaient aussitôt donner les mitrailleuses et les mortiers pour repousser le 8è Cuir au-delà de la Michelais des Marais et de la route du Clion. On commençait à évacuer Chauvé en désordre.

Il faut dire ici un mot du sort de La Sicaudais. Pour son malheur pendant ces cinq années de guerre, ce petit bourg se trouva à un point stratégique. À mi-chemin entre Nantes et la mer, et sur une des routes permettant de rejoindre Saint-Nazaire par le bac de Mindin ; adossé à l'est à la forêt de Princé et aux grands marais de Vue ; donnant à l'ouest sur un bocage semi-ouvert parcouru d'une multitude de chemins et de routes, truffé de taillis, de ruisseaux et de marécages. Ajouter la présence d'une colline de cote 43, dominée par une église à clocher, par deux villages perchés – la Roulais et la Claverie – et par un grand moulin rebaptisé cote 40 par les soldats ; autant de postes d'observation dominant les campagnes et permettant de surveiller jusqu'au trafic des bateaux sur la Loire. Et là où on installe un guetteur, on installe aussi un nid de mitrailleuse ou une batterie de canons. Ajouter la voie ferrée en provenance de Nantes, permettant un flux alterné d'hommes, d'armes, de matériaux et de marchandises en provenance de la France entière.

Sans doute faut-il voir dans ce hasard géographique, une des explications de l'interminable tension qui y régna jusqu'au dernier jour. Dernier bourg français évacué, c'est ici en effet que s'éteignirent les derniers feux de la dernière guerre européenne. Ici aussi que se réglèrent, au fond du ravin du Pas Morin, les derniers détails de la reddition de la dernière poche allemande. Et sans doute, n'y avait-il pas meilleur emplacement symbolique que cette butte de la Malpointe où étaient tombés quatre courageux FFI, pour inaugurer à l'été 46 le « Monument de la poche sud de Saint-Nazaire » !

Alors que la Sicaudais était prise et l'important carrefour de la Feuillardais menacé, le 7è bataillon du 125è RI et le 8è Cuir tentaient de se maintenir sur la route du Poirier et d'Arthon pour interdire l'accès à la Forêt de Princé. À 16 heures Besnier donnait l'ordre de dégager la Feuillardais prise sous le feu d'une mitrailleuse lourde puis d'arroser d'obus de mortiers la cote 30, la Bunière et les Landes Fleuries. Les Allemands répliquaient avec des obus de 77

tandis qu'un escadron du 8è Cuir prenait position aux abords de la gare. On entendait désormais du 88 et du 105. Malgré un déséquilibre patent, on s'accrochait encore mais pour combien de temps ? Si ça craquait, c'est la route de Nantes qui était ouverte. L'ennemi, appuyé désormais sur Frossay, la Sicaudais et Chauvé s'était infiltré partout. Les FFI soumis à de violents tirs de mortier étaient contraints de se replier vers le sud, acculés au canal de Haute Perche ([47]) . Après la guerre des moulins, celle des ruisseaux. !

Alors que les Nantais s'apprêtaient à réveillonner dans l'indifférence quasi générale à ces événements, les états-majors commençaient à s'interroger sur les enjeux de cette attaque. S'agissait-il pour l'ennemi de se donner de l'espace, de conquérir de nouvelles zones de pillage ou de reprendre Nantes ? On s'inquiéta un moment de la concomitance de cette offensive avec celle des Ardennes. La propagande allemande ne perdait pas une occasion de rappeler l'importance du maintien de ses forces dans les poches de l'Atlantique et les îles anglo-normandes. Dans le journal de la garnison de Saint-Nazaire Die Festung, les derniers dévots du Führer trouvaient encore à s'illusionner par les promesses des armes secrètes... Mais peut-être faut-il resituer cette offensive dans le cadre général de la guerre, ce qui permettra sans doute de relativiser son importance stratégique ?

Sur les frontières de l'Est, l'offensive alliée marquait le pas. Au mois de septembre, l'audacieux Monty avait cru pouvoir s'ouvrir les grandes plaines du Nord de l'Allemagne en faisant l'économie d'une lutte frontale sur la Meuse et le Rhin mais, après trois jours de combats, le parachutage de trois divisions aéroportées sur Arnhem fut un échec. Alors que les troupes britanniques piétinaient sur la Meuse, l'offensive alliée reprit de part et d'autre des Ardennes. Après Aix-la-Chapelle, première grande ville allemande à tomber, les Américains prenaient Metz tandis que la 1ère armée française atteignait le Rhin le 20 novembre et que la 2è DB hissait le drapeau tricolore sur la cathédrale de Strasbourg, le 23. Mais la Wehrmacht s'accrochait dans les Vosges et, profitant de l'étirement des lignes américaines, contre-attaqua le 16 décembre. L'objectif d'Hitler était tout bonnement la réédition de l'encerclement de Dunkerque en 40. En mettant le cap sur le port d'Anvers, il comptait engluer les armées anglo-canadiennes dans les polders du Nord de la Hollande. S'il réussissait, l'offensive alliée serait retardée de plusieurs mois, l'ouest du Reich momentanément préservé... Et la mise au point des armes secrètes viendrait alors rétablir la situation !

L'offensive des Ardennes menée par le vieux maréchal von Rundstedt avait bénéficié d'un effet de surprise total, favorisé par un temps exécrable interdisant momentanément le ciel à l'aviation. Pourtant, le manque d'essence et une logistique défaillante ne lui permettraient pas de pousser rapidement l'avantage vers le nord. Le 19 décembre, il était encore à vingt-cinq kilomètres de Liège et allait devoir affronter le hérisson américain de Bastogne. Le ciel se dégagea alors opportunément pour permettre à l'aviation alliée de matraquer les forces d'encerclement qui levaient le siège de Bastogne le 27 décembre. Alors que la grande offensive soviétique de l'hiver 44 commençait à se déployer, la Wehrmacht venait d'user ses dernières réserves stratégiques à l'ouest et dut se résoudre à un combat de recul sur tous les fronts.

[47] - ***Sur un arc reliant la Feuillardais et le Poirier à la Basse-Chanterie***

Ces développements mouvementés étaient connus des militaires gardant la Poche, et l'issue de la bataille devant Bastogne était attendue avec angoisse. Difficile d'apprécier quels liens on établissait à l'époque entre cette offensive de la dernière chance et la poussée allemande vers la Sicaudais et Chauvé ? Certains stratèges se sont plu à imaginer d'étroites connexions stratégiques ! Toujours est-il qu'après une période initiale de flottement, voire de panique dans certains secteurs, on vit vu Besnier, Mazarguil, Colomb ou Sommet réagir avec vigueur et entraîner leurs escadrons derrière eux, malgré la faiblesse de leurs moyens d'artillerie. La défense de la Feuillardais, du moulin de la cote 40 et des accès à la forêt de Princé reprirent de plus belle. Le 22 décembre, le troisième escadron du 8è Cuir du lieutenant La Fayette, appuyé par une automitrailleuse du 1er GMR contre-attaqua sur le petit bourg. Il était en effet insupportable à ces hommes de voir investis les postes et les fortins qu'ils occupaient depuis des mois. En fin d'après-midi, nouveau duel incertain. Le soir, on se battait sur la place de l'église de Chauvé, à la mitraillette et à la grenade et, au matin suivant, chacun se demandait qui scrutait la campagne du haut du clocher ?

Toute la journée du 23 décembre 1944, les canons allemands avancés à la Chanterie bombardèrent les abords de Chauvé. Besnier déplaçait rapidement ses canons auto-portés qu'il faisait tonner sans relâche, tablant sur l'effet psychologique d'une aussi impressionnante couverture feu ! On aurait même reçu le renfort de quelques auto-mitrailleuses américaines et canons de 75 français. Après un pilonnage intensif, on vit déguerpir les occupants de la dernière position menaçante aux Landes Fleuries. Prélude à l'apaisement sur l'ensemble du front. Les pertes allemandes restent inconnues, celles des FFI s'élevèrent à au moins dix tués et une quarantaine de blessés. Aucune victime à déplorer dans les escadrons Besnier qui s'étaient portés au feu sans discontinuer.

À la veille de Noël, pendant que se poursuivait l'évacuation de Chauvé, les Allemands qui avaient renoncé à passer le réveillon à Nantes comme ils s'en étaient vantés, distribuèrent encore quelques salves pour saluer la réinstallation du 8è Cuir à Chauvé et Haute Perche. Les jours suivants, les canons de 50 et les mortiers du 1er GMR battirent le pont du Clion où plusieurs Allemands furent tués ou blessés, en même temps que des civils français.

Sur le front est de la Poche, même désolation. Les Allemands s'étaient avancés sans coup férir sur une ligne allant du Migron à la Sicaudais, contournant même le marais le long du canal de la Martinière, jusqu'au pont - barrage des Champs Neufs. Ayant fermé les lignes d'infiltration entre Frossay, la prairie de Tenue et le marais de Vue et pris possession de toutes les hauteurs qui dominaient l'Île Adet, ils se trouvaient désormais à portée de canons de la tour de Buzay où étaient retranchés les FFI. Leurs batteries des Pins et de la Ville Aubert allaient pouvoir tonner, entraînant la riposte approximative des canons américains du Nord-Loire. Une trentaine de villages risquaient d'être pris sous le feu, à qui on enjoignit de déguerpir. Certains n'avaient pas attendu et avaient déjà commencé le transfert des biens vers Vue, le Pellerin ou Saint-Hilaire-de-Chaléons. Mais quand on voulut revenir chercher le reste, les lignes avaient bougé et on se retrouva condamnés à rester « en France » ! Les voisins soigneraient les bêtes !

Après la guerre, des officiers allemands tenteraient de ramener à de plus justes proportions les enjeux réels de cette offensive. Le général Huenten prétendrait n'avoir jamais projeté autre chose que la mainmise sur ces « quatre-vingt kilomètres carrés » de territoires

supplémentaires, d'ailleurs conquis dès le premier jour... Il s'agissait donc essentiellement de récupérer des stocks de nourriture. Il énumérait la prise de nombreuses armes d'infanterie, d'une voiture blindée, de deux automobiles, d'une motocyclette, de machines agricoles... et d'un troupeau. Il ne reconnaissait que deux morts et dix blessés dans ses rangs ! On s'accordera avec le général Huenten sur les quatre-vingt kilomètres carrés ; pour le reste, au vu de la vigueur des engagements et de la quantité de ferraille et de poudre échangée pendant ces quelques jours, il s'agit de déclarations pour le moins fantaisistes sur le bilan des pertes. Un autre officier subalterne, le lieutenant Winter ([48]), viendrait pourtant en 1985 confirmer le propos de son supérieur

« Le 21 décembre, l'attaque vers la Sicaudais ne fut pas lancée par deux régiments mais seulement par notre bataillon Brinkmaïer, avec trois compagnies renforcées par deux petits canons antichar et deux canons antiaériens. Nos pertes n'ont jamais été de cinquante morts ; il n'y a eu qu'un tué, le Gefreiter Personn et quelques blessés... La Sicaudais était le but limité de notre attaque et pas plus loin. Jamais nous n'avons voulu gagner Nantes où nous réunir avec les troupes des Ardennes. Pour cela, nous n'avions pas de matériel, pas de chars, pas de voitures, pas d'essence. Nos attaques, commandées par le FestungsKommandant General Junck à Saint-Nazaire n'avaient comme objectif que d'augmenter la région d'alimentation de la Poche, comme lors de la prise de Frossay et du Migron le 15 octobre 44 ».

Réquisitions et rationnement.
Le rôle du « gouverneur » Bouhard

« ***Pour nous tous, responsables des Français, de ce côté-ci de la barrière, il s'agit de tenir. Il y a des exigences françaises mais il y a aussi des exigences allemandes et qui sont lourdes. Si l'on oppose un train-train de fonctionnaires à la fougue des guerriers qui ont des besoins importants et qui voudront qu'ils soient entièrement satisfaits, c'est la misère des nôtres qui est en perspective. C'est une véritable course de vitesse que nous engageons et nous demande de voir l'essentiel, de manifester de l'unité de vue et surtout de l'action. Je ne le répéterai jamais assez : agir et faire resteront l'apanage des chefs. Votre lieutenant.*** »

Voilà un bon résumé des obligations et de la méthode du lieutenant Marcel Bouhard. Mais avant d'entrer dans le détail de la fragile mécanique du ravitaillement, il faut d'abord rappeler qui se trouvait « de ce côté-ci de la barrière ». Le 31 janvier 45, on estimait la population de l'ensemble de la Poche à environ 122 000 civils ([49]) ... Auxquels il fallait toujours ajouter les 28 000 soldats allemands. Dans les onze communes de la Poche sud, c'était 22 000 civils mêlés à 9 000 soldats allemands ; autrement dit, presque un sur trois des ventres à nourrir était allemand. Parmi les civils, un sur quatre était cultivateur et c'est bien entendu sur les épaules de ces derniers que reposait l'essentiel de l'effort d'avitaillement de cet îlot oublié. Il s'agissait donc pour Bouhard de ne pas attendre les exigences allemandes pour prendre les initiatives qui permettraient de satisfaire en priorité les besoins élémentaires des « Français ». Si l'on songe à la dureté des temps, à la pression permanente exercée à la fois par l'occupant, les

---

[48] - ***Le lieutenant Winter appartenait au bataillon Brinkmaïer cantonné au village du Bois Hamon, à La Sicaudais, et c'est dans une lettre adressée à François Baconnais du Bois Hamon, qu'il fait ces révélations.***

[49] - ***Soit plus d'un cinquième de la population totale du département qui comptait 665 000 habitants en mars 46 (chiffre quasiment constant depuis le début du siècle).***

civils affamés et les forces de siège, on sera frappé par les qualités de commandement, les dons d'organisateur, la finesse politique de ce jeune lieutenant de gendarmerie.

Comme dans toute la France occupée, le système D permettait depuis quatre ans de rapetasser le quotidien, de pallier les manques alimentaires ou en équipement de première nécessité. Qu'un camion Todt perde une palanquée de madriers ou de fer à béton dans un virage, ce n'était pas perdu pour tout le monde ; tout était planqué dans la demi-heure dans une haie, repris par d'autres, porté plus loin... Et repéré par les Allemands qui récupéraient ce qu'ils pouvaient. En dehors de la réquisition des produits de base - qui s'imposait et ne se discutait pas - la collaboration alimentaire connaissait ses turpitudes, ses petites et grandes lâchetés et ses nécessités. On ne pouvait cacher les poules, il y avait donc des œufs. L'ennemi en était friand et les volait, ou même, si l'envie d'omelette était trop forte, il forçait la porte de la cuisine pour battre sa brouillade et la passer à la poêle sous l'œil courroucé de la fermière. Dans certaines fermes, l'Allemand n'aurait rien - sauf si on avait le fusil sous le menton - mais une présence allemande de si forte densité contraignait forcément aux concessions. Parfois même - surtout près des grandes zones de cantonnement - on réservait le meilleur à l'occupant. Idem chez les commerçants. Si on laissait s'installer la loi de l'offre et de la demande de façon sauvage, il était bien évident que le meilleur irait à celui qui payait le mieux et/ou à celui qui portait une arme au ceinturon. Or, la masse des chômeurs, des réfugiés et des pauvres était considérable ; si une régulation ne se mettait pas en place du côté des populations civiles, les plus fragiles allaient trinquer et ni les mairies ni la Croix-Rouge ne suffiraient à colmater les brèches.

La pénurie et le rationnement débordaient largement les problèmes de l'alimentation et touchaient tout l'environnement humain. On en trouve une illustration dans ce poème intitulé « Ayez pitié des maires » présentant un tableau quasi exhaustif des récriminations et des sujets de tension qu'un maire devait tenter quotidiennement d'apaiser.

Si y'a pas d'sucr' et pas d'café
pas d'saccharine, pas d'chicorée
pas de vermicelles et pas de nouilles
pas de saucisses et pas d'andouilles
pas de boudin et chez Chiron
pas d'saucisson ni d'jambon
chez Cadier, pas de morue
pas d'raie bouclée et pas d'merlu
pas de hareng et pas d'maquereau
et chez Maillot pas de journaux
pas de tabac, pas de cigarettes
pas de briquets, pas d'allumettes
pas de gâteaux, pas d'chocolat,
pas de fromage au Caiffa
Si y'a pas d'œufs chez Bahurel
aux Docks, pas d'eau d'Javel
que voulez-vous, y'a rien à faire
tout ça c'est d'la faute à not'maire.

Les Allemands eux-mêmes, conscients de l'extrême précarité de la situation, prirent une mesure de sagesse élémentaire interdisant aux soldats de se ravitailler directement dans les boutiques - en viande, charcuterie et produits alimentaires. C'est donc dans les fermes qu'étaient réquisitionné le bétail sur pied, mais aussi le beurre, le pinard, les patates... M. de Kersabiec, chargé du ravitaillement pour le canton de Saint-Père-en-Retz avait été convoqué à la Kommandantur où il plaida avec bon sens : « ***Plutôt que de casser les portes des Français, il serait préférable de partager ce qui se mange*** » ! Pourtant, ni de Kersabiec, ni Bouhard ni les maires n'avaient le pouvoir de peser sur les règles de réquisition allemandes - sinon à la marge, quand les abus étaient trop flagrants et risquaient d'assécher totalement l'offre et de s'avérer néfastes pour tout le monde - mais il leur fallait néanmoins organiser le ravitaillement des populations qui n'avaient pas la chance de vivre dans une ferme. Mission apparemment impossible où nous allons voir se révéler les vertus du système Bouhard.

En organisant de façon rigoureuse les réquisitions, en taxant les produits de base et de première nécessité, jusqu'à la chopine dans les cafés, en luttant contre les excès du marché noir, en distribuant les allumettes à l'unité près, en faisant peser une surveillance constante sur les bouchers et les boulangers, le gendarme Bouhard - qui avait rang de sous-préfet de la Poche sud - se posa face à l'occupant comme un véritable gouverneur, soucieux de faire respecter les intérêts des populations qu'il administrait, et garant en même temps d'une discipline collective ménageant les intérêts matériels des cantonnements allemands et les susceptibilités des Kommandanturs. Pour faire respecter ses directives, il pouvait compter en mars 45, sur cinq adjudants, deux maréchaux des logis et trente-quatre gendarmes. Dans ses bulletins de liaison quasi hebdomadaires, complétés de notes de circonstance au fil des obligations de l'heure, on relève donc un catalogue d'arrêts, de consignes et de remarques qui en disent long sur la variété des problèmes à résoudre.

En novembre 44, après un exposé de M. de Kersabiec faisant état des exigences allemandes - s'élevant pour le mois à 500 quintaux de blé, 20 tonnes de paille et 25 tonnes de foin pour l'ensemble de la zone sud - Marcel Bouhard prenait la parole ([50]) :

« Les déclarations de récolte de vin devront être terminées pour le 15 novembre. Passée cette date je ferai effectuer des contrôles et sondages ; ceux qui auront omis de faire des déclarations ou en auront fait de fausses le regretteront sans doute mais il sera trop tard. »…

…« Les meuniers doivent se considérer comme de véritables requis au profit du ravitaillement général. Pas un gramme de farine sortant de leur moulin ne doivent avoir d'autre destination que la boulangerie. Des ordres seront donnés à la gendarmerie pour contrôler aux alentours des moulins… Frossay donne un bel exemple de débrouillardise : 65 quintaux de farine en une semaine avec un concasseur que font tourner sans arrêt et à tour de rôle tous les habitants du bourg - 16 quintaux au moulin Guichard pendant le même temps ! Le problème de la farine à été résolu à Frossay. On a même de l'excédent. Voilà qui est bien. »

[50] ***–Archives communales de Saint-Père-en-Retz, section H2, comme tous les procès-verbaux des réunions dirigées par Bouhard à Saint-Père-en-Retz utilisés dans cet ouvrage.***

... « Il est possible que très bientôt je fasse un réajustement du prix de la viande en considérant d'une part qu'il y a lieu de procéder à quelques réajustements sur les morceaux de luxe qui sont vendus au même tarif que des morceaux de moindre qualité et que d'autre part, il y a lieu de maintenir la plupart des prix pour rendre accessible à tous l'achat de viande en quantité suffisante. »

... « Le stock familial de pommes de terre est constitué à peu près partout. Saint-Brévin s'en occupe ; Paimbœuf va commencer à le recevoir lundi prochain... Revoyez encore si les réfugiés, les femmes de prisonniers ou de travailleurs en Allemagne, les familles nombreuses, les déshérités n'ont pas été oubliés. Notre préoccupation constante doit être orientée spécialement pour la satisfaction de leurs besoins. »

... « Marquer du bois, c'est bien ; le faire abattre, le rentrer débité et le distribuer c'est encore mieux. Allons vite, le froid commence à se faire sentir, vos possibilités en main-d'œuvre et en transports iront s'amenuisant... Pornic et Paimbœuf recevront du bois des communes imposées quand ces deux communes auront elles-mêmes fait l'effort demandé : 100 stères à Pornic et l'abattage des arbres du quai Eole à Paimbœuf... »

... « Une voiture ou deux vont être réquisitionnées pour transporter les malades à Nantes, la Baule et Pornic. Le personnel d'accompagnement est trouvé. Cette où ces voitures auront la mission de transporter le courrier officiel. Elles pourront également ramener des médicaments. Reste la question essence ; je compte sur votre aide et la compréhension des docteurs de la région. Je vous demande de faire savoir aux docteurs de vos communes qu'il leur est alloué théoriquement 30 litres d'essence par Nantes, qu'ils ne pourront sans doute faire prendre et par suite seront perdus. Si par votre intermédiaire, je pouvais avoir leur accord pour mettre leur allocation théorique à la disposition de la Croix-Rouge, on pourrait faire transporter nos malades, recevoir des médicaments et travailler utilement. »

La persuasion et les appels à la solidarité et au civisme ne suffisant pas toujours, Bouhard décidait encore ce jour-là la fermeture de la boucherie X à Pornic et du magasin de légumes de Mme Y à Saint-Brévin. Ce florilège de mesures serait enrichi, amendé, assorti de justifications parfois purement économiques, parfois plus psychologiques ou même idéologiques, jusqu'à la dernière semaine de l'occupation. Chaque bulletin portait en entête la maxime favorite de Bouhard : « ***Impossible, jamais*** » et était signée invariablement d'un ***« Votre lieutenant »***. Après le panorama des tâches, on découvrait dans un autre bulletin de novembre 44 quelques aspects d'une méthode alliant une grande fermeté des principes avec une grande souplesse tactique et un souci permanent de la pédagogie. Oh ! Miracle ! Les réquisitions de viande avaient dépassé les espérances.

" Chaque jour nous réserve des surprises nouvelles ; il en est une qu'il me plaît de vous signaler. Dans une commune du groupement, on a demandé cette semaine au titre de la réquisition deux vaches, quatre veaux, quatre moutons, un porc. Il s'est présenté cinq vaches, dix veaux, dix mouton, trois porcs. En outre, les rendements des bovins sont montés de 44% la première semaine à 56%, la dernière semaine. Nos braves paysans aurait-il donc tous compris dans cette commune ? J'en doute encore, mais ces résultats éloquents dépassant tous mes espoirs

tiennent aux méthodes de travail employées que je soumets à vos méditations et dont je vous demande de vous inspirer..."

Suivait l'exposé détaillé d'une méthode où la persuasion et le contact direct des maires avec leurs administrés comptait autant que la coercition et la menace - on verrait pourtant les limites d'une trop grande tolérance et Bouhard taper sur la table à plusieurs reprises pour reprendre ses troupes en main.

Ces conseils de crise hebdomadaires ne se bornaient pas à régler les problèmes de réquisition mais traitaient aussi de tous les problèmes de sécurité ou de police. Dans la même note, on sentait poindre l'inquiétude quant à la nécessité d'évacuer certaines populations trop exposées. On demandait déjà de fournir à la Croix-Rouge les premières listes d'évacués volontaires ; on déterminait un point de ralliement qui serait Saint-Père-en-Retz, on demandait aux maires de prévoir les moyens... Et on fixait même pour Frossay « ***les limites exactes du secteur, profond de un kilomètre en deçà de la ligne de feu, à évacuer éventuellement totalement*** »

Les problèmes de la viande, du pain, du vin, du bois, des fourrages et accessoirement des patates, étaient des casse-têtes permanents car il fallait rechercher constamment le point d'équilibre entre les besoins des populations - y compris des réfugiés - et les exigences allemandes. La situation de pénurie relative ajoutée à certains stockages clandestins et à des « évaporations » plus ou moins massives au profit de l'occupant ou des « margoulins » du nord favorisait une tendance constante à la hausse des prix. Il fallait donc non seulement taxer, mais aussi maintenir sans cesse les gendarmes sur les routes, menacer, punir parfois, et compter surtout sur l'intelligence et le doigté des édiles locaux.

La bonne gestion du présent ne devait pas non plus hypothéquer l'avenir ; ce qui l'amena par exemple à recommander aux paysans de garder moins de bêtes à la ferme pour permettre d'avoir des bêtes plus grasses, la nourriture faisant défaut... Mais de « ***conserver à tout prix les animaux reproducteurs et de travail ainsi que les vaches laitières*** ». Dans le même temps, on voyait le FestungKommandant, bien convaincu lui aussi que la nourriture des bêtes et des gens posait problème, édicter ses propres règlements sur le nourrissage des veaux... Ainsi, le 19 décembre 44 - en même temps qu'il mettait la dernière main à son dispositif d'attaque du lendemain ! - il pondait une circulaire où il rappelait que « ***les veaux au-dessus de quatre semaines devaient être nourris avec du lait seulement écrémé*** »... sinon ils seraient « ***confisqués et transmis à l'intendance*** »...

On imagine la difficulté pour le paysan de tenir un cap au milieu de ces tirs croisés. Après avoir rappelé que l'abattage clandestin, particulièrement celui des veaux, serait sévèrement puni, Bouhard se permettait alors un développement bien instructif sur une des causes de la pénurie et de l'inflation des prix de la viande :

" ***Nous vivons actuellement une crise de la viande, au point de vue de la quantité et au point de vue du prix d'achat. Ceci tient vraisemblablement à l'attraction du nord de la Loire où malgré l'interdiction de passer des denrées ou animaux par le bac de Mindin, des fuites***

certaines existent et principalement depuis le 15 janvier 1945. Une surveillance étroite va désormais s'exercer de Paimbœuf à Saint-Brévin. "

"***À côté de la question des prix, une deuxième question importante est celle de la débauche de la viande. Des personnes achètent pour le compte des Allemands, vraisemblablement dans toutes les boucheries de leur commune, successivement, et vont ensuite dans les communes avoisinantes pour compléter la rafle. Un terme à ces manœuvres s'impose pour que les prix d'achat soient respectés et que les fuites de viande disparaissent. Il a été décidé de revenir pour toute notre zone sud au système de la réquisition par le ravitaillement général et aux inscriptions obligatoires dans sa boucherie... On a tablé sur la base de 500 grammes par personnes, ce qui représente 22 tonnes de vif environ...*** "

Une première réquisition générale était prévue à Saint-Père-en-Retz le 14 février 45 à 10 heures. Mais de Kersabiec et les maires redoutèrent que cette mesure fût inapplicable. Comment transporter autant de bêtes sur pied vers un seul centre d'abattage et renvoyer ensuite la viande vers autant de détaillants ? Aussitôt, Bouhard corrigea le tir et organisa la réquisition par commune. Ce qui comptait c'était de « mettre tout en œuvre pour que la perturbation créée par les margoulins du Nord soit enrayée dans les plus brefs délais aux fins que nous revenions à un système plus libéral ». Et petit rappel de précaution : l'abattage familial des moutons et des porcs était toujours permis, mais celui des bovins serait puni d'une amende de 50 000 francs !

Lors de la réunion du 21 mars 45, il complèterait le dispositif en demandant aux maires de procéder à un contrôle nominatif exact de leur population, y compris les réfugiés, de façon à organiser une « ***répartition et une distribution équitable*** » malgré les mouvements de population, et à présenter à la Croix-Rouge un tableau le plus précis possible des besoins et des manques. « ***Je tiens essentiellement à ce que nous montrions à ceux qui viennent pour nous aider qu'ici, dans le sud, il y a de l'organisation et de la discipline*** » ! À la lecture de cette note, Melle Demée ne pourrait que rosir de contentement. Pourtant le 21 mars 1945, Bouhard s'adapta à nouveau aux circonstances, eut égard à la razzia exceptionnelle de l'occupant :

« ***Les exigences allemandes sont actuellement très fortes. Le relevé des impositions du 2 au 20 mars accuse 437 animaux. À cette cadence, il est évident qu'il n'y en a pas pour longtemps pour mettre notre cheptel à zéro. Je demande à ce sujet au sous-préfet d'intervenir. Suivant leur désir, les bouchers de Pornic et de Sainte-Marie sont autorisés à acheter dans une zone qui leur est exclusivement réservée et ainsi délimitée : communes de Chauvé, du Clion et de Sainte-Marie. J'autorise le fonctionnement d'une commission dans ce secteur sous la direction effective des maires intéressés. Je donne là une preuve de l'élasticité du système de Paimbœuf qui s'adapte sans cesse aux circonstances.*** »

L'adaptation à une économie de guerre irait même, le 18 avril 45, jusqu'à envisager l'abattage de « 18 bêtes sauvages restant encore sur les îles » au profit de Paimbœuf et de Saint-Brévin, s'il obtenait l'autorisation des Allemands ! Il s'agissait de vaches abandonnées sur les îles de la Maréchale qui seraient effectivement abattues. Enfin, le 24 avril, il décida de laisser à nouveau carte blanche à ses maires pour gérer les derniers jours sombres qui les attendaient. Comme s'il souhaitait par ce soudain assouplissement de signifier aux maires, aux bouchers,

aux cultivateurs et à tous les affamés de la Poche sud que de toute façon on n'allait pas tarder à arriver au port et qu'il n'y avait plus de raison de monter une garde aussi sévère devant les dernières réserves de soute.

« ... ***Je vous ai donné les chiffres des ponctions allemandes depuis un mois et demi et les chiffres des animaux qui ont été utilisés en boucherie. Nous arrivons pour les bovins au chiffre impressionnant de 920, ce qui donne une cadence mensuelle de 600... Je laisse toute latitude aux maires pour fixer chaque semaine deux jours d'abattage. Prière toutefois d'en aviser le commandant de brigade de votre circonscription.*** »

La « guerre du lait » ne demandait pas moins d'intelligence tactique. Il fallut d'abord trouver des pneus pour le camion électrique de la laiterie de Saint-Père-en-Retz ! En effet, Francis Fillaud avait prévenu le 29 janvier 44 que « ***n'ayant plus de pneu de secours et les autres étant en très mauvais état, il cesserait toute livraison de lait sur Saint-Brévin au 1er février*** ». Solution trouvée le 7 février : Monsieur Manceau, commerçant à Saint-Brévin-l'Océan, voulait bien prêter sa camionnette. Satisfaction générale, sauf toutefois pour le ramassage dominical car le collecteur se réservait le jour du Seigneur pour son propre commerce ; ce qui fit dire au directeur du ravitaillement que cette « ***carence dominicale lui valait des doléances de plus en plus acerbes des mères de famille*** » et qu'il estimait cette plainte d'autant plus justifiée qu'en raison de l'afflux des réfugiés, « ***la commune de Saint-Brévin comptait actuellement plus de 8 000 habitants, en majorité ouvrière*** » ! Mais le 19 octobre 44, patatras ! Les pneus allaient rendre l'âme. Le directeur du ravitaillement s'alarma... « ***J'estime qu'il y a urgence à donner satisfaction à M. Manceau sous peine de voir à brève échéance le ravitaillement compromis.*** » Le chef de district du ravitaillement général de la préfecture signa le bon de pneus.

Vaille que vaille, on assurait donc le ramassage et la distribution, mais encore fallait-il collecter des quantités permettant de couvrir la demande, en particulier pour les enfants. Or, dès l'été 44, on constatait une baisse inquiétante des fournitures. Alors que la taxe par jour et par vache avait été fixée à un demi litre, un nombre croissant de producteurs renâclait à fournir son quantum. L'affaire était grave car la contagion risquait de gagner. Le 31 juillet 44, le maire de Saint-Brévin décida une tournée d'inspection en compagnie du chef de district. En une journée, ils visitèrent trente fermes, obtenant 205 litres de lait, mais le lendemain, le collecteur Manceau ne ramassait que 148 litres, malgré les promesses faites la veille. Le chef de district avait relevé le nom des défaillants et voulut leur infliger des sanctions... « ***Sinon nous n'aurons plus de lait du tout avant quinze jours. En fait, beaucoup de cultivateurs préfèrent continuer à fournir du beurre car ils conservent le petit lait pour nourrir leurs cochons. C'est incroyable ce que l'on découvre de portées de petits cochons dans une tournée comme j'en ai fait une hier. Tout le monde en a et si le lait demandé est livré, tous ces petits cochons vont crever ; et on les vend actuellement 2 500 francs pièce.*** »

On percevait bien la nature du conflit d'intérêt entre la bonne alimentation des petits enfants et celle des petits cochons mais comment le résoudre sans se mettre à dos tous les cultivateurs ? De guerre lasse, il fallut se tourner vers la gendarmerie. Monsieur Huger, le maire s'adressa donc, en premier échelon, à l'adjudant local :

« ***Monsieur l'adjudant de gendarmerie de Saint-Brévin, il est bien certain que les impositions ayant été faites en août sont trop élevés en ce moment par suite de l'état de gestation actuelle des vaches laitières. On se rend compte aisément qu'il y a entente entre la plupart des différents producteurs pour ne pas fournir de lait à la collecte. Il importe de déjouer cette collusion. Convoquer les intéressés pour leur demander des explications ne servirait à rien et le meilleur procédé à employer à mon avis serait un contrôle inopiné de la traite du matin dans quelques exploitations. Les résultats reconnus permettraient d'imposer une fourniture en toute connaissance de cause et si cette fourniture n'est pas effectuée, le défaillant serait signalé au lieutenant de gendarmerie, en vue d'une sanction sévère. Je vous demande de me faire connaître si vous disposez des moyens nécessaires pour le faire.*** »

Suivait une liste de onze contrevenants qui pour une imposition globale de 96 litres en avaient fourni seulement 9 ! Et comme il fallait mettre sous le nez du lieutenant Bouhard des exemples précis, on choisit même un cas édifiant :

« ***Monsieur B, cultivateur à X, a été imposé pour 8 litres de lait à fournir tous les jours à la traite du matin. Jusqu'à ce jour, il n'a encore rien fourni ; il a été convoqué à la mairie pour s'expliquer mais il n'a pas daigné se déranger. C'est un exemple déplorable pour les autres cultivateurs qui déclarent que puisque que Monsieur B ne livre pas de lait, ils vont de leur côté cessé d'en livrer. J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire procéder à une enquête d'urgence afin de savoir si les motifs invoqués par Monsieur B sont de nature à l'exonérer de tout ou partie de son imposition. Si l'enquête démontre la mauvaise volonté de Monsieur B, je vous demande de lui dresser une contravention pour ne pas s'être conformé à l'arrêté municipa***l ».>

Bouhard conseilla l'apaisement et au mois de septembre, on fit un rectificatif pour les contrevenants dont la réquisition fut ramenée de 8 litres en moyenne à 2 litres.

Le blé - et par conséquent la farine et le pain - était aussi l'objet de toutes les convoitises et de toutes les spéculations, au point même que bien après la guerre et jusqu'en 1948, on parlerait encore de « guerre du pain ». Des cultivateurs furent requis chaque semaine pour transporter blé et farine entre les moulins et les boulangeries. Ainsi à Saint-Brévin, le 18 septembre 1944, envoya-t-on, nantis d'un Ausweiss, les cultivateurs Guitteny, Gautreau, Le Blanc et Normand à la minoterie Landreau du Clion, pour en ramener avec leurs propres attelages, trente balles de farine à livrer chez les six boulangers de Saint-Brévin ([51]). La semaine suivante, on en enverrait quatre autres.

À partir du 6 février 45, une embellie permit d'abaisser le blutage de 98% à 92% et on s'efforça de constituer un petit stock de farine dans chaque boulangerie. La Sicaudais, contrainte de par sa situation d'avant-poste soumis à des combats quotidiens, de s'approvisionner en farine à Frossay, envoya en contrepartie le blé et le bois nécessaires. Le moulin Bichon, de la Plaine,

---

[51] - ***7 balles chez Plaire, 7 chez Truttaud, 3 chez Baconnais, 4 chez Jarniou, 5 chez Lacroix et 4 chez Tallois. Les requis étaient dédommagés de 50 francs par balle transportée. Le 1er février 45, Bouhard était contraint de porter ce dédommagement à 65 francs pour compenser l'augmentation du prix du bois fourni aux meuniers par les cultivateurs et il supprimait le portage du pain, sauf dans les dépôts principaux.***

fut encouragé par Bouhard « à voir plus grand et à mettre tout en œuvre pour accroître son rendement ». Le moulin Barreau approvisionnait Saint-Père et Saint-Viaud et constituait des stocks de farine pour Paimbœuf, Frossay et la Sicaudais où les concasseurs constituaient un appoint non négligeable mais dont le produit n'était pas fameux. Dès que Barreau disposait d'une quarantaine de balles d'avance, il prévenait Bouhard qui lui envoyait le camion du ravitaillement et allait livrer cette farine destinée à être mélangée avec la farine des concasseurs. Lorsque le 10 février, on signala à Bouhard que certain meuniers ne pouvaient tourner, faute de blé, sa réaction fut immédiate :

« ***Voilà qui m'étonne beaucoup. Pour l'approvisionnement en blé, j'apporte des modifications suivantes : la Sicaudais approvisionnera Frossay lorsque la Sicaudais recevra de la farine de Frossay. Le moulin Clavier sera approvisionné par moitié par Saint-Père et Sainte-Marie, le moulin Bichon par la Plaine... Mettez tout en œuvre pour que ça tourne au maximum. Il y a encore du blé. C'est donc en définitive une question de transport et d'organisation que vous saurez résoudre*** ».

On croirait Bonaparte répartissant ses régiments pour la bataille. Lorsque le 27 Février 1945, les impositions allemandes semblèrent diminuer et passèrent de 100 tonnes de blé à 80 tonnes par mois, il ne s'en laissa pas compter et repartit aussitôt à l'assaut des spéculateurs :

« ***Les déclarations de récolte seront collectées dans le courant de semaine par M Chupin, aux fins de nous permettre de savoir où on en est dans cette question. Des vérifications seront faites dans les fermes par les soins de la gendarmerie et des chefs de district. Les fermiers qui n'auront pas fait leurs déclarations subiront un inventaire en règle pour ne pas avoir obtempéré à des ordres émanant de l'autorité française et pour des besoins exclusivement français. Je l'ai suffisamment dit et répété pour que tous le sachent bien.*** »

À partir du 1er mars 45, il se livra à une vérification des stocks des boulangeries et procéda à une nouvelle inscription de tous les consommateurs. Il annonça que les boulangeries seraient désormais spécialement contrôlées par les deux brigades économiques de Saint-Père et de Paimbœuf et par MM Le Mentec et Chupin qui lui renverraient chaque mois les bordereaux non explicites ou douteux, accompagnés d'un rapport détaillé. « ***M. Chupin aura soin de mentionner les erreurs commises, en particulier celles, volontaires, et me fera des propositions de sanctions.*** » C'est ainsi que la boulangerie D serait fermée pour deux mois à partir du 1er mars pour fabrication de gâteaux, et que les boulangeries de la commune de X seraient sévèrement sanctionnées « ***pour indiscipline grave risquant de compromettre le ravitaillement en pain de la population.*** » Des attributions précises de communes et de boulangeries furent décidées pour chaque meunier ([52]) ... De temps en temps, il fallait encore élever la voix et remettre au pas meuniers, boulangers et transporteurs ; ainsi le 16 mars 45, Bouhard dut reprendre la main et envoyer cette missive au maire de Saint-Père-en-Retz :

---

[52] -***Le meunier Barreau fournirait de la farine à Paimbœuf, la Sicaudais, Saint-Père et Saint-Viaud en complément du moulin de la Ramée ; le Tabier fournirait Pornic et Sainte-Marie ; Bichon fournirait la Plaine et Préfailles ; Moreau fournirait Saint-Michel, Tharon... et le complément de Saint-Brévin où Crespin et Piesseau ne suffisaient pas à la tâche ; pour Frossay, Guignard suffirait. Les concasseurs de Paimbœuf et Frossay devaient tourner à plein. Le moulin Piesseau était alimenté en bois par Saint-Brévin et en blé par Saint-Père...***

« ***J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire envoyer à partir de mardi prochain du blé au moulin du Tabier qui est dépanné théoriquement jusqu'à mercredi prochain. Vous ferez porter à partir du 20 mars du blé chez Moreau, à la cadence de 15 quintaux par jour. En outre, j'ai l'honneur de vous faire remarquer que vous avez reçu l'ordre de faire livrer du blé au moulin Piesseau qui en attend toujours. Je ne veux pas savoir s'il existe des polémiques entre les transporteurs O et A. Je ne connais-moi qu'un responsable, le maire de chaque commune. Vous voudrez bien faire activer la fourniture du blé chez Piesseau car autrement dans quelques jours, Saint-Brévin est en panne.*** »

Les meuniers de la Poche garderaient de cette période le souvenir d'un travail harassant, quasiment jour et nuit, car à partir de la mi-juin 44, plus d'électricité. Jusqu'alors, le meunier Donatien Barreau du Moulin Neuf approvisionnait ses trois boulangers de Saint-Père-en-Retz de cent quatre-vingt quintaux de farine hebdomadaire ([53]). Il fallait désormais charger le blé du silo de la gare dans deux charrettes, courir au moulin Dousset au Clion et en ramener la farine. Dès que la saison de battage fut terminée, on installa la locomobile d'Henri Dousset au pied du moulin et on adapta courroies et poulies pour entraîner trémies, aspirateurs à poussière, épierrreuse et meules. On travaillait à quatre et on ne dormait que cinq heures par jour. Le plus dur n'était pas la meunerie mais la maintenance et le ravitaillement de la machine à vapeur. Il fallait l'abreuver sans cesse à l'eau claire qu'on allait quérir avec la tonne et le cheval ; au seau, sans grenouilles et sans lentilles. La locomobile dévora en quelques semaines les réserves de bois sec et de minette restant des battages. On se résolut alors à lui donner du bois vert. Combien de charrois amenés par exemple par les frères Bouyer qui dûrent couper à blanc les taillis de châtaignier de la Rouaudière ? Mais il fallait encore retailler et écaler tout ça en bûchettes si on ne voulait pas voir le feu s'étouffer. La machine s'essoufflait, s'encrassait ; chaque matin, il fallait ramoner les tuyaux... Pour ce seul moulin on en épuiserait trois ([54]).

À partir d'avril, plus question de changer de boulanger et plus question non plus de distraire le moindre petit sac de cinq kilos de farine pour les crêpes ou les gâteaux. Chupin, le grand commis des blés et farines avait la consigne expresse d'exercer un « ***contrôle sévère des boulangers et de rendre compte des fuites constatées*** »... Bouhard lui-même faisait des inspections surprises, bien convaincu qu' « ***il n'y a pas plus rusé qu'un meunier*** » ! Pas bien difficile de tomber sur l'aubaine permettant de remonter les bretelles à tout son petit monde... Ce jour-là, c'est une réfugiée de Saint-Brévin qui allait payer l'amende et abandonner sur place le petit sac de six kilos de farine ! Le gendarme tendit un doigt menaçant vers le meunier : « ***Je le pose là, M. Barreau. Et la prochaine fois, je veux le trouver là !*** » Il faudrait, quelques jours plus tard, courir après le soldat allemand affamé qui tentait de chiper en douce la farine à Bouhard.

Le 24 avril 45 - comme pour la viande - Bouhard lâcherait la bride, laissant toute latitude aux maires pour autoriser des ventes de pain quotidiennes. Les boulangers pourraient prendre possession de la farine qui leur revenait auprès des meuniers sur simple présentation d'un

---

[53] – ***Il travaillait avec ses deux fils Donatien et Robert et un ouvrier, Armand Bonhommeau. L'entretien annexe d'une ferme de 7 ha allait être rendu difficile par la réquition d'un des trois chevaux.***

[54] – ***Après celle d'Henri Dousset, on userait encore celle du Petit puis du Grand Syndicat.***

bon signé du maire et fixant la quantité de farine au prorata du nombre de D, E et V... de leur commune et suivant les quantités attribuées à ces catégories ([55]) , le prix à la vente étant fixé à 5 francs le kilo... Et comme il fallait aussi économiser le papier, il conclurait son ultime directive par la petite note pratique : « ***67 quintaux de farine blanche, blutée à 75 %, sont prêts chez Crespin et Barreau***. » Enfin du pain blanc ! Au moins mourrait-ton le ventre plein !

D'un seul coup d'œil, chaque commerçant ou responsable du ravitaillement pouvait reconnaître la catégorie du demandeur ou l'aliment concerné, selon la couleur du papier ou de l'encre utilisée, selon la couleur du fonds ou du texte. C'est ainsi que les « denrées diverses » étaient imprimées en bistre sur fond vert-et-orange et sur papier canari, que la viande était imprimée en bistre sur fond rouge-et-violet et sur papier bulle pour la catégorie R alors que le texte était en rouge pour les M, en violet pour les U "normal" et en vert pour les U "spécial"... ! Un artiste contemporain s'emparant de ces planches de tickets pourrait en faire un matériau pictural à la palette graphique d'une richesse infinie... Pour les tickets de pain, on avait choisi un papier blanc avec un texte en rouge-et-bleu sur fond violet... Chaque boulanger disposant d'une liste d'inscrits dans chaque catégorie ([56]) !

Mais voilà qu'à quelques jours de la Libération, le moulin Crespin devait être arrêté, que celui de Paimbœuf devait tourner au ralenti jusqu'à épuisement de ses stocks, que Piesseau devait alimenter en farine Saint-Brévin et Paimbœuf... s'il était alimenté en blé par Saint-Brévin et Corsept !... Pauvre Bouhard ! Qui pourtant n'en avait plus pour longtemps à souffler sur les ailes des moulins ! La Libération ne résoudrait pourtant pas le problème. Au contraire même, le retour progressif à une certaine loi du marché verrait refleurir la spéculation, l'inflation et la pénurie.

Le vin était aussi un enjeu de première importance. De qualité très moyenne, il n'en constituait pas moins la boisson courante - même pour les femmes et les enfants, coupé d'eau. Il était aussi, avec l'eau-de-vie, le consolateur des mauvais jours, le compagnon des nuits froides, des longues veilles dans les gourbis et les baraquements des deux camps, l'inhibiteur de trouille quand il fallait partir en patrouille ou se lancer dans une attaque. Plus encore que la viande et le pain, c'était un produit agricole à forte charge symbolique. Les caves étaient des lieux très fréquentés où s'échangeaient dans l'ombre et la sécurité, des bouteilles contre des billets mais aussi des propos et des informations en toutes langues sur le cours du monde et le grand malheur des guerres. Dans son bulletin de liaison du 18 avril 45, Bouhard révélait bien le climat de guérilla qui s'était installé autour du précieux breuvage : « ***... Je vous ai demandé de constituer un stock de vin de trois mois d'avance. Saint-Viaud est imposée de 200 barriques de vin, dont 100 pour Paimbœuf et 100 pour Pornic... Les Allemands ne peuvent acheter directement de vin dans les fermes qu'en étant en possession d'un bon du Feldkommandant Kohler. Donner à ces dernières mesures toute publicité désirable... Les Allemands viennent d'arrêter J de Saint-Michel pour leur avoir vendu 20 barriques de vin à 8 000 francs la barrique*** » !

---

[55] - ***Pour les enfants de 0 à 18 mois : 2 kilos par mois ; de 18 mois à 3 ans : 4 kilos ; les vieillards : 2 kilos.***

[56] -***Par exemple, en février 45, la famille Roland de Saint-Brévin recevait 225 g pour un V, 250 pour un A, 300 pour un T... Le boulanger Jarniou cuisait quotidiennement 201 kilos de pain pour ses 240 familles ; Tallois, 91 kilos pour 130 inscrits ; Truttaud, 164 kilos ; Plaire, 90...***

Toutes ces dispositions étaient prises dans le cadre général des réquisitions allemandes et des multiples règlements et exigences régissant les couvre-feux, les déplacements et même le calendrier et la nature des travaux agricoles. C'est ainsi que dans la semaine du 14 janvier au 20 janvier 45, la commune de Saint-Père-en-Retz dut fournir les quantités suivantes pour l'armée allemande : 10 tonnes de blé en sacs de 80 kilos et une tonne de foin à déposer chez Pitard, à Paimbœuf ; 150 kilos de beurre, chez le ramasseur Janneau à Saint-Père... Le 9 février 45, il s'agissait de livrer 10 bovins de 500 kilos chacun à la bascule de Saint-Père-en-Retz...

On constate pourtant que le département « agriculture » de la FeldKommandantur était capable comme Bouhard, de s'adapter aux circonstances ; c'est ainsi que les exigences de l'automne 44 concernant les livraisons de beurre fixées à 25 litres de lait ou 1 kilo de beurre par vache et par semaine - le produit de la première vache étant laissé au cultivateur - redescendirent au printemps suivant à 125 grammes par vache et par semaine... La punition en cas de défaillance restant identique et quasiment inapplicable - réquisition de vaches sans paiement - on avait préféré réduire les exigences plutôt que d'appliquer la sanction annoncée.

L'intrusion de l'administration allemande dans la gestion des cultures - surfaces emblavées, dates de semis, traitements, arrosages, rendements, prix à la vente - était permanente. Une note en date du 7 mai 44 prévenait même les maires de l'urgence de semer la gameline et la moutarde !... « ***Si la sécheresse était trop grande, prendre les dispositions pour arroser dès que la semence sera en terre. Quantité à semer par ha : gameline, 140 kilos ; moutarde, 16 kilos*** »... Pourtant, quelques jours plus tard, autocritique de la Kommandantur : « ***Veuillez prendre note des rectifications suivantes : gameline, quantités à semer par ha : 40 kilos et non pas 140*** » !

Il fallait aussi fixer les prix à la vente... Les patates à 110 francs les 50 kilos, les tomates à 12 francs le kilo, les pommes 1er choix, 8 francs, les oignons, 6 francs... Et il fallait encore préparer la récolte suivante. C'est ainsi que l'on vit le 20 décembre 44 le « jardinier-chef » allemand assurer le maire de Saint-Père-en-Retz et ses cultivateurs de toute sa sollicitude... tout en demandant avant le 31 décembre un état de « ***l'exacte quantité de semences de primeurs disponibles pour le printemps*** ». Discipliné, le maire fit la tournée des commerçants de Saint-Père pour dresser l'inventaire des graines de radis de Milan, carotte de Chantenay, chou pomme nantais hâtif, betterave rouge crapaudine, poireau de Carentan monstrueux, tomate Pierrette... Liste poétique et surréaliste que le zélé capitaine Bauterek aurait tout loisir de déchiffrer pendant ce long hiver qui précédait sa captivité. Il apprendrait par exemple que Saint-Père-en-Retz disposait de 185 kilos de graines de haricots verts, de 29 kilos de graines de rutabagas et de 22 kilos de graines de radis national, dont 3 kilos chez Bahuaud, 3 chez Bazureau, 2 chez Bouyer, 10 chez Rondineau et 4 chez Baconnais !

De même, avant d'accorder ses quotas de semences de pommes de terre, la Kommandantur de Saint-Brévin demanda de lui fournir la liste alphabétique des cultivateurs, les surfaces à ensemencer et les réserves disponibles... L'état fourni par la mairie de Saint-Père-en-Retz le 14 janvier 45 faisait apparaître que la moyenne des superficies s'établissait autour d'un demi-hectare et que par exemple la veuve Mellerin de la Grutière souhaitait ensemencer 0 ha 30 mais ne disposait d'aucune semence... Alors que François Huchet, à la Barraudière, disposait d'une tonne de semences. Heureux homme ! Le 2 février 45, il fut décidé que Saint-Brévin recevrait donc 3 tonnes de semences de la Sicaudais et que « Saint-Père-en-Retz devrait

s'employer à fond pour faire entrer ses impositions car il était dommage qu'une commune aussi riche ne puisse pas faire rentrer 8 tonnes de pommes de terre » ([57]) !

La convoitise des soldats allemands pour les Kartoffels était proverbiale mais au printemps 45, la fringale des réfugiés et des citadins du littoral leur imposa une concurrence qui les inquiéta. Bouhard dont le camion venait de se faire arraisonner et délester de deux tonnes de patates, s'énerva même de les voir prendre une mesure de restriction du ravitaillement des civils dans les fermes… « ***Nous ne pouvons admettre plus longtemps un tel état de choses…*** »

On reçut aussi une directive signée Emminger, interdisant « ***de donner du colza ([58]) et des navets aux animaux, ces produits étant réservés à l'alimentation humaine*** » - recommandation qui avec le recul historique prend toute sa charge dérisoire en même temps qu'elle révèle bien la grande misère alimentaire de l'heure. Le 30 avril 45, on interdit aux cultivateurs « ***de couper le blé vert pour servir de fourrage*** », ce qui accrut leur inquiétude quant au devenir ultime de ce blé si on le laissait venir à maturité… à l'été 45 !

Quant à l'ultime directive, elle manifestait une sorte d'autisme de l'administration militaire allemande, les maires étant chargés de procéder à un recensement du bétail et des volailles vivant à la date du 10 mai 45 ! « ***Des vérifications pouvaient avoir lieu sans avis préalable. Tout bétail ou toute volaille non déclaré seraient confisqués. Les listes de recensement devaient être déposées à la Kommandantur locale avant le 12 mai 45, dernier délai.*** » Ce document était signé du colonel Von Kohler « commandant de la forteresse »... qui ne disposait pourtant plus à cette date que de quelques heures pour compter les œufs dans le derrière des poules !

Outre les produits alimentaires de première nécessité, on devait gérer aussi la répartition du « superflu », comme les produits d'hygiène, les allumettes, le sucre, le tabac… Le 10 février 45, on tenait 52 paquets de 200 pastilles de saccharine à la disposition de Saint-Michel, 56 pour Saint-Brévin, 87 pour Saint-Père-en-Retz… au prix de 8,45 francs l'étui… On assurerait ensuite une livraison de bonbons puis de paquets de tabac… Le 19 février on eut droit à 7 tonnes de sucre et le 21 mars à 10,4 tonnes en provenance de Montoir, prélevées sur les trains de secours du nord… On trouverait encore au fond de la hotte du père Noël 1 500 litres d'huile de colza, quelques allumettes et quelques savons à répartir aux enfants et aux hôpitaux.

N'oublions pas le bois, seul moyen de chauffage, de cuisson et d'énergie motrice ([59]). Son abattage et sa répartition demandaient beaucoup de diplomatie et de persuasion car on ne sacrifie pas si facilement une allée d'arbres centenaires plantés par le grand-père. Pas question de laisser du bois en souffrance, au risque de le voir volé par les Allemands qui gelaient aussi dans leurs cantonnements. La note du 2 février 45 était sans appel :

---

[57] - ***À Saint-Père-en-Retz, la superficie semée en pommes de terre au printemps 45 était de 95 ha… Mais les Allemands n'en verraient pas la couleur, sauf toutefois les prisonniers !***

[58] - ***On en cultivait 5 ha à Saint-Père-en-Retz au printemps 74. Il ne s'agissait pas de le manger à l'état de fourrage mais d'en extraire de l'huile.***

[59] - ***Dans les locomobiles ou sous forme de charbon de bois dans les gazogènes.***

« ***Le bois destiné à Pornic, actuellement en souffrance à Saint-Brévin, reviendra à Paimbœuf. Les 150 stères de l'Aiguillon pour Pornic seront enlevés par le camion du ravitaillement dès que la mairie de Pornic sera en mesure de nous dire si le bois est rendu en bordure de la route. Les impositions de bois de Saint-Père, au titre de Paimbœuf, sont à reporter sur Pornic, Frossay et Saint-Viaud qui voudront bien faire activer les rentrées de bois sur Paimbœuf. Des coupes nouvelles doivent être envisagées. Je sais qu'on dit partout qu'on coupe beaucoup de bois, que les Allemands en prennent ; ça ne doit pas nous arrêter. À Terre-Neuve, au Quarteron, et bien ailleurs, il en existe encore des centaines et des centaines de stères. La consigne reste donc toujours la même : marquer et toujours faire couper du bois. Le bois restant notre seul moyen de chauffage est nécessaire à la production de la force motrice.*** »

Restait enfin les pneus, sans lesquels aucune de ces marchandises n'auraient pu circuler, sinon à dos d'homme ou par la traction animale. En 42, on comptait à Saint-Brévin 168 voitures... Renault, Citroën, Peugeot, Panhard-Levassor, Torpédos, Rosengart, Chenard-et-Walker, Hotchkiss, Hispano-Suiza… On obtint une autorisation de circuler pour 102 de ces véhicules requis par les services publics, le service médical ou sanitaire et « le ravitaillement de la population ». L'inventaire de l'état des pneus révélait que trois pneus sur quatre étaient dans un état lamentable ([60]) … Mais faute de carburant on n'aurait bientôt plus à se préoccuper de l'état des pneus ! Sauf toutefois pour le camion du ravitaillement, la voiture de la Croix-Rouge, la camionnette du laitier et quelques voitures de grossistes réquisitionnées selon les besoins des deux camps. La possession d'un vélo en bon état devint alors un signe extérieur de richesse pouvant attirer toutes les convoitises, surtout s'il était « bien chaussé ». En juin 44, le parc brévinois s'élevait à 2 163 vélos. On continuerait d'instruire la liste des demandeurs de pneus de vélo jusqu'en juillet 1947 où elle serait close à 1 740 !

La fonction la plus reconnue d'un gendarme étant tout de même d'arrêter les voleurs de bicyclettes et autres aigrefins, il fallut rouvrir une prison ! Le 5 février 45, Bouhard annonça son installation prochaine à Paimbœuf. C'est M. Lépine, de Pornichet, qui ferait fonction de juge unique, tant au civil qu'au pénal tandis que le commissaire de la Baule ferait fonction de procureur... Audiences prévues tous les quinze jours. Après le régime d'exception qu'il imposait depuis des années, il préparait l'opinion à prendre le virage républicain qui allait ramener la Poche comme le reste du pays vers l'état de droit.

Comme on l'a vu à Paimbœuf au début de cet ouvrage, Bouhard s'appuyait partout sur la Croix-Rouge qui restait un puissant rempart contre la déchéance sanitaire et alimentaire des personnes les plus fragiles. La Croix-Rouge et le secours national organisèrent des soupes populaires ; nouvellement dotés de gamelles calorifugées, les bénévoles de ces organismes firent du portage de repas chez les personnes âgées. Bouhard encouragea même le parrainage de vieillards, en précisant qu'en aucun cas, il ne fallait se substituer à la famille... « ***Attachez-vous aux vieux sans soutien qui ont des revenus inférieurs à 7 ou 800 francs par mois. Pour le financement, vous pouvez taper très utilement je crois, tous les commerçants*** ».

Le 19 février 45, il annonça que maître Paumier, de Paimbœuf, représenterait désormais le Secours National pour toute la Poche sud et il chargea l'inépuisable Melle Demée de mettre

[60] – ***68 usagés, 198 demi usagés, 107 totalement usés, 80 rechapés à neuf... et 40 à l'enveloppe inutilisable.***

sur pied un « vestiaire national de la Croix-Rouge ». Le 18 avril 45, il demanda aux maires de prendre leurs dispositions pour que la Croix-Rouge puisse assurer deux consultations de nourrissons par mois dans chaque commune de la Poche sud... Et petite douceur en des temps aussi durs : « au cours de ces consultations seraient distribuées des dragées aux femmes enceintes ou qui allaitaient ».

Une des nombreuses chansons de la Poche* évoquait la liste interminable des manques et des griefs en même temps que les espoirs d'une libération prochaine. Un des couplets faisait aussi allusion à l'aide des régions libérées :

« ***Les libérés pensen-t-à nous,***
ils nous envoient par train, pelle mêle
farine et sucre, tabac et tout. »
**** Sur l'air de Madame la marquise.***

... « Les libérés pensen-t-à nous »... Sans doute ! Mais pour certains, avec quelques arrière-pensées ? Vers la mi-avril 45, l'ouverture des stocks de sel de Guérande allait provoquer un troublant psychodrame, montrant que le climat de solidarité de la France libérée avec ceux de la Poche n'était pas aussi évident que dans la chanson. Des rumeurs nantaises prétendirent que des wagons de sel - dont les autorités des deux camps avaient autorisé la sortie hors de la Poche - avaient fait l'objet d'un marché visant à envoyer en échange des trains de nourriture aux Allemands ! Ces rumeurs totalement infondées n'impressionnèrent pas Bouhard qui reconstitua ses stocks et remit aussitôt le sel en vente libre.

Quant aux trains de charité, il n'en négligeait pas l'appoint, distribuant jusqu'au dernier savon, mais il continua jusqu'au bout de compter sur les ressources propres de son réduit... Sa note du 24 avril annonçait encore que Saint-Viaud pouvait utiliser son stock de braisette... Qu'il cherchait à récupérer 150 kilos de laine brute pour le secours national qu'il paierait 100 francs le kilo... Que les communes de la Plaine et de Tharon avaient le devoir d'alimenter toute la zone sud en asperges... Demain, nous serions peut-être tous écrabouillés sous les bombes mais les asperges de Tharon auraient été transportées à Paimbœuf !

Au fil des directives, on voyait sans cesse ressurgir un paramètre bien délicat à maîtriser et qui pourtant venait sans cesse fausser les prévisions et servit de prétexte à toutes les fraudes et spéculations de certains commerçants écoulant par la porte de derrière et à des prix incontrôlables une partie des vivres ou objets de première nécessité, prélevés sur les stocks officiels. Il s'agissait bien sûr du problème des réfugiés. De l'été 40 à l'été 45, on dût s'habituer à un flux et reflux de populations extérieures - auxquelles il fallait bien sûr ajouter la présence allemande elle-même.

Le procès-verbal de la réunion du 24 avril 45 constitue un panorama fidèle de la situation explosive que devait Bouhard à la veille de la Libération - tant au point de vue alimentaire, sanitaire que militaire - et permet de vérifier que les missions de ce « conseil des sages » étaient loin de se résumer aux problèmes d'intendance. D'abord les bonnes nouvelles : le sous-préfet de Saint-Nazaire, Benedetti - qui participait exceptionnellement à cette réunion - commença par manifester sa « satisfaction pour le travail accompli au Sud ». Cela allait même

tellement bien que lors d'une réunion à la sous-préfecture avec tous les responsables du maintien de l'ordre de l'ensemble de la Poche, il avait déjà été question d'une réorganisation territoriale de la gendarmerie, prévoyant le transfert d'une brigade du sud vers le nord ! « Mais soit, convint Bouhard, nous sommes habitués aux sacrifices, il faut que ça tourne rond ! » D'autant plus que la nouvelle administration du GPRF avait accepté de mettre la main à la poche pour payer les fonctionnaires de la zone occupée. Divine surprise, une augmentation générale était accordée à partir du 1er février 1945 et une « indemnité de Poche » était même octroyée avec rappel à partir du 1er août 44. On annonçait aussi le retour à Saint-Brévin de M. Chauvin, instituteur replié à la Cheminandais, et la mairie fut priée de « faire le nécessaire pour l'installation matérielle de la classe et de son maître ». Ces évolutions administratives n'échappaient pas aux Allemands, mais comment les empêcher ? Il fallait bien payer les fonctionnaires... Et Laval n'était plus là pour le faire.

On voit surtout peser sur cette réunion la préoccupation constante de la sécurité des populations. La sécurité coutumière, bien sûr - vols, accidents, dangers des mines - mais à demi-mot, on envisageait le pire, c'est-à-dire l'attaque massive de la Poche pour sa libération de vive force. Pour tout dire, on évoqua des évacuations... À pied, par trains ou Dieu sait comment ? Depuis le début de la Poche - et encore plus dans sa partie sud - on avait vu les deux camps hésiter sans cesse sur cette question des évacuations. Les civils eux-mêmes - hormis les malheureux Nazairiens, les habitants de la presqu'île guérandaise et les populations les plus fragiles des gros bourgs de la côte - n'avaient pas voulu partir ; au total, pas plus d'un empoché sur six. Les raisons de ce refus étaient multiples : sens de l'intérêt public de certains fonctionnaires ; peur de l'inconnu pour certaines familles n'ayant jamais voyagé plus loin que Nantes ; manque de points de chute, en particulier pour les milieux populaires sans attaches ni réseau de soutien dans les grandes villes... Mais surtout, grande peur de voir sa maison et ses biens pillés - ce qui s'était déjà produit après les premières évacuations d'octobre 44. Jusqu'à cette date, aucune des deux armées n'était parvenue à chasser totalement les habitants des bourgades de Chauvé et de la Sicaudais, pourtant situées à un point de friction maximum. Cette remarque valait d'ailleurs pour l'ensemble de la Poche sud.

Les Allemands avaient envisagé dans un premier temps, de chasser les civils pour accroître leurs propres réserves alimentaires puis, le système de réquisition étant mis en place et la zone de pillage élargie, ils avaient redouté - non sans raison - de voir les évacués faire des révélations sur leurs installations, leurs effectifs voire même le moral de leurs troupes. Du côté de certains cercles du commandement allié, il fallait bien évoquer une forme rampante de méfiance et même de mépris par rapport à ces « empochés préférant les Boches à la liberté » ! Ajoutons l'argument militaire qui se traduisit par la crainte de se passer de la pression alimentaire et psychologique constituée par cette masse de civils collant aux basques de l'occupant. Quant à la nouvelle administration de la Loire-Inférieure, elle aurait souhaité bien sûr alléger les souffrances des plus fragiles et militait, surtout vers la fin, pour l'organisation du transfert de tous les volontaires à l'exode. Peut-être fallait-il deviner derrière ces tentatives réitérées, l'angoisse d'avoir à bombarder bientôt sans trop faire de détail cette Poche en peau de léopard où ennemis et amis dormaient sous les mêmes toits ?

Finalement, c'est à l'issue de négociations au PC de Mallony, fin novembre 44, qu'on s'en était remis à la décision du général de Larminat d'organiser un double convoi : un premier train

d'évacués volontaires ([61]) et un train de ravitaillement pour les populations restantes. Après les sept mille évacués d'octobre - essentiellement des habitants de la presqu'île guérandaise et des Nazairiens - on recommença à négocier la question du ravitaillement extérieur et celle d'évacuations plus massives. Le 4 janvier 45, le sous-préfet Benedetti mobilisa ses maires pour tenter de réduire la pression alimentaire et sanitaire, en particulier sur les localités du nord, en évacuant tous les candidats au départ, à l'exception des professions sanitaires et de quelques professions indispensables au bien commun. On regrettait de ne pouvoir proposer au sud que cinq cents places le 16 janvier, et deux cents le 17 janvier mais pourtant, les listes d'inscription restaient désespérément maigres - une soixantaine à Saint-Père-en-Retz, une trentaine à Paimbœuf. Bouhard fut convoqué à la Baule, auprès du Feldkommandant... L'évacuation fut repoussée d'une semaine ...

Au soir du 21 janvier, Melle Demée et ses équipes de Croix-Rouge accueillaient à Saint-Brévin les rares habitants de Paimbœuf, Saint-Michel, la Sicaudais, Saint-Michel, Pornic, Sainte-Marie, la Plaine et Préfailles qui avaient choisi l'exil. Le lendemain, on hébergeait ceux de Frossay, Saint-Père, Saint-Viaud et Saint-Brévin. Pour tout le monde, départ de Saint-Nazaire le lendemain à 11 heures 30. Malgré le froid et la neige, tout se passa bien mais le problème n'était en rien résolu car la grande masse des habitants était toujours là... Bouhard fut contraint le 2 février 45 de revenir à la charge et redemanda des listes d'évacuation par commune. Il précisait d'ailleurs étrangement qu'il était dans l'intention des autorités allemandes « ***de perquisitionner dans toutes les maisons vides et que dans certains endroits, ils l'avaient déjà fait presque systématiquement*** ». Comme il ne perdait pas le nord, il faisait aussi cette recommandation à ses maires « ***Passez les premiers et prenez tout ce qui nous est nécessaire*** »... Précisant toutefois que « ***ces perquisitions devaient être faites légalement*** » et que « ***le remboursement des denrées ou produit récupérés serait fait aux intéressés quand ils reviendraient*** »... Mais encourage-t-on les gens à partir en les prévenant que leur maison risque d'être pillée ?

Ces « trains de pitié » ne furent pas une partie de plaisir, et les habitants de la Poche sud n'eurent pas à regretter de les avoir massivement boudés. Ils n'ignoraient d'ailleurs pas que les évacués de la Poche nord déjà durement éprouvés par les bombardements, avaient été soumis à des conditions de transfert à la limite de l'odieux. Après les contrôles tatillons et la fouille des Allemands, après les wagons à bestiaux parcourus de courants d'air glacé, les longue pauses dans les gares successives et le bouclage en gare de Nantes, il avait fallu supporter la fouille des gendarmes français à l'arrivée - on se méfiait de ces « collabos de la Poche » ! Ajouter les nuits sur la paille au Lycée Clémenceau, la surveillance et les filtrages américains et anglais... Les dernières propositions d'évacuation de mars ne trouvèrent quasiment aucun écho en pays de Retz. Comme on disposait encore de villes, de villages et de maisons en bon état, on avait sans doute en partant, plus à perdre qu'à gagner. On se méfiait trop du pillage allemand mais aussi de celui des FFI et de voisins trop avides. Enfin, la pénurie alimentaire était moins grande au sud-Loire, du fait d'une économie largement agricole mais

[61] – ***Participaient à cette réunion à Châteaubriant, le préfet Vincent, le sous-préfet Benedetti et un émissaire du général Chomel.***

aussi grâce à la mise en place, sous la houlette de Bouhard, d'une organisation remarquable du ravitaillement et de la solidarité.

Le 4 avril 45, on assista à une deuxième évacuation - de piétons cette fois - par la Birochère. Succès très relatif. On vit arriver près de la gare de Pornic environ cent cinquante personnes. Grâce à une trêve, le petit groupe prit la direction de la « frontière » - les vieillards et les impotents convoyés dans des charrettes. Triste spectacle de fouille par la police et la douane allemandes au Café des Touristes, avant que par paquets de dix et yeux bandés, des soldats allemands ne les remettent à une délégation franco-américaine. À Saint-Père-en-Retz, une quarantaine de personnes tentées par cette évacuation - personnes fragiles, enfants, vieillards ou malades.

Il était pourtant bien évident qu'après le bombardement de Royan du 15 avril 45, les autorités s'attendaient au pire et que la question de l'évacuation des civils restait cruciale, non plus celle des « bouches inutiles » mais celles de zones ou de villes entières, en particulier la zone côtière et l'estuaire. En cas d' « invasion » massive, il ne s'agirait plus de quelques centaines d'évacués disciplinés et résignés mais peut-être de dizaines de milliers de fuyards terrorisés. Ce serait la ruée sur les routes et vers les rares abris pour échapper aux obus, aux bombes, aux représailles et aux exactions des deux camps. Royan, en dix fois plus terrible. Mais comment se préparer à une telle éventualité et prendre des mesures pratiques de protection civile sans déclencher aussitôt la panique ? Le compte-rendu du 18 avril apparaissait d'ailleurs bien paradoxal, car après un discours rassurant :

« ***Suite à l'attaque de Royan, des bobards nombreux circulent dans toute notre Poche. Souvent on se sert même de mon nom. Je vous demande de n'y attacher aucune importance et d'attendre toujours la vérité noir sur blanc. Nous ne sommes pas tellement éloignés les uns des autres. S'il y avait vraiment quelque chose d'urgent ou de grave, vous seriez renseignés dans les douze heures qui suivent, au maximum*** »... « ***On parle beaucoup d'évacuation et d'attaques sur le front Sud. Les pires inepties sont dites. N'y attachez encore aucune importance et attendez notre prochaine réunion qui aura lieu mardi prochain à Saint-Père***...»

Il ne fallait attacher « encore » aucune importance à ces « inepties », mais Bouhard demandait néanmoins aux maires d'envoyer d'urgence la liste des candidats à un ultime départ par la Birochère ! Le principe d'une évacuation étant admis par l'autorité allemande, la date serait fixée ultérieurement si les forces françaises acceptaient ce principe ! Encore une fois la Birochère, après le fiasco du 4 avril ! Mais si Bouhard affirmait qu'il n'y a pas péril en la demeure, pourquoi s'alarmer ! Pourtant, le discours du 24 avril changea radicalement de ton et cette fois, on reparla sérieusement d'évacuation, non seulement par la Birochère mais par trains entiers :

" ***Pour le 26 avril, Melle Demée nous a donné le nombre de personnes qui peuvent partir par commune, par trains d'évacués... Les mairies devront envoyer d'urgence à M. le maire de Pornic, et directement, une liste nominative des personnes désirant évacuer par la Birochère. M. le sous-préfet nous a fait connaître qu'il était prudent de conseiller aux gens de partir ; des trains de rapatriement devant arriver prochainement en zone occupée. Il a été***

question entre nous également des régions susceptibles de recevoir à l'intérieur de la zone sud des évacués de Saint-Brévin, de Saint-Michel et de Pornic ".

Des trains de rapatriement pour les gens du sud ! Mais où prendrait-on ces trains ? Pourquoi faudrait-il évacuer Saint-Brévin, Saint-Michel et Pornic ? C'était bien que l'on allait nous bombarder ! Les maires allaient-ils devoir ressortir la grande enveloppe avec les consignes pour les chefs de groupe et les cartes fléchées ? Et comme il fallait frapper les esprits par des exemples simples et mobiliser la défense passive, Bouhard ajoutait même qu'il serait prudent pendant les offices d'avoir un système de guetteurs, deux ou trois personnes qui seraient dans le clocher ou aux portes des églises, surveillant le ciel ! Sans doute pour bander les énergies et mettre des bras à la disposition des maires, il demandait aussi de mobiliser les chômeurs et de supprimer les allocations à ceux qui ne voudraient rien faire en échange de leur allocation de chômage. Les chômeurs n'avaient plus qu'à retirer les mains de leurs poches ! Peut-être allaient-ils devoir bientôt déblayer les rues et boucher les trous de bombe !

C'est bien cette fameuse escadrille anglo-américaine de retour de son deuxième raid sur Royan - la poche sœur du sud - le dimanche 15 avril 45, qui mettrait le point d'orgue à l'angoisse montante des habitants et des autorités. On redouta de voir ces avions livrer leurs bombes sur la Poche de Saint-Nazaire elle-même, mais quand on apprit les raisons de cet impressionnant survol on ne fut pas plus rassuré… S'ils l'avaient fait pour d'autres, ils allaient le faire pour nous ! La question se posait dans toutes les bourgades occupées et chacun pouvait citer les propos bien informés d'untel qui les tenait d'un autre qui les avait entendus de la bouche même du colonel Gaultier ! Les cinquante-deux bombardements sur Saint-Nazaire des années 42-43 avaient créé un traumatisme profond qui avait traversé la Loire avec les réfugiés. Ces bombes inutiles avaient transformé une grande ville ouvrière de trente-cinq mille habitants en ville fantôme où ne subsistaient plus… qu'une garnison allemande intacte, les chiens et les rats ! Certains Nazairiens étaient même convaincus qu'on leur avait fait payer leur couleur politique !… Désormais, qu'allait-on nous faire payer ? Notre entêtement à demeurer dans la Poche, au milieu des Allemands ? La pancarte « Royan, ville détruite par erreur » était connue bien au-delà des limites de la ville martyre, et chacun était désormais convaincu d'être bientôt soumis au même assaut… Le tapis de bombes puis le déferlement des chars ! Pour réduire vingt-huit mille Allemands affamés et à bout de course on allait écrabouiller plus de cent vingt mille civils innocents, pris entre le marteau et l'enclume !

Le drame initial de Royan s'inscrit dans un cadre politique complexe où les coups fourrés entre le nouveau pouvoir gaulliste et ses puissants alliés sont loin d'avoir encore été tous éclaircis. En janvier 45, alors que la contre-offensive allemande des Ardennes était jugulée et que la conquête territoriale de l'Allemagne ne pouvait plus être entravée, la reprise des poches de l'Atlantique par un assaut militaire n'était plus un enjeu stratégique majeur pour l'état-major allié. Il y aurait pourtant ce bombardement surprise dans la nuit du 4 au 5 janvier, en plein sur Royan, qui tuerait la moitié de la population et détruirait les trois quarts de la ville ! Quand la libération des poches de la Gironde s'effectuerait pour de bon et de vive force, à partir de la mi-avril, elle apparaîtrait encore moins indispensable, alors que le Rhin était franchi en plus de dix points, que Joukov était à quatre-vingt kilomètres de Berlin et que Russes et Américains s'apprêtaient à faire leur jonction sur l'Elbe. Pour le GPRF pourtant, cette libération intégrale du territoire, passant par la reconquête du littoral atlantique et de ses ports, semblait

constituer un enjeu tactique et politique majeurs. Il en allait de l'autonomie de son ravitaillement et de son commerce, mais surtout du rétablissement de la fierté nationale, atout non négligeable dans des négociations globales après la victoire finale.

Le 14 avril 45, mille deux cents bombardiers lourds revenaient donc larguer sur les défenses de Royan, quatre mille tonnes de bombes pour « assouplir » les batteries allemandes. Le lendemain, on envoyait encore sept cents avions chargés de bombes soufflantes et de napalm pour faciliter l'action des trente mille hommes du général d'Anselmes appuyés par la IIè DB et leur permettre de venir à bout des cinq mille soldats de Michahelles. Le 18 avril, toutes les poches, pointes et batteries de la Gironde étaient réduites. On ne verrait plus se déployer dans le ciel du pays de Retz ces terrifiantes escadrilles... Mais on ne saurait rien non plus des exactions et des pillages dont furent victimes les populations de Royan et du Verdon de la part de certains groupes FFI qui au cours du nettoyage des deux rives de l'estuaire continuèrent d'assimiler les civils à leurs occupants.

Aux derniers jours de la guerre, il n'y avait plus qu'un pour cent du territoire français - soit cinq mille kilomètres carrés - sous la botte allemande ; quelques trous de mite sur la frange du drapeau. Dans la Poche de Saint-Nazaire, la guérilla entamée à l'automne 44 n'avait pas connu beaucoup de répit, mais à part quelques épisodes orageux, elle avait été jusqu'ici menée à petit feu, en évitant toujours l'irréparable qui aurait pu entraîner les populations civiles dans le cycle infernal de la prise d'otages et des représailles. Somme toute, c'est la présence massive de ces civils qui avait protégé les soldats des deux camps de la lutte sans merci à laquelle certains aspiraient. On comptait encore relativement peu de victimes françaises - quelques centaines - ce qui est encore trop mais ne peut se comparer aux douze mille morts et blessés tombés du côté allié pendant les six semaines du siège de Brest ou aux vingt mille victimes civiles normandes. Mais quel serait l'épilogue ? Le drame vécu par les populations de Royan suffirait-il à préserver Dunkerque, Lorient et Saint-Nazaire ?

Derniers combats et libération de la Poche de Saint-Nazaire

Le grand moulin de la cote 40 à La Sicaudais fut abattu par les Allemands le 13 février 1945, mais une imposante sentinelle continuait de se dresser au-dessus du bocage, le clocher de l'église de Chauvé qui, du lever au coucher du soleil, permettait aux guetteurs français nantis de bonnes jumelles de surveiller tout mouvement important dans un rayon de dix kilomètres et de repérer la fumée d'un feu jusqu'à la Loire, le lac de Grandlieu ou Pornic. Au fil des mois, ce clocher était devenu quasiment un enjeu stratégique, ce qui expliquait sans doute l'acharnement allemand à le conquérir, et finalement, à le détruire. Les premiers coups lui furent portés le 14 février 1945, à partir de 17 heures 15 - heure légale. L'artilleur polonais tirait à vue... Les fusants qui rataient leur cible arrosaient la campagne jusqu'à Haute Perche. Une pièce lourde, sans doute du 75, avait été avancée la veille au soir par un attelage de quatre bœufs, en lisière de la sapinière de la Petite-Massérie, à environ deux kilomètres. Le clocher allait encaisser vingt-sept coups au but avant de s'effondrer en faisant tinter une dernière fois le glas d'une de ses cloches. Ce fut l'affolement dans les lignes françaises qui venaient de perdre leur vigie et somme toute, le symbole de leur résistance. Des tirs désordonnés de balles

incendiaires venant des lignes du 93è RI vinrent ajouter au désarroi de toute la contrée en mettant le feu aux granges, aux hangars et aux paillers du marais du Clion entre la Limbrière et la Baconnière. Le 1er Hussard qui avait relevé le 8è Cuir, enregistrait des pertes à son tour : un mort, un blessé et six prisonniers dans le secteur de la Rivière-Mulon, le 2 mars 45 ; le jeune Barreau tué le même jour entre le cimetière et la Vesquerie ; le sergent Duverneuil et le cavalier Alfred Gouard tués dans le secteur de Villeneuve. On abandonna des prisonniers à la Petite Aurière, dans la nuit du 3 mars...

Mais à ces pertes militaires qui sont le lot commun des guerres, allaient brutalement s'ajouter des victimes civiles imprévues. Une vingtaine de familles allaient être frappées cruellement par une catastrophe qui ne fut pas seulement le résultat d'un enchaînement de circonstances malheureuses mais surtout le produit d'une situation militaire et économique très perturbée, à l'approche des échéances de fin de guerre. La catastrophe du Boivre peut se résumer à une explosion accidentelle de mines faisant quinze morts et cinq blessés mais son impact humain et psychologique dépassa largement ce simple constat de police ou de médecine légale. L'accident s'inscrivait en effet dans un cadre général d'épuisement moral et psychologique des populations et d'asphyxie d'exploitations agricoles en partie inondées. Mais surtout, on était à la veille d'une libération que l'on touchait du doigt, ce qui ajoutait à l'absurdité de la mort de ces jeunes paysans. Enfin, toutes les familles de victimes se connaissaient et étaient liées entre elles par le sang, l'entraide ou l'amitié et c'est toute une communauté rurale qui était touchée.

Depuis la fermeture du « touque » du Boivre au printemps 42, suite au succès de l'opération Chariot au cœur du port nazairien, le petit fleuve côtier avait très vite débordé ses rives pour envahir l'ensemble du bassin versant et recouvrir été comme hiver l'ensemble du marais. Le dernier hiver avait été particulièrement pluvieux. Ça débordait à l'Arche du Boivre, à la Riverais, au Pont Clairet, à la Pilorgère. La circulation des riverains - et des Allemands - était interrompue sur les routes reliant Corsept aux Rochelets, Saint-Brévin à Saint-Michel et Saint-Père-en-Retz. Il fallait contourner, prendre la barque ou faire confiance au cheval pour deviner la route et tirer la voiture ou la charrette entre les fossés inondés. Le Boivre était devenu un lac grignotant tout. Des vignes et des jeunes blés étaient les pieds dans l'eau.

Sous la pression des riverains et des autorités civiles, l'occupant venait d'autoriser un assèchement partiel. En coupant droit à la côte par une tranchée aboutissant aux rochers de l'Ermitage, on escomptait faire baisser le niveau d'un mètre. C'est ainsi que le 14 mars 45, la Kommandantur de Saint-Brévin rédigeait une réquisition à destination du maire de Saint-Pèreen-Retz :*

« ***Monsieur, vous êtes priés de convoquer les riverains du Boivre pour le jeudi 15 courant, à destination de creuser une tranchée permettant l'écoulement des eaux. L'exécution des travaux sera surveillée par un membre de l'armée allemande et les frais incomberont à la commune*** ».

Le lendemain, c'est le maire de Saint-Brévin qui recevait copie de cette réquisition qu'il complétait par les mentions suivantes : « Les travaux ont commencé ce matin 15 mars. Il serait désirable que les dirigeants du Syndicat des marais viennent prendre la direction des travaux

eux-mêmes. On m'a promis à la Kommandantur, cet après-midi, que les mines seraient enlevées demain ou après-demain au plus tard. »

Des dizaines de cultivateurs riverains étaient donc passés à l'action avec pelles et pioches. On avait piqué droit à la côte à travers les dunes truffées de mines : une équipe côté mer, une autre côté terre... Au début, quand on avait vu les artificiers allemands piqueter la dune puis rechercher chaque mine à la baïonnette, on n'en menait pas large. On dégageait à la pelle puis on rangeait les mines sur le remblai. Pas vraiment dangereux puisque ça ne pétait que sous les roues d'un camion, les chenilles d'un char... Ou peut-être une vache ! Mais un homme, rien à craindre ! On avait fini par dégager un couloir d'une vingtaine de mètres de large sur soixante de long. Pendant le déminage, les deux équipes continuaient leur sape. Par endroits, on ne voyait déjà plus les hommes. Les déménageurs de mines s'efforçaient de ne pas trop couper à travers le terrain balisé, mais on apprivoise les pires monstres et à la fin, on les jetait directement sur le tas, comme des betteraves. Deux cents... Deux cents quarante-quatre ...

Le lendemain matin, chacun arriva à son heure, selon la distance, la motivation ou les aléas de la vie que l'on appelle parfois le destin. Le premier sur le chantier était déjà penché sur une mine qui semblait avoir poussé dans la nuit. On s'approcha, on l'examina. Elle semblait neuve et disposait encore de son détonateur... Les plus prudents s'écartèrent ou se mirent au travail... Tentatives de désamorçage de l'engin finalement jeté sur le tas... Comme la veille !... Et explosion en chaîne de tonnes de ferraille et de poudre.

Le traumatisme psychologique de cette catastrophe dure encore, ravivé chaque année devant le monument inauguré le 20 mars 55 sur les lieux du drame. Joseph Rouxel, devenu le maire de Saint-Père-Retz, avait eu ce jour-là de fortes paroles :

« … ***Désormais, ce menhir profilera sa robuste silhouette sur l'horizon marin. Et le bleu de son granit, qui s'harmonise avec l'azur de notre ciel et le bleu plus profond de la mer, captera et retiendra les regards des passants. À tous et à toutes, habitant à demeure ou touristes estivants, il rappellera ou enseignera, que sous l'occupation allemande, quinze hommes et jeunes gens de chez nous, tels des soldats sans uniformes, ont trouvé en ce lieu, une mort héroïque. Alors qu'ils peinaient au coude à coude, pour libérer des eaux et faire renaître à la vie, un morceau de notre terre de France !*** »

À Chauvé où on avait aussi entendu cette
explosion, le 8è Cuir reprit position le jour même des obsèques des dix victimes de Saint-Père-en-Retz. On remit en batterie une douzaine de mortiers et un canon de 50 dont le retour fut salué aussitôt par un déluge d'obus allemands ! Et ainsi allait le cours d'une guerre qui s'éternisait et s'épuisait en assauts aussi inutiles que meurtriers, mais à petit feu. Un mort par ci, un blessé par là. Trois de plus sur des mines au matin du 24 mars... À l'endroit même où avait été tué Lafayette six semaines plus tôt ! Jean Sérot ne manquait pas une occasion de rassembler et de remonter le moral de ses troupes. Le 3 avril 1945, dans l'église d'Arthon, une foule de paroissiens évacués assista à sa grand-messe de jubilé célébrée sous les plis d'une chasuble gothique, en souvenir de ses vingt-cinq années de sacerdoce. Peut-être pour marquer le coup, les Allemands expédièrent quelques bordées sur Haute Perche et du 105 sur Chauvé.

Mais la dureté des temps ne faisait rien à l'affaire, la sève était en train de remonter dans les vignes, et pour les cultivateurs, c'était un crève-cœur de n'avoir pas pu la tailler avant l'évacuation. Certains trompaient la vigilance des postes de garde et sautaient sur les mines. Quand les canons Allemands se taisaient, on les soupçonnait de préparer un mauvais coup et on les agaçait de quelques salves auxquelles ils répondaient obligeamment, et parfois même en direction de ce maudit clocher qui encaissa à nouveau 18 obus de 88, le 12 avril. Les Français ripostèrent avec du 75 à la Pouzinière et du 105 au Port... auxquels rétorquèrent des fusants sur Haute Perche qui chassèrent à nouveau les tailleurs de vigne revenus imprudemment...

Puis la rumeur s'installa : « Les Américains sont dans le secteur ! On en aurait même vu à Chauvé » ! Le général Chomel prit ses quartiers à Sainte-Pazanne... Chomel et les Américains ! Comme au bon vieux temps où la brigade Charles Martel harcelait Elster du côté de Châteauroux !... En train de concocter une dernière recette tactique pour venir à bout de cette increvable Poche. Leurs canons de 105 installés à la Bitauderie, à deux pas du château de Princé, arrosèrent les positions allemandes de la Prauderie. « Vous en voulez combien ? » avaient demandé les canonniers US ? « Cinq cents ? Va pour cinq cents ! » Neuf mois après les pétoires rouillées et les « coucous » anglais aveuglés par les branches, retentirent ce jour-là, entre les hautes futaies de la forêt de Princé des échos inattendus. Savait-on que sous les obus se trouvaient aussi les fermiers des villages occupés ?

Dans la nuit suivante du 15 avril, vers 2 heures du matin, une colonne de camions US défilait pendant une heure au Pont-Béranger et gagnait Cheméré et Arthon… À 9 heures, un immense troupeau de quadrimoteurs brillant dans un ciel lumineux s'avançait sur la Poche... C'était l'attaque ! On allait prier pour Saint-Nazaire et les villes de l'estuaire… Mais le vol gardait son cap et remontait vers l'Angleterre ! Alors que les Américains canonnaient les batteries de la Croix-Lormeau, les Français profitaient de cet impressionnant ramdam et tentaient de régler de vieux comptes avec les Allemands qui avaient pris leurs habitudes à la Michelais des Marais. L'ennemi s'échappait avec ses blessés mais, dégât collatéral, Joseph Bouyer, prisonnier en Allemagne, ne retrouverait rien de sa ferme : hangars, foin, paille et matériel agricole, tout partait en fumée.

La région était à peine endormie - dans l'excitation et le climat de peur archaïque accompagnant toujours les incendies de ferme - que, vers une heure du matin, elle était réveillée par les artilleurs américains de la Boizonnière allumant les Allemands retranchés derrière le pont du Clion. Après avoir rentré à nouveau la tête dans les épaules au passage d'une deuxième vague de bombardiers remontant vers le Nord, les allemands ripostaient mollement, redoutant peut-être ces deux coucous zonzonnant autour de Chauvé et remplaçant avantageusement le clocher pour guider les artilleurs par radio.

Dans les deux camps, tout le monde avait bien perçu le changement de musique, même les civils empochés qui auraient bien aimé pouvoir retourner aux champs et sortir les bêtes. Les Allemands étaient toujours au Bois Joli où le moulin leur servait d'observatoire, et à la Hourserie où se retranchait une des batteries tenant encore Chauvé dans sa mire. Les canons allemands de la Hourserie se replièrent sur le Clion et ceux de la Croix-Lormeau sur le village voisin de la Caillerie. Petits retraits, petites victoires mais qui en présageaient de plus grandes

dans les jours qui viendraient... Et pourtant, en ce 18 avril, les habitants de la contrée voyaient quatre-vingt camions US quitter Arthon et Cheméré avec leurs canons et reprendre la route de Nantes ! Encore un départ précipité et incompréhensible des Américains ! Qu'étaient-ils donc venus faire ? La population incrédule échafauda les hypothèses les plus contradictoires... Pour les uns, Chomel les avait appelés en renfort parce qu'il redoutait une nouvelle attaque allemande ! Pour les autres, on avait programmé un assaut de la Poche après un bombardement massif, comme à Royan. Partie remise.

Pourtant les canons FFI ne décoléraient pas et tonnaient sans discontinuer du 15 au 20 avril autour de la Sicaudais. En trois jours, toutes les maisons se vidèrent... À trois semaines de la fin, La Sicaudais devint la dernière bourgade française à devoir évacuer ! Il fallut donc encore trouver de la place dans les granges et les greniers de la contrée pour accueillir une dernière fournée de réfugiés. Le curé n'en continuait pas moins de célébrer son office en campagne et les populations rurales de se livrer avec ardeur à leurs travaux de printemps car chacun avait bien compris que le long hiver de la guerre touchait à sa fin. Pour ajouter au malheur, de sévères gelées blanches s'abattirent sur la contrés aux premiers jours de mai ; la plupart des vignes furent brûlées à mort. Il faudrait pourtant du vin pour les mariages qui allaient se multiplier au lendemain de la Libération... Ceux qui en auraient encore dans leur cave en feraient de l'or rouge, comme ce paysan de Saint-Père-en-Retz qui cèderait la barrique de 54 55 au prix d'une vache.

Les Allemands désormais sans « couverture civile » dans le bourg de la Sicaudais, plièrent bagage pour reculer vers Frossay. Tombaient du ciel sur leurs compagnies en repli, des tracts balancés par les avions anglais - sauf-conduits avec consignes de reddition pour leur permettre de traverser les lignes avant l'heure fatidique de l'assaut. Mais si quelques supplétifs se rendaient, les soldats allemands ne désertaient pas. Restait encore à régler quelques comptes sur les marais de l'Île Adet. Après des combats meurtriers aux Champs Neufs à la fin du mois de mars qui avaient fait trois nouveaux morts français, s'ensuivirent des duels d'artillerie aussi enragés qu'inutiles, entre les batteries allemandes de la Roussellière ou de la Brosse et les batteries françaises du Gué-au-Vé, voire celles de l'autre rive, du côté de Cordemais.

Au matin du 27 avril, un soldat de la Kriegsmarine était descendu au Pé de l'Île, vengé le soir même par la mort du jeune nazairien Lucien Trémodeux puis par celles de deux derniers jeunes soldats du 91è bataillon du 21è RI, Raymond Grenier, 18 ans et Louis Brachet, 21 ans, mitraillés à leur poste dans une autre ferme du même village, au ras des basses à vendanges remplies de terre qui leur servaient de remparts. Enfin, le dimanche 6 mai, à deux doigts de l'armistice, comme il fallait un feu d'artifice conclusif, quatre FFI pénétraient dans le moulin de l'île appartenant à la famille Vilaine, disposaient leur dynamite et le faisaient sauter. Là encore, aucune utilité militaire mais sans doute s'agissait-il de venger la mort des dernières victimes militaires d'un aussi long conflit... Et même, par anticipation, celle du « Chouan » Bébert descendu le 8 mai.

Dès le 10 avril, Félix avait bien bel et bien fait prévenir le sous-préfet Benedetti qu'une attaque de la Poche était programmée et... inévitable ! Mais alors que les éléments les plus bouillants de l'entourage de de Larminat souhaitaient rééditer l'opération girondine sur Saint-Nazaire, quelques sages des deux camps s'efforçaient pourtant de tirer sur la corde de la négociation.

Après que le sous-préfet eût envoyé un message à Junck lui demandant de ne rien commettre d'irréparable, celui-ci lui répondit par l'entremise de M. Toscer, maire de Saint-Nazaire, que si on l'attaquait, il exécuterait fidèlement ses ordres de destruction. Benedetti franchissait de nouveau les lignes pour se rendre en ambassade auprès de de Larminat, puis du jeune commissaire de la république Michel Debré, installé à Angers. Cela ne suffisant pas à faire baisser la pression, il fallut frapper plus haut, jusqu'à la porte du général Juin et de son adjoint Sevez qui finirent par annoncer un sursis à exécution... « ***À condition que Junck se rende*** »... On tournait en rond ! À vrai dire, dans les antichambres du nouveau pouvoir, certains esprits « purificateurs » semblaient faire peu de cas du sort promis aux civils de la Poche de Saint-Nazaire en cas d'assaut. Ces « empochés », dont la plus grande partie avait refusé l'évacuation, ne s'étaient-ils pas accommodés de l'occupant ? Ne méritaient-ils pas en même temps que celui-ci une sorte de punition rédemptrice ? D'autant plus que Junck réitérait son refus de capituler et précisait que tout était prêt pour faire sauter le port... Heureusement, la dynamique de la capitulation générale était à l'œuvre sur d'autres fronts.

Le 30 avril, Hitler se suicidait. Grande et petite histoire s'entrechoquaient... Oléron libérée... Berlin libérée... Doenitz reconnaissant le 4 mai que le combat à l'Ouest était perdu... La capitulation générale annoncée... Shirlitz rendant les clés de la Rochelle le 8 mai. Plus que trois pièces sur l'échiquier français. À Dunkerque, l'amiral Frisius signait le 9 et se rendait le 10, en même temps que Matthiae et Fahrmbacher à Lorient...

Quant à la Poche de Saint-Nazaire, les négociateurs alliés avaient affaire à un coriace. Première rencontre au café Loiseau, à Cordemais, le 7 mai à 13 heures. Deuxième rencontre à 18 heures ; ultime rendez-vous le lendemain 8 mai à 13 heures, devant la maison de Francis Moisan à Cordemais. À 14 heures, les armes se taisaient définitivement ou presque... Car on entendait tirailler d'allégresse du côté de Chauvé et de la Feuillardais où l'abbé Olivaud n'attirait plus le feu des balles explosives FFI lorsqu'il sonnait les cloches de son intrépide église ! À Chauvé, c'est le curé Sérot et son collègue d'Arthon qui montèrent dans le campanile éventré pour faire chanter le bronze de la dernière cloche... à coups de marteau.

Plus que trois jours à attendre avant la cérémonie officielle de reddition dans les prés de Bouvron où Junck rendrait enfin son arme au général Kraemer. Entre temps, on aurait assisté à une dernière entrevue dans le ravin de la Roulais, à La Sicaudais, pour mettre au point les détails de la neutralisation des troupes allemandes de la Poche sud et la sécurisation des voies d'accès ouvertes aux libérateurs. On aurait vu aussi toutes les troupes allemandes se constituer prisonnières dans les lieux de cantonnement qui leur seraient indiqués. Mais revenons à la reddition de la poche sud négociée à la Sicaudais.

Des officiers allemands en provenance du village de la Roulais rejoignirent des officiers français descendant du village du Prépaud pour tenir une étrange réunion, debout, en pleine nature, au fond du ravin creusé par le petit ruisseau du Pas Morin. On apprendrait plus tard qu'il s'agissait de régler les détails de la dernière heure : la sécurisation des routes d'accès pour les libérateurs, le transfert des communications téléphoniques, les lieux de rassemblement des prisonniers allemands... Au début de l'après-midi du 8 mai, les Français de la cote 40 tirèrent 21 coups de canon en direction du Pas Morin et de la Bévinière, d'où étaient

en train de décamper les derniers Allemands, ceux qui avaient tué leurs copains Bouchard et Quéron.

Vers 15 h 30, la population des villages voisins répondit une fois de plus à l'appel de ses cloches pour se rassembler au pied de l'église. M. Désachaux, émissaire du gendarme Bouhard, prit la parole auprès de l'adjoint Gautier pour se réjouir de cette libération si ardemment attendue : « L'Allemagne s'avoue vaincue. L'armistice générale est conclu et signé. Il n'est plus question de "poche sud de la Loire" ; le pays de Retz n'est plus scindé en deux. La Sicaudais cesse d'être sous le joug allemand et recouvre sa pleine liberté. Tous les villages que la nécessité a séparés les uns des autres peuvent tout de suite reprendre sans la moindre inquiétude, leurs relations interrompues. » On se dirigea alors en cortège vers le cimetière où on se recueillit devant la tombe de Maurice Pollono et de ses trois compagnons tués lors de l'attaque allemande de décembre 1944. On descendit ensuite au grand calvaire pour une deuxième minute de silence devant les tombes d'Alfred Bouchard et Guy Quéron, deux anciens maquisards de la Vienne abattus au village du Pas Morin le 21 février 1945.

Au matin du 10 mai, on assista au dernier rassemblement des soldats allemands, puis à leur départ en bon ordre et fusil à l'épaule vers les camps de regroupement. Un capitaine déclara : « Nous avons perdu la guerre, mais nous nous rendons en ordre... » Puis ils prirent la route de Saint-Père-en-Retz pour se regrouper dans le camp des Biais. Ils chantaient et marchaient en colonne par trois derrière une Jeep où avait pris place un colonel allemand. On voyait déjà revenir les évacués de l'intérieur, mais se pressaient aussi autour des soldats et dans les ruelles du bourg, toute une jeunesse inconnue, des réfugiés sortant des granges ou des greniers, et des habitants venant de « France », déjà libérés depuis neuf mois, recherchant les frissons de l'été 44, et sans doute aussi les plaisirs de la fête et d'une bonne cuite patriotique.

Le 11 mai, le lieutenant Pansault investit La Sicaudais à la tête d'un détachement du 21è. RI. Vers midi, on signala un imposant défilé de camions américains sur la route d'Arthon. La libération de la poche était en marche. Au soir du 12 mai, alors qu'on préparait activement les cérémonies en l'honneur de Jeanne d'Arc - dont on ne doutait pas qu'elle avait aidé une fois de plus à libérer le pays - une puissante explosion en direction du village de la Brosse jetta à nouveau l'effroi sur la contrée. Le 13, on célébra la sainte, puis à l'issue des vêpres, en compagnie d'Olivaud et Désachaux, on emboîta le pas des soldats d'Audibert et Pansault pour un nouvel hommage aux morts.

Jour après jour, le bourg retrouvait ses habitants qui ouvraient les volets, débarraient les fenêtres, se congratulaient. Le curé Olivaud croisait encore des Allemands installés sur la place de l'église, face à son presbytère : des prisonniers couchant sous des tentes derrière des barbelés symboliques ; des hommes à la veste vague, sans calot, épuisés par les travaux de déminage, de nettoyage ou de comblement de tranchées. On en avait amené une cinquantaine dans la journée du 14. Ils étaient gardés par un ancien gendarme et des retraités traînant la patte... « Allez, grand-père ! C'est l'heure de nous emmener au boulot » ! disait un soldat à l'un de ses gardes peinant à se mettre en route. Un soir, la colonne rentra tête basse : un prisonnier avait sauté sur les mines... Puis un autre, et un troisième. Le 1er juin 1945, gardiens et prisonniers quittèrent définitivement le bourg.

Les fêtes de la libération de la poche avaient suivi le grand moment inaugural du 11 mai à Bouvron, où Chomel avait fait disposer en première ligne les deux carrés du 8è Cuir pour cacher un peu les autres groupes encore affublés d'uniformes dépareillés, anglais ou canadiens. Les Américains de la 66è DI étaient là avec leur musique. Le général Kraemer et les colonels Forster et Keating étaient arrivés. Tout était paré. Restait à attendre l'état-major allemand... Trois voitures firent leur entrée à même l'hippodrome du Grand-Clos. Keating et Payen allèrent à la rencontre de Junck, Mathies et Deffner puis les deux colonels alliés accompagnèrent les trois chefs allemands vers l'ultime acte symbolique de la reddition au cours duquel Junck allait remettre son Mauser à Kraemer :

- Je remets entre vos mains les forces armées allemandes...

- J'accepte votre reddition.

Junck salua ses homologues américains mais feignit d'ignorer Chomel. Musique. Présentez-armes. Les officiels allemands regagnèrent leurs voitures. Les troupes françaises et américaines étaient déjà en train de submerger la Poche et les civils d'envahir les rues dans l'allégresse des cloches. Même la population martyre de Bouvron allait pouvoir panser ses plaies, remonter ses murs, reconstruire son église et prier pour ses morts sans plus jamais entendre les canons qui lui avaient fait tant de mal ([62]). Résonnez musettes et Big Bands. Et paix aux âmes des 455 morts FFI de la poche de Saint-Nazaire.

Le 11 mai 1945 commença une fête ininterrompue d'une semaine. Ainsi, à Saint-Père-en-Retz, une immense banderole ponctuée de petits drapeaux tricolores traversait le ciel au-dessus des têtes, depuis la pharmacie Roume jusqu'au campanile de l'église. On attendait les FFI mais il y avait, paraît-il, des problèmes avec les Américains. À qui entrerait le premier ? Finalement, ce furent les Français. Une centaine d'hommes, en colonnes par quatre, arme sur l'épaule. Les cœurs battaient. Silence total. Un soldat était suivi par un petit chien attaché par une ficelle à son ceinturon. On aurait voulu crier mais ça ne sortait pas. On se contentait d'applaudir. Une petite fille tendit un bouquet de fleurs au capitaine Besnier, dans sa Jeep. Ce fut le tour des Américains avec leurs étoiles blanches et leurs drôles de radios portatives ; dans le public, il y avait des grincheux, et pas que des réfugiés de Saint-Nazaire : « Ceux-là, on devrait pas les applaudir ! » ronchonnaient-ils... Les bombardements avaient laissé des traces !

On suivit la colonne sur la place de la mairie où les fusils furent mis en faisceaux... « Vous êtes libres ». Les soldats se dispersèrent dans les cafés ; certains montèrent sur les tables où ils entonnèrent « le Chant des partisans ». La foule essayait de reprendre les paroles. Le soir, on alluma des feux de joie et on fit la ronde autour ; la jeunesse, gars et filles, mélangés avec les soldats. On rechanta « le Chant des partisans », on apprenait vite. Puis, quand les braises commencèrent à s'éteindre, on entendit un soldat lancer : « C'est encore le couvre-feu ! Rentrez chez vous maintenant. »

---

[62] – ***30 000 obus américains et allemands s'étaient abattus sur la malheureuse bourgade provoquant la mort de 24 personnes et en blessant 30 autres.***

Le dimanche 13, on remit ça. Heureuses coïncidences, le 8 mai tombait le jour de la fête de l'apparition de l'archange Saint-Michel, protecteur de la France, et le 13, pile le jour de la Sainte Jeanne d'Arc, autre sainte protectrice qui après avoir bouté les Anglais avait sûrement donné un coup de main à bouter les Allemands hors de France. Derrière les soldats, s'ordonnaient les sociétés locales, la clique du patronage et la foule en liesse à travers les rues de la ville. Volées de cloches, immense drapeau tricolore descendant de la voûte au-dessus de l'autel décoré et illuminé comme pour une Fête-Dieu. La chorale gonflait ses poumons et lançait ses plus beaux chants. Monsieur le curé exhortait la foule à remercier le Christ « qui aimait les Francs » et avait fini par leur rendre « leur terre meurtrie mais toujours féconde ». On gagna le cimetière où l'appel des morts et la minute de silence rougirent encore les yeux.

Après avoir annoncé lui-même devant la gendarmerie de Paimbœuf la reddition allemande, le lieutenant Bouhard avait fait l'honneur à son ami le curé de Chauvé d'une visite à la cure d'Arthon où il était réfugié. Il l'embarqua dans la voiture de Kaessberg lui-même ([63]) avec laquelle les deux compères firent la tournée des bourgs libérés : Chauvé, Saint-Père-en-Retz, Paimbœuf, Corsept, Saint-Brévin, où on offrit au curé le revolver d'un officier allemand… On passa saluer les responsables de syndicats agricoles, du syndicat du marais, du ravitaillement, de la défense passive, les notables locaux qui eurent droit à un petit tour dans la belle voiture de l'ennemi.

Les fantassins du 8è Cuir avaient investi la Poche par la Feuillardais et traversé enfin sans baisser la tête cette voie ferrée si bombardée et si disputée. Plus à l'ouest, et après bien des tergiversations, c'est les chars de Besnier qui furent autorisés à foncer sur les routes fraîchement déminées et débarrassées de leurs principaux barrages par les Allemands. Derrière eux, s'engouffrèrent les escadrons du 1er Hussard. Au petit jour du 11 mai 45, c'est le Panther Dauphiné - avec son conducteur Pedron, son radio Boucard, son tireur Stephan et son chef de char Jarno - qui eut le privilège de pénétrer le premier dans Pornic, capitale du pays de Retz. Derrière eux, le Tigre et les Mark IV du peloton Besnier, puis le 1er escadron du 1er Hussard …

Pas le temps pour les tankistes de trop se livrer aux libations et aux lèvres des filles, on dut rapidement se porter vers Préfailles et la Pointe-Saint-Gildas où il fallait un peu montrer ses muscles à quelques jeunes artilleurs allemands aux ardeurs pas encore totalement refroidies. On avait fait monter deux officiers allemands sur le carter du char de tête pour se prémunir des mines et des mauvaises surprises. Les derniers exaltés retinrent leur feu mais pourtant, ultime contretemps, la reddition de ces batteries ne se ferait qu'en présence d'un élément blindé américain.

À midi, acclamé par la foule, le peloton fut invité à déjeuner par les habitants de Saint-Michel-Chef-Chef, en compagnie des gars du 4è escadron du 1er Hussard. Le soir, il bivouaqua à Tharon, devant l'Hôtel de la Plage où résidaient les Allemands quelques heures plus tôt. À la

---

[63] – ***L'usage était d'attribuer - au moins provisoirement pour les voitures - les véhicules et les armes personnelles des officiers allemands à leurs homologues français ou à des personnalités dont les services et le comportement courageux étaient reconnus. Ces trophées de guerre semblaient revêtir une forte charge de réparation symbolique mais furent parfois mal compris ou mal interprétés par les simples soldats ou les témoins civils de certaines démonstrations.***

lumière des chars, s'improvisa alors un bal populaire, et c'est assis sur la tourelle du Panther où il était affecté à la surveillance de leurs engins que le pilote Pierre Jarno assista à la fête. Au loin, sur les deux rives de l'estuaire, rougeoyaient les feux de joie et les départs de fusées éclairantes.

Les jours suivants, ce serait Saint-Brévin où on verrait la jeunesse brévinoise se draper de bleu blanc rouge et porter les drapeaux en tête des défilés... On assisterait à des fêtes au Casino ou dans les cinémas brévinois en l'honneur des soldats. On irait applaudir par exemple huit garçons et filles des Rochelets habillés en costumes Napoléon III, se lançant dans un élégant « Quadrille des Lanciers », ou de jeunes cantatrices essayant leur voix dans des airs de Madame Butterfly ou dans la Sérénade de Toselly. L'acoustique était parfois médiocre, la salle un peu bruyante et le répertoire peu adapté au goût de ces hommes sortant de leurs gourbis et de leurs tranchées et venant de reprendre en boucle « le Petit vin blanc » à toutes les terrasses de café depuis une semaine... Pourtant, ils applaudiraient poliment et se presseraient auprès de ces jeunes divas pour en faire leurs marraines de guerre.

Viendraient les commémorations anniversaires. Impressionnante inauguration du monument de la Poche Sud, le 30 juin 1946 devant préfet, évêque et colonel. La flamme du souvenir était alors jeune et ardente. Les foules du pays de Retz s'étaient déplacées en masse pour applaudir les anciens et les jeunes combattants des deux guerres, les musiques, les gymnastes et les blasons héraldiques... Il faudrait ensuite quatre décennies pour que l'entêtement de quelques anciens maquisards du 8è Cuir et du 1er GMR permette l'érection de deux stèles jumelles à Chauvé, unissant dans la mémoire des visiteurs le souvenir des victimes des deux unités.

L'endurance, la discipline et la combativité des soldats français avaient donc été entretenues ici jusqu'à la dernière heure, sans troubler le libre-arbitre des protagonistes qui venaient sagement d'éviter la réédition de la page sanglante de Royan. Quelques-uns y avaient sans doute perdu des médailles et un peu de gloire mais beaucoup y avaient gagné leur survie. Le pays lui-même et son nouveau pouvoir venaient de s'épargner une dernière déchirure nationale. Comment mesurer le poids de Félix et des émissaires de la Poche de Saint-Nazaire, comme Benedetti, dans ces choix de dernière minute ? Sans doute faut-il voir aussi dans cette décision finale de ne pas ajouter à leurs souffrances, la reconnaissance de la force d'âme et de la ténacité de ces populations... Peut-être même, l'hommage rendu à une certaine forme de résistance passive dont le gendarme Bouhard avait été l'un des meilleurs organisateurs.

Cette Libération tellement attendue et tellement différée n'eut sans doute pas dans la Poche la même saveur spontanée et quasiment naïve et bon enfant qu'elle avait eu pour les autres régions et villes françaises neuf mois plus tôt. On connaissait déjà le goût des chewing-gums et on avait déjà compris que le retour du pain blanc et de la liberté de circulation ne suffiraient pas à combler les espérances. Le reste du pays avait commencé sa reconstruction, mais seraitt-il en mesure d'aider rapidement les « oubliés des poches » à se réinsérer dans la communauté nationale ? Beaucoup d'Allemands étaient encore là, mais prisonniers et une pelle sur l'épaule. Quant aux cantonnements et aux villas qu'ils occupaient, on y trouvait désormais des soldats français avec qui les rapports n'étaient pas toujours aussi détendus qu'on l'aurait souhaité.

Malgré les sacrifices consentis par les FFI et la dette de sang contractée à leur égard et en général reconnue, persisterait longtemps chez certains « empochés » - en particulier chez les habitants des villages et bourgades situées sur les lignes - une aigreur qu'il serait vain de dissimuler. Comme les Normands finiraient par reconnaître les mérites des libérateurs du 6 juin 44 - malgré les effroyables violences de guerre qui en avaient résulté- les Chauvéens, par exemple, mettraient beaucoup d'années pour oublier les ravages engendrés par la défense de leur petite ville. Le vocable de « ravageurs » y a d'ailleurs été utilisé pour désigner les maquisards. Longtemps après la guerre, une rancœur tenace en retiendrait encore certains de se mêler aux rangs de plus en plus clairsemés de ces vieux soldats venant honorer la mémoire des copains tombés sur le front de Chauvé...

On allait rédiger des centaines de dossiers pour toucher les dommages de guerre liés aux destructions matérielles mais comment évaluer et dédommager d'autres atteintes plus profondes ? Un officier du 8è Cuir était chargé de répondre aux récriminations pendant les mois suivant la Libération. Il voulait bien reconnaître les pertes et les souffrances des évacués, il ne discutait pas les vrais dommages mais ses lettres devenaient poignantes quand il s'efforçait de répondre aussi aux plaintes pour des broutilles... Une simple roue de voiture ! Il voulait bien admettre par exemple qu'on avait restitué « une roue en moins bon état que celle empruntée » mais son régiment et ses hommes étaient en droit d'attendre aussi « un peu de compréhension », ajoutant en conclusion de sa lettre : « Tout de même, nous autres, nous avons eu des morts ! »

Pour les soldats du maquis entrés encore tout crottés dans l'armée régulière et goûtant enfin à un repos sans alerte, sans embuscades et sans balles perdues, la Libération s'accompagna d'un changement de vie radical. Mais paradoxalement, dans la quiétude retrouvée de cet été 45, c'est un grand désarroi qui s'installa dans certains cantonnements de la côte de Jade. Dans la petite bourgade de Saint-Michel, étaient installés par exemple à partir du mois de mai des hommes du 21è RI, de la 25è DAP, du 125è FTA... À partir du mois d'août, toutes les villas de la côte étaient occupées ; les plus belles par des dizaines d'officiers dont quelques-uns n'avaient pas encore eu le temps de beaucoup étrenner leurs uniformes. Le 1er septembre, le chef d'escadron Robin, du 20è RAD, logé lui-même chez Mme Normand, dressait un état des maisons, villas et cantonnements occupés par son unité... Il était parvenu à loger ses 341 hommes de troupes et ses 21 sous-officiers... Les officiers s'étaient débrouillés !

Pendant que certains se la coulaient douce, les anciens maquisards rongeaient leur frein dans la surveillance bien nécessaire mais peu exaltante des camps de prisonniers et des chantiers de déminage. Les maquisards de la Vienne par exemple n'allaient rentrer au pays qu'à la mi-octobre 45 ([64]- ***Devenus le 21è RI en janvier 45 puis le 21è RIAP le 8 août 45.***) . Après le parcours aventureux vécu depuis le maquis Renard et le parachutage de Jousse, en juillet 44, leur désillusion était profonde. La jeunesse et l'exaltation d'un combat fraternel finiraient donc là, entre Mindin et Pornic, dans la poussière et le sable des dunes, dans des tâches de gardiennage, sous les récriminations et les plaintes de riverains exaspérés par cinq ans d'occupation ? Comment s'étonner alors de voir en gare de Pornic, les wagons à bestiaux où s'apprêtaient à embarquer les gars de la Vienne, recouverts de cette inscription traduisant leur amertume : « Forces

[64] - ***Devenus le 21è RI en janvier 45 puis le 21è RIAP le 8 août 45.***

françaises oubliées » ? Ils se préparaient à rentrer au pays alors que leur propre village, leur famille et leurs copains étaient déjà libérés depuis plus d'un an.

Dans un discours prononcé le 4 juillet 1960 par le capitaine Sommet-Brutus, sur les lieux de la constitution de ce maquis, certaines phrases révèlent bien l'étrange sentiment d'oubli et d'injustice qui s'est enraciné dans la mémoire de ces jeunes hommes dès cet été 45 :

« ***Soldats en haillons d'une France fière et courageuse, ils reposent maintenant dans une terre qui ne correspond pas à leurs aspirations de combattants... La politique, l'ambition, l'indifférence, la lassitude ont détruit cette action si droite et si claire, et tout est devenu tortueux et sombre... Les années ont passé. Sortis de l'ombre, vous êtes rentrés dans l'ombre, un peu brimés quelquefois, et avez repris courageusement votre place dans le combat civil de chaque jour. Maintenant, vivant au milieu des bons et des mauvais, couverts de la droiture de votre action, sourds aux grands mots comme aux mauvais jugements, votre grande joie est de vous retrouver tous, les camarades qui ont vécu la même vie, les mêmes dangers, alors que beaucoup étaient des lâches*** ».

On retrouve bien ici le souffle à la fois lyrique et moral qui animait le rapport rédigé par le capitaine Sommet à Noël 44. Les inquiétudes déjà manifestées à l'époque sur le divorce naissant entre une France « fière et courageuse » représentée par ces soldats en haillons et une France égoïste, attachée à son confort et à ses intérêts immédiats, s'étaient malheureusement confirmées. Les cinéastes se sont penchés sur ce thème du combat mené par quelques-uns pour la défense de tous - dans « Les Sept Samouraïs » par exemple ou son dérivé américain « Les Sept Mercenaires ». On y voit une communauté villageoise déléguer à une poignée d'hommes la défense de ses biens et de ses libertés. La mission sera remplie au prix de la mort de la plupart des samouraïs et d'une gratitude bien aléatoire... On comprend donc le souci du capitaine Sommet et de tous les anciens chefs de ces maquisards de vouloir exalter la face lumineuse de leur combat, leur héroïsme, leur abnégation, leur sacrifice ; on comprend aussi cette recherche inassouvie d'une reconnaissance de la nation et le regret de voir se perdre certaines grandes espérances dans les arcanes de la politique. Pour autant, on ne peut ignorer ce qui a nourri certains des « mauvais jugements » dont parle Sommet.

Des villages évacués puis occupés tour à tour par les deux armées étaient dans un triste état, mais quand il s'agissait d'un bourg entier, le spectacle était encore plus consternant, comme à Chauvé, par exemple... Aux obus allemands, il fallait ajouter les dégâts provoqués par les combats de Noël et par les vicissitudes liées à l'occupation prolongée de cette petite bourgade transformée en camp retranché. Sans oublier les pillards de la dernière heure qui s'étaient introduits dans la ville pour y récupérer ce qui pouvait l'être encore, avant le retour des habitants...

Au moment des évacuations de villages du no man's land, certains viticulteurs avaient cru par exemple sauver leur réserve de vin en l'entreposant dans des magasins ou des maisons du bourg de Chauvé ; mal leur en prit... Six cents barriques s'étaient évaporées, certaines bues sur place, d'autres distillées à Arthon ! Il faut lire le témoignage de Constant Boisserpe décrivant le retour des Chauvéens à partir du 19 mai 1945 :

« ***Très peu de maisons sont intactes, plus de carreaux aux fenêtres ; certaines sont trouées pour y ménager des passages de communication. D'autres sont détruites entièrement par les obus. Mais il y a des destructions qui posent bien des points d'interrogation. Les meubles sont démolis ou fouillés, les rues sont jonchées de verre, de tessons de bouteilles, de débris de toutes sortes ; des portes sont arrachées, les puits sont remplis d'immondices : chiens, chats, brouettes, chaudrons, légumes, vieux vêtements.... Il faudra nettoyer tous les puits et les nettoyer plusieurs fois. C'est un spectacle lamentable. Pourquoi faut-il qu'à l'horreur de la guerre s'ajoute celle du pillage.*** »

On découvrirait bientôt des spectacles insolites, comme dans ce taillis, du côté de la Chanterie où les gars du maquis avaient installé un village de gourbis, éclairé à l'électricité, équipé de buvettes et décoré de guirlandes de Fête-Dieu ! Dans une large mesure, la population voulait bien reconnaître les nécessités de la guerre, y compris le percement des murs permettant de se déplacer de maison à maison sans s'exposer dans la rue, le détournement du matériel agricole pour renforcer les défenses, l'abattage de certains arbres pour se protéger ou édifier des barrages, la récupération de bois d'escalier, de plancher, de bardage ou de volige pour couvrir des abris ou faire du feu. On pouvait comprendre le piégeage systématique des passages, des venelles, des jardins et des ruisseaux. On admettait la consommation des vivres, des volailles, des vins et des alcools... Mais certains gestes symboliques ne seraient jamais admis : la pollution systématique des puits, le détournement des ustensiles de cuisine ou des charniers pour les transformer en tinettes, le vol ou le saccage de certains papiers, souvenirs, bijoux, photos, tableaux, les mises en scènes scatologiques ou obscènes, les profanations de robes de communiantes ou de mariées et même, sacrilège impardonnable, la transformation en cible de tir de la photo d'un soldat tué en 14-18 !

Comment parler de la face noire des maquis sans en assombrir la face lumineuse et comment tout peser dans la même balance, les meubles cassés, les objets disparus et le sang versé ? Soixante ans plus tard, le sujet reste brûlant. Chaque unité a reconnu en son sein la présence d'individus au passé plus ou moins trouble, saisissant l'occasion d'un engagement de circonstance pour échapper à l'ennui ou à la prison, goûter à l'aventure et guetter l'opportunité du pillage sous protection d'un brassard FFI ou d'une croix de Lorraine trop vite cousue sur la manche... Les anciens FFI eux-mêmes prennent les devants en évoquant cette période avec un sourire contrit : « Tous les FFI n'étaient pas des voyous mais tous les voyous étaient dans les FFI » !

Après la liesse et les bals populaires, il fallait, là comme ailleurs, solder quelques comptes. Rien de comparable avec la fin de guerre des départements bretons où à l'été 44 on avait assisté à près de six cents exécutions sommaires - mais il faut dire que la Résistance et les civils bretons avaient payé un lourd tribut à l'occupation allemande ([65]) ! La libération de la Poche de Saint-Nazaire allait se dérouler, elle, sans règlements de comptes spectaculaires.

Avant même la reddition, on avait vu le gendarme Bouhard réinstaller au sud de la Poche les institutions judiciaires de première nécessité ; pour le reste, les tribunaux de Nantes, Rennes ou Angers avaient déjà repris leur rythme de croisière. Un certain nombre de crimes et

[65] - ***Des milliers de victimes civiles, 2 300 fusillés, la moitié des 3 760 déportés jamais revenus.***

---

d'exactions allemandes trouveraient leur sanction devant ces tribunaux. On ne chercha

pas à remonter trop haut vers ceux qui avaient armé idéologiquement - en particulier par leurs prises de position publiques ou leurs articles - les petits collabos du bas de l'échelle ; par contre des miliciens ou collaborateurs ayant du sang sur les mains furent arrêtés et traînés devant les tribunaux. Les règlements de compte extra-judiciaires se limiteraient donc à quelques soldats allemands extraits des colonnes ou des camps de prisonniers par des justiciers se livrant à des exécutions sommaires au coin d'un champ ou à la « pêche aux moules » ([66]), et à quelques miliciens bastonnés dans les couloirs d'une prison.

Michel Gautier ©

BIBLIOGRAPHIE

Allais Fernand, Journal d'un habitant de la Feuillardais, août 44 - mai 45.
Baconnais François, La Sicaudais dans la Poche - Hiver 44-45.
Besnier Guy, capitaine, Journal de marche du 1er GMR, décembre 1944.
Boisserpe Constant, Journal de Chauvé pendant l'occupation, 1940-1945.
Braeuer Luc, L'incroyable histoire de la poche de Saint-Nazaire, auto-édition, 2003.
Coste Jean (1944), Quéron Jean et Amicale des anciens des maquis de la Vienne (1988) Maquisards et soldats.
De Larminat Edgar, général, Chroniques irrévérencieuses, Plon, 1962.
Eon colonel, commandant les Forces françaises de Bretagne, Journal de marche.
Gonin Victor, alias Gavroche, Les maquis Sud-Loire - Journal.
Ingersoll Ralph, officier d'état-major de Bradley, Ultra-Secret, la Jeune Parque, 1947.
Jarno Pierre et Bichon Yves, Historique du 1er GMR.
Journaux de marche du 8è cuirassiers, du 93è RI, du 1er bataillon FFI de Vendée.
La Sicaudais au temps de la Poche sud - Chronique d'un village - 44-45.
Le Boterf Hervé, La Bretagne dans la guerre, France-Empire, 2000.
Le Hyaric Roger, Les FTP de Bretagne, auto-édition, 2000.
Maisonneuve Thomas, alias Myosotis, Journal de guerre.
Middleton général, commandant le VIIIè Corps US, Rapport sur les opérations contre les forces ennemies en Bretagne, septembre 1944.
Mordal Jacques, Les Poches de l'Atlantique, Presses de la Cité, 1965
Payen Frédéric, alias Pernet, Rapport au général Audibert sur l'action des Groupes du sud-ouest de la Loire-Inférieure, mai 45.
Pilven le Sevellec Janine et Yves, Les délaissés de la Libération, Ouest-Editions, 1995.
Sommet Roger, alias Brutus, Rapport moral sur le 4è bataillon du 125è RI, décembre 44.
Vincent Jo, commandant FFI, Libération du sud de Nantes et du vignoble.
Winter Rudolf, Correspondance avec François Baconnais, 1973-2000.
On peut consulter le site de Luc Braeuer, responsable du musée du Grand Blockhaus consacré à l'histoire de la poche de Saint-Nazaire :
http://www.grand-blockhaus.com/htc.asp
On peut aussi télécharger en ligne un document élaboré par AREMORS – Saint-Nazaire. Cahier N° 5, édité en 1980 et réédité en 1995. Co-auteurs J. Aubin, R. Gautier, M. Mahé, J.Y. Martin. L'essentiel du document porte sur l'histoire de la partie nord de la poche.
http://www.aremors.com/spip.php?article5

[66] - ***Quelques cas entre les Rochelets et le Redois. Cette pratique s'apparentait à une autre bien connue plus tard sous le nom de « corvée de bois »... et dont certains auteurs seraient parfois les mêmes !***